N° 62
8e Année

Défense de l'Occident

JUILLET
1959

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

LES IDÉES ET LES FAITS.

Mauriche BARDECHE : Autocritique 3
XXX : La Liberté de la Presse est-elle supprimée ? 9
Pierre HOFSETTER : Le Martyre du Major Walter Reder 11
XXX : L'Affaire Venatier 15
XXX : L'Optimisme de M. Pinay 18
Elie DELOCHES : Les germes d'une autre révolution se dé veloppent-ils en France ? 21
XXX : Krouchtchev en Albanie 29
J.-M. AIMOT : Pierre-Antoine COUSTEAU et l'Homme fasciste 31

XXX : ABUS D'OUTRE-ATLANTIQUE.

Le cas de Santly Yankus 37
Le cas d'Elsie Monnea 38

DOCUMENTS ET CHRONIQUES.

XXX : Les idées de « Patrie et Progrès » 41
XXX : Après « Patrie et Progrès », voici L'Union Démocratique du Travail 61
Pierre de Villemarest : La collusion du plan secret F.L.N. et de la paix des pétroles 64
Arnold W. DULLES : L'affaire du journal d'Anne Franck .. 68
Les notes du mois de l'huissier sans chaînes 74
Willy-Paul DOMAIN : Paracelse, alchimiste et médecin 82
Bernard VORGE : Thierry Maulnier 91

LES LIVRES DU MOIS.

Algérie Française, par André Figueras (P.F.). 93
Théâtre et Religion, par Gabriel Marcel (W.-P. Romain) 94
Histoire de la Grande Guerre 1914-1918, p. J. Galtier-Boissière 94

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, Services commerciaux et vente :
58, rue Mazarine, Paris (6e).
Abonnement. — 1 an : 1.500 fr. ; Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue ***DÉFENSE DE L'OCCIDENT*** **à partir du N°** ______

NOM ______________________________

PRÉNOM ______________________________

ADRESSE ______________________________

____

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.500 fr.

Etranger : 1 an : 1.800 fr.

Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 58, rue Mazarine, Paris-6e, C.C.P. 2182-19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

AUTOCRITIQUE

« Ce que nous faisons là, c'est un peu de la poésie pure », soupirait un jour, avec une ironie toute italienne, le sympathique Ernest Massi, nous voyant construire notre Europe dans les nuages. Je ne sais pourquoi cette parole me revient en mémoire devant cette roche escarpée, ce bloc obtus et carré de l'imposture que nous avons découvert au lendemain du 13 mai, barrant notre route comme un récif surgi de la brume devant les marins qui arrivent au port. Cette falaise est là, devant nous qui avions crié : Terre ! Elle s'étend partout, et une mer étale, désespérément calme, une mer des Sargasses, sans brise et sans courant, clapote tout autour. Le siècle passe devant nous comme un bateau fantôme. Les pavillons qu'il met à son mât n'ont pas de langage pour nous, les paroles que lancent ses portevoix n'ont pas de sens. Rien de ce qui se passe à son bord ne nous intéresse. Qu'il s'échoue, qu'il sombre, qu'il réapparaisse encore debout,, que son gouvernail gémisse, que ses vergues plient ou se rabattent, qu'est-ce que cela peut nous faire ? Qu'il crève, qu'il ne crève pas, que m'importe ? Mais n'est-ce pas nous qui sommes sur le vaisseau des morts, croisant, pirates fantômes, sur nos mers d'Utopie ?

Rien ne me paraît plus difficile, rien ne me paraît plus inutile que de commenter en ce moment l'actualité politique. Pour quoi faire ? Celui qui commente donne des conseils, donc il se met dans le jeu. Quels conseils pouvons-nous donner nous qui ne sommes pas dans le jeu, nous qui refusons d'y être ? Nous n'avons pas cessé de dire que le régime — celui d'aujourd'hui, comme celui d'hier — que les principes sur lesquels il repose, que les évènements qui lui ont donné naissance ne pouraient mener qu'à des catastrophes. Quand les catastrophes arrivent, ou

quand elles menacent, quand l'impuissance ou l'inefficacité des solutions sont manifestes, que pouvons-nous faire, sinon répéter que nous l'avions toujours annoncé ? Et quels conseils peut donner, quelle mise en garde peut faire celui qui croit que ni conseil, ni mise en garde ne peuvent empêcher les *conséquences* implacabales de fautes originelles et qu'un changement total, radical, que personne n'accepte de prendre en considération, contient seul des solutions nouvelles ? Il ne fallait pas écraser l'Allemagne ; l'ayant écrasée, il ne fallait pas la dépecer, l'ayant dépecée, il ne fallait pas laisser les Soviets l'occuper.

Il ne fallait pas faire de la sécession contre le gouvernement légal en droit, de la désobéissance au gouvernement légal en devoir, du terrorisme une habitude, de la guerre des partisans une méthode. Il ne fallait pas laisser la haine dicter notre politique ; il ne fallait pas laisser la subversion installer chez nous ses techniciens et ses réseaux, il ne fallait pas laisser le mensonge nous pourrir comme une gangrène. Il ne fallait pas laisser la bêtise, la bassesse, l'égoïsme triompher ; il ne fallait pas laisser l'argent triompher et étaler sa victoire, il ne fallait pas laisser des nations entières sans une idée, sans un espoir, sans une image. Nous ne pouvons pas donner de conseils, nous ne pouvons pas adresser de mise en garde à des gens qui ont aveuglément accepté tout cela, qui en ont fait la base de leur vie et de leur action. Et pourtant le monde présent, le monde qui nous est *donné* à nous comme à eux est celui dans lequel l'Allemagne est dépecée et occupée, l'Europe désunie, la dissidence respectée, la haine toute puissante, la subversion présente partout, les cœurs et les cervelles vides. Si quelque coup de baguette magique nous investissait demain des charges accablantes du pouvoir, c'est dans ce monde que nous serions assis, nos têtes pleines de rêves, mais nos pieds au milieu des ruines et c'est dans ces ruines qu'il faudrait faire notre demeure.

A la vérité, le vaisseau des morts n'est pas le nôtre : le vaisseau des morts est celui qui ne porte ni enthousiasme ni solutions. Il est ce vaisseau de vieillards, immobile dans la brume, vaisseau ballotté, vaisseau aveugle qui lance lugubrement de minute en minute l'appel essoufflé de sa corne antique. C'est sur lui qu'est hissé le drapeau de la peste et il ne sait où aller parce que tout lui est écueil. Sa corne emplit la nuit lugubre et elle n'indique aucun chemin. Mais nous savons aussi que c'est le vaisseau des morts qu'il nous faudra prendre à l'abordage et que nous trouverons en y montant des cordages

pourris et le banc de brume dans lequel il s'est volontairement placé.

La poésie pure a ses miracles. On aurait bien étonné Massi et on m'aurait bien étonné aussi, si l'on nous avait annoncé, il y a quatre ans, que cette démocratie qui semblait une vieille baraque impossible à ébranler allait soudain s'abattre sous un seul coup de vent. Ce qui en reste est assurément moins solide que la vieille baraque d'autrefois.

Qu'est-ce qu'un régime qui ne repose que sur un seul homme ? L'âge, la maladie, les infirmités, les hasards de toutes sortes, tout ce que la fragilité humaine ajoute à la fragilité politique, est péril pour lui. Les airs que nous jouions tout seuls hier sur notre flûte sont repris aujourd'hui par les fifres des bataillons. Seront-ils demain à nouveau les airs maudits qu'il faut oublier ou les chants de route d'une nation ?

Mais alors notre poésie pure, je ne suis plus aussi sûr d'elle; il m'arrive de me demander si elle n'est pas un chant des fées, le malheur de l'opposition théorique ou politique, c'est qu'elle est condamnée à être un calcul algébrique que les faits ne corrigent pas. Les principes, je n'ai point de doute quant à eux, ils sont sains. Encore faut-il qu'ils soient correctement appliqués. Mais les solutions ? Que valent ces épures qui n'ont pas subi l'épreuve de la soufflerie. Et combien supposent-elles de *données* que les erreurs de la politique actuelle compromettent ou qu'elles font même disparaître. Et, enfin, de plus en plus, certains problèmes sont *bouchés* parce que le temps gaspillé, les fautes commises les ont rendus tels : nos solutions *radicales* sont-elles encore propres à se résoudre, et à supposer qu'elles le soient, ne sont-elles pas un leurre si nous ne parvenons pas à les faire accepter de partenaires plus puissants que nous ?

C'est très beau de dire qu'une communauté européenne ou une nation européenne forte, armée, indépendante de deux grands blocs, amènerait tout naturellement des solutions à tous nos problèmes actuels, y compris celui d'Afrique du Nord. Mais cette Europe n'existe pas en ce moment, et même, depuis cinq ans, en dépit des apparences, l'idée européenne a perdu dans l'opinion beaucoup de terrain. C'est très beau d'affirmer que cette Europe sera socialiste, qu'elle imposera sa volonté aux intérêts privés, qu'elle mettra le travail et la fraternité au-dessus de l'argent et de l'égoïsme, qu'elle résoudra par l'autorité les contradictions du capitalisme ; mais l'Europe dans laquelle nous vivons n'est pas celle-là, et même si une crise ame-

nait au pouvoir en France des hommes qui comprennent nos idées, ils se trouveraient en présence des difficultés qu'a toujours rencontrées « la révolution dans un seul pays », et cette situation classique paralyserait d'abord une bonne partie de leurs initiatives. Enfin, des solutions qui étaient possibles en 1951 ou en 1954 ne le sont plus en 1959. Lorsque nous approuvions les propositions russes de 1951 pour mettre fin à la division de l'Allemagne, ces propositions prouvaient que notre « poésie pure » était alors plus réaliste que la politique menée par les grandes puissances et qu'elles débouchaient sur des solutions concrètes : mais les Russes sont très loin aujourd'hui de leurs propositions de 1951 et ce règlement d'ensemble qu'on pouvait entrevoir à cette date n'aurait plus leur agrément aujourd'hui. De même, on pouvait rechercher en 1954 un accord avec le monde arabe sur des bases que le déroulement du conflit algérien a fait disparaître. Le temps a travaillé contre les perspectives qui pouvaient découler de cette *troisième force* que nous envisagions alors. La constitution même d'une *troisième force* européenne est aujourd'hui problématique, car cette troisième force ne peut être indépendante qu'en possédant ses propres moyens de défense et en cessant de se placer sous la protection des Etats-Unis : or, quel est l'homme d'Etat responsable qui accepterait aujourd'hhui de proposer le départ des troupes américaines, sans accompagner cette proposition d'un calendrier d'échelonnement extrêmement prudent ?

Nos idées sont-elles donc des chimères ? Raisonnons-nous sur des rêves qui n'ont aucun rapport avec les problèmes actuels et qui n'ont aucune chance de les rejoindre un jour ? Rassurons-nous. Je me posais ces questions en écoutant l'autre jour un homme politique éminent de la IVe République qui est bien éloigné d'avoir de la sympathie pour nos principes. Il ne défendait pas mal sa politique et il parlait du passé avec bon sens, et je pense, avec honnêteté. Mais il n'était pas plus réaliste que moi quand il s'agissait de solutions à appliquer aujourd'hui, et, lui aussi, bien qu'il ait eu l'expérience du pouvoir, vivait sur des chimères et supposait pour agir des conditions qui n'existent pas. Et je me disais en constatant ce parallélisme inattendu que les hommes qui arrivent au pouvoir dans un pays à un moment donné n'ont le choix qu'entre un petit nombre de solutions pratiques, vérité politique banale, mais peu prochaine. Les écheveaux que le temps a noués, le temps seul peut les défaire. Même les révolutions, il leur faut la chance d'avoir du temps. C'est beaucoup en politique que de dire : « J'offre peu parce que je ne puis offrir davantage,

mais voici dans quelle voie je vais, voulez-vous y aller ? » Une politique dirigée, cohérente, avec un calendrier patient, peut obtenir des résultats ou tout au moins des complaisances. Nous savons bien qu'il faudra une génération, quel que soit le système de pensée selon lequel on travaille, pour réparer les ruines et les impasses que vingt ans de folie ont arrangé autour de nous. Le temps seul est opposable au temps. Cette règle éternelle s'applique à ceux qui ont les idées les plus éloignées des nôtres comme à nous.

Les voies qui nous paraissent sages, elles ne sont donc pas plus lointaines au fond, et pas plus inaccessibles que celles que de grands partis comme le parti communiste réclament inlassablement depuis des années ou de celles que des mouvements aussi influents que le progressisme, la gauche, le libéralisme, comme on voudra les appeler, désignent depuis si longtemps : beaucoup moins lointaines même et beaucoup plus accessibles, en apparence, malgré leurs difficultés que les rêves fous, les chimères géantes qui traversaient dans un café de Genève la cervele du petit barbichu Oulianoff, penché sur son café-crème ou celles qui, dans les brasseries de Munich, passaient dans le cerveau du silencieux Hitler. La figure du monde est faite de ces rêves. Car si elles germent et portent leur moisson, il n'y a pas de plus grande force peut-être que les idées : pareilles aux racines, aux plants acharnés à atteindre le jour, elles peuvent soulever les colonnes des temples.

Et puis, soyons sincères, ce ne sont pas seulement aperçus au loin, les rêves d'un monde plus sage qui nous donnent notre énergie. La politique, finalement, consiste à choisir les hommes, avec des bulletins de vote ou avec des fusils. Même si les rêves de la terre promise nous semblent lointains, il y a trop longtemps que tout ce qui est propre en France est tenu soigneusement à l'écart du pouvoir pour que nous n'ayions pas une bonne envie de jeter par dessus bord les usurpateurs. Même si nous ne devions pas faire mieux. Même si nous devions nous cogner à la même vitre et bourdonner, comme eux, à la manière des mouches. Nous en avons assez d'être en exil depuis un demi-siècle et d'assister impuissants aux jeux des professionnels de la politique. Nous en avons assez du passeport radical ou maçonnique ou de la carte de résistant qu'il faut montrer pour avoir sa place à bord. Nous en avons assez des coupe-files pour les faveurs, pour les places, ou simplement pour le droit de vivre. Est-ce que les sans-culottes qui montaient sur les Tuileries le 10 août 1792 pensaient vraiment que

le règne du peuple serait pour le 11 et que la Marseillaise allait retentir à partir du lendemain devant tous les palais l'Europe ? Non, ils voulaient tout simplement *mettre en l'air* la boutique. Eh bien, nous sommes les sans-culottes de 1959 et nous pensons comme eux.

Après tout, puisque nous ne sommes rien, qu'est-ce que nous avons à perdre ?

Maurice BARDÈCHE.

La liberté de la presse est-elle supprimée

La persécution contre la liberté de la presse continue d'une manière peu spectaculaire, mais sournoise et efficace.

Contre le groupe de JEUNE NATION, la méthode adoptée est d'une simplicité enfantine et pour ainsi dire géniale. Il suffisait d'y penser.

Le Ministère de l'Intérieur laisse tranquillement imprimer le journal, effectuer le tirage et installé à la porte de l'imprimerie, pratique sa saisie d'une manière à peu près automatique aussitôt que les exemplaires ont été tirés et par conséquent les frais engagés.

Où est le caractère génial de l'opération ?

Simplement d'avoir pensé à très juste titre qu'une telle opération, impossible et scandaleuse dans un régime de presse honnête ou contre un des organes appartenant idéologiquement aux groupes soutenues par la grande presse, était parfaitement possible et ne soulevait pas le moindre incident à partir du moment où elle était pratiquée contre un groupe isolé et sans appui de la grande presse.

Le caractère le plus scandaleux de ces saisies répétées n'est pas en effet qu'elles soient ainsi exécutées, c'est qu'elles soient exécutées et qu'elles se répètent sans éveiller aucune espèce de protestation de nulle part. La presse quotidienne ne daigne même pas mentionner ces escarmouches insignifiantes desquelles les victimes lui sont totalement étrangères. Du moment qu'il ne s'agit ni d'elle ni des siens, il est clair que c'est un secteur où la liberté ne s'applique pas et n'a pas besoin d'être défendue.

Contre RIVAROL, la méthode appliquée a été tout à fait différente, mais à tout prendre même, n'est pas moins ingénieuse. Elle repose sur une particulirarité de la loi sur la

presse qui donne 3 mois au Ministère Public pour entamer des poursuites contre un article délictueux. Le Ministère Public, en l'occurence, a très habilement utilisé cette disposition de la loi. Il a laissé le journal RIVAROL attaquer avec une violence croissante le chef de l'Etat symbolisant le régime, et au surplus le dirigeant effectivement. Il n'a réagi à aucune de ces attaques. Le journal a donc été en droit d'en conclure que les articles précédents n'ayant pas fait l'objet de poursuites, ceux qu'il publiait et ceux qu'il préparait étaient également autorisés par l'interprétation que le parquet faisait de la loi.

Le parquet laissa ainsi récidiver tranquillement son client, sans lui donner le plus léger avertissement, puis à 3 mois de date, au moment où allaient expirer ses pouvoirs de poursuites contre les premiers articles, il rassembla tous les éléments de poursuites qu'il avait soigneusement mis de côté dans des fichiers, et fit éclater entre les pieds du malheureux journal un pétard composé de 17 inculpations pour outrage à la personne du Chef de l'Etat. Chacune de ces inculpations pouvant se traduire par une amende extrêmement élevée. Le résultat de ces 17 procès accumulés risque d'amener la disparition du journal, car ses ressources ne lui permettent pas vraisemblablement de faire face au total d'une telle amende.

Le précédent n'est d'ailleurs pas nouveau dans l'histoire de la lutte entre la presse et le pouvoir. C'est le renouvellement des 32 procès intentés à LA CARICATURE de Philippon en 1831 et 1832 par le Ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe.

La seule différence avec l'époque actuelle, c'est que les poursuites contre LA CARICATURE, soutenues par toute l'opposition libérale, constituèrent un scandale et que le Gouvernement obtint la disparition du journal, mais en payant très cher sa victoire, tandis que les mœurs et l'orientation de notre presse sont telles à l'heure actuelle que la disparition de RIVAROL dans les mêmes conditions, ne provoquera probablement pas autre chose qu'un entrefilet cafard dans LE MONDE ou dans le FIGARO, et que cette atteinte à la liberté d'opinion se déroulera une fois de plus dans l'indifférence générale.

Cette indifférence est-elle un bon signe ?

Comme nous ne voulons pas laisser nos lecteurs sur une note invariablement pessimiste, nous nous contenterons de rappeler que cette torpeur et cette indifférence de l'opinion étaient celles que nous signalions en 1956 et 1957 comme le trait principal de la physionomie politique française. On sait comment cela a fini...

Les régimes dans lesquels l'opinion se désintéresse de la politique ont bien des facilités pour gouverner, mais ils paient ces facilités très cher, car la même indifférence permet de les balayer aussi tranquillement qu'ils ont régné.

XXX.

Pierre HOFSTETTER.

Le martyre du Major Walter REDER

Parmi toutes les iniquités commises en Europe après la guerre, celle dont eut à souffrir — et dont souffre toujours — le major allemand Walter Reder est sans doute l'une des plus révoltantes, encore que l'une des moins connues. Ce soldat valeureux, dont le courage lui valut jadis les plus hautes décorations, demeure en effet emprisonné depuis plus de quatorze ans pour un crime parfaitement imaginaire.

En 1941, 1942 et 1943, Walter Reder se distingua sur le front de l'Est en qualité d'officier des troupes d'assaut. Il fut plusieurs fois grièvement blessé. En mai 1944, il fut promu au rang de major et envoyé avec son unité sur le front italien. Juin de cette année, il se fit remarquer lors des terribles combats de Cecina par la tenace résistance qu'offrit la seizième « Panzer division » à laquelle il appartenait Le maréchal Lord Alexander lui-même rendit hommage à l' « ardeur fanatique » de cette division. Durant l'été et jusqu'au début de l'automne, Reder prit part à la défense de la Ligne gothique s'étendant le long des Apennins. Puis, début 1945, il fut envoyé en Hongrie.

Tout au long des durs combats qui se livrèrent de mai à octobre 1944, rendus critiques pour la Wehrmacht par le fait de l'incontestable supériorité aéro-navale des Anglo-Américains, l'activité des partisans italiens s'intensifia derrière les lignes allemandes. En général, la tâche de réprimer cette activité incombait aux milices fascistes et à la police de sécurité allemande. La lutte entre partisans et milices fascistes était sans merci : d'un côté comme de l'autre, on ne faisait pas de prisonniers. Le major Reder et ses troupes n'eurent rien à voir dans cette lutte. A une seule exception près : lorsque un commando de partisans communistes, connu sous le nom de « Brigade de l'Etoile rouge », et que commandait Mario Mosolesi, un communiste se donnant le titre de « major » Lupo, eut établi une position fortifiée dans les montagnes juste derrière un secteur

vital du front allemand, la situation devint trop grave pour être confiée aux milices fascistes et à la police de sécurité.

En effet, à tout moment les quelque deux mille partisans de Mosolesi, armés par les Alliés, pouvaient être renforcés par des troupes parachutées américaines, et crever le front allemand. Il fallait agir immédiatement. L'unité du major Reder fut retirée de la ligne de défense pour prendre part à une manœuvre d'encerclement de la « Brigade de l'Etoile rouge ». La manœuvre fut couronnée de succès. Les partisans communistes furent anéantis ou mis en fuite, et le « major » Lupo mourut les armes à la main près de son quartier général du Monte Sole. Le 1er octobre 1944, Reder et ses troupes étaient de retour au front.

C'est en rapport avec cette opération de nettoyage des partisans communistes que le major Walter Reder, sept ans plus tard, fut condamné « pour avoir causé des morts dans la population civile italienne et des dommages à des propriétés italiennes » ! La seule preuve fournie par l'accusation pour soutenir l'existence de cet invraisemblable « crime » était le témoignage écrit d'un déserteur alsacien de l'unité de Reder, un certain Julien Legoli, mort depuis longtemps. La manœuvre contre la « Brigade de l'Etoile rouge » s'était déroulée dans les environs du village de Marzabotto ; ce village ayant subi pertes et dégâts dans les combats, la propagande s'empara de la chose pour en faire « le massacre de Marzabotto », ou mieux, « l'Oradour italien ». On raconta des histoires de villageois sans défense torturés et trucidés par les brutes germaniques et de maisons, voire de l'église — cela fait plus impressionnant — brûlées « juste pour le plaisir ».

Le procès du major Walter Reder s'ouvrit en 1951 à Bologne, ville rouge. L'accusation ne prit pas moins de trois ans et demi pour se préparer ; la défense eut droit à deux mois pour s'organiser. Durant tout le procès, la canaille communiste manifesta devant la cour de justice, demandant la mort du « monstre fasciste ». Les juges de Bologne n'eurent certes pas la tâche aisée : ils voulaient bien croire au « massacre de Marzabotti », et liquider ce « Nazi », ce qui permettrait d'apaiser les communistes qui, à l'époque, menaçaient dangereusement la fragile coalition gouvernementale, mais les preuves dudit massacre étaient faibles, sinon inexistantes. Le seul « témoignage » était celui du déserteur Legoli, mais Reder nia absolument les accusations contenues dans le document écrit laissé par l'Alsacien, qui ne se trouvait pas là pour répondre, ayant été depuis des années « liquidé » par les Français. Reder, finalement, fut acquitté de plusieurs chefs d'accusation, mais cependant reconnu coupable d' « avoir causé des morts dans la population civile italienne et des dommages à des propriétés italiennes », et condamné ainsi à la détention perpétuelle. Il y a maintenant dix ans que ce soldat valeureux, et parfaitement innocent du ou

des crimes qui lui sont imputés, est enfermé dans la sinistre prison de Castello Angioino. Le maréchal Kesselring et le général Max Simon, qui furent ses supérieurs durant la guerre en Italie, furent condamnés à mort, grâciés, puis libérés peu après. Le général Speidel occupe un poste important à l'O.T. A.N. et l'armée allemande se reconstitue. Mais le major Reder demeure en prison, victime d'une iniquité juridique rare et d'un désintérêt public consternant. Il est vrai que la « conscience universelle » ne s'émeut et ne se manifeste qu'en faveur des nègres, des juifs et des communistes.

***

Walter Reder fut arrêté après la guerre, en 1945, à Salzbourg, par les Américains auxquels les communistes italiens, entendant se venger de la mort de Mosolesi et de ses partisans, avaient demandé la « livraison ». Les Américains, plutôt que de livrer le major, l'enfermèrent pendant deux ans dans le camp de concentration de Glasenbach. Ils enquêtèrent sur les « crimes » qu'on lui reprochait et les trouvèrent sans fondement. Au lieu de le relâcher, toutefois, ils le remirent aux Britanniques. Ces derniers, à leur tour, investiguèrent les prétendus délits commis par Reder et aboutirent à la conclusion qu'ils n'existaient que dans l'imagination échauffée d'Italiens ayant un peu oublié leur propre conduite en Abyssinie et dans les Balkans. Le major McKee, qui questionna Reder au nom des autorités militaires britanniques, a déclaré : « Tout au long de son interrogatoire, le major Reder se conduisit avec dignité. Il affirma constamment son innocence. Il nia avoir donné des ordres de commettre représailles et brutalités à l'égard de la population civile italienne (comme le prétendait Legoli dans son témoignage) ou d'en avoir reçu de ses supérieurs. Reder aurait pu, sans difficulté ni danger, s'échapper et nous fausser compagnie. Il expliqua qu'il ne l'avait pas voulu car il était prêt lors de son procès à se justifier des accusations portées contre lui ».

Mais les Britaniques, qui avaient condamné puis relâché Kesselring et Max Simon, ne firent pas de procès à Reder. Ils ne le libérèrent pas non plus. Après un certain temps, ils s'en débarrassèrent en le livrant aux Italiens. La propagande mensongère ayant dans l'intervalle fait de Marzabotto l' « Oradour italien », le procès de Bologne se déroula dans une atmosphère de haine et de vengeance. Certes, et comme le pense M. F.J.P. Veale dans son remarquable livre « Crimes discrètement voilés » (Cooper Book Company, Londres), où il analyse toute l'affaire très minutieusement et avec beaucoup d'intelligence, les juges italiens condamnant Reder à la détention perpétuelle estimaient peut-être faire d'une pierre deux coups : d'une part sauver la vie

d'un innocent, la peine capitale étant évitée, et d'autre part assurer la survie du gouvernement menacé par les communistes que la condamnation de l'Allemand « apaiseraient » temporairement. On pouvait espérer que cette détention perpétuelle se traduirait, tôt ou tard, par un relâchement — comme dans le cas de Kesselring et de Simon. Il n'en fut rien. En dépit des innombrables assurances reçues des gouvernements italiens successifs, Reder n'a jamais pu obtenir que son cas soit reconsidéré avec plus de sérénité. Apparemment, personne ne se soucie du prisonnier de Castello Angioino, et personne en Italie n'a le courage de parler en faveur de celui qu'une propagande vicieuse associa au mythique « Oradour italien ».

D'autre part, et ainsi que l'explique M. Veale dans son ouvrage dont nous avons dit récemment ici-même tout le bien que nous pensions, Walter Reder, à maints égards, joua vraiment de malheur. Le rénégat Legoli déserta seulement quelques jours avant le début des opérations contre la « Brigade de l'Etoile rouge » : sans son « témoignage », personne n'aurait parlé du « massacre de Marzabotto ». L'incroyable publicité internationale accordée à Oradour incita les Italiens à en fabriquer un de toutes pièces. Pour avoir été attaché à une division de S.S., bien que cette division ait été placée sous le commandement de généraux de la Wehrmacht et que lui-même ne se soit jamais occupé de politique, Reder souffrit d'un préjugé défavorable. Finalement, il y a son lieu de naissance : Reder est né en 1915 à Freiwaldau en Bohème, qui faisait alors partie de l'empire austro-hongrois ; le district étant aujourd'hui rattaché à la Tchécoslovaquie, satellite soviétique, Reder est considéré comme Autrichien. Le gouvernement de Bonn ne peut donc juridiquement rien pour lui. Quant à l'Autriche, « première victime d'Hitler » selon la propagande du temps de guerre, elle s'intéresse peu au sort d'un ancien officier du Reich.

Et voilà pourquoi un soldat courageux, d'une intégrité absolue, continue d'être emprisonné par les Italiens. En songeant au martyre de Reder, on comprend mieux le manque d'enthousiasme des Allemands pour leur nouvelle armée !

Pierre HOFSTETTER.

L'AFFAIRE VENATIER

La presse française a fait écho, en donnant très peu de détails d'ailleurs, — aux récentes affaires qui montrent en Allemagne le raidissement de la jurisprudence concernant les activités soi-disant contraires à la Constitution.

Il s'agit en particulier des procès monstrueux intentés à de malheureux Allemands qui, dans un moment d'impatience ou d'intempérance, avaient émis sur les juifs ou sur le national-socialisme des opinions peu conformes à celles qui sont tolérées par la Constitution.

La presse française a appris ainsi comment, sous le régime dit libéral d'Adenauer on avait pu condamner à plusieurs mois de prison des gens qui, sous une forme qui ne dépasse pas l'accès de mauvaise humeur et dans des lieux qu'on peut tout juste qualifier de publics, avaient émis au cours de discussions qui dépassaient plus ou moins leurs pensées, des opinions interdites.

Ces faits divers de l'actualité politique sont un commentaire édifiant aux limites de ce que la démocratie appelle la liberté. Ils ont provoqué peu de protestations chez nous et en particulier ils ne semblent pas avoir ému le moins du monde des gens qui s'indignent tous les jours lorsque des mesures beaucoup plus bénignes sont prises contre certains de leurs amis. Mais les journaux français ont soigneusement évité, avec une unanimité touchante, de faire allusion à la plus dramatique de ces histoires, celle de l'écrivain et universitaire allemand, Hans Venatier.

Le Professeur Hans Venatier est un Universitaire qui, après avoir vu sa carrière interrompue par l'épuration de 1945, avait réussi à reprendre pied dans la vie professionnelle, et occupait un poste dans le Palatinat. Il était également essayiste et on lui doit un certain nombre d'études connues en Allemagne. Il passait pour un esprit fin et modéré. Il avait écrit des poèmes que nous avions entendu citer avec éloge.

Il avait des enfants et croyait pouvoir mener une vie à peu près tranquille dans un pays dont le destin ne correspondait plus guère à ce qu'il avait rêvé autrefois dans sa jeunesse.

Hans Venatier, collaborateur de plusieurs journaux d'opposition, n'avait jamais été inquiété par les juges pourtant sourcilleux de l'Allemagne Fédérale.

Au mois de décembre de l'année 1958, on lui demanda pour un numéro de « Nation Europa », revue mensuelle politique et littéraire une étude sur le néo-nazisme. Hans Venatier fit une étude objective des circonstances dans lesquelles était né le néo-nazisme, des aspirations qu'il représentait actuellement en Allemagne, et des espoirs auxquels il donnait lieu dans une partie de l'opinion.

Cet article ne fut l'occasion d'aucune objection spéciale dans la presse allemande et n'attira aucune poursuite du Ministère Public.

Quelques semaines après sa parution, il était repris dans une petite revue autrichienne « Le Trommler », revue d'un groupe de jeunes, dirigée par un homme loyal et courageux, Karl Windisch.

Sans que rien ne laissât prévoir une pareille mesure, le « Trommler » fut brusquement saisi par le Gouvernement autrichien, inculpé d'actes contraires à la Constitution et de tentative de reconstitution d'un groupement national-socialiste, accusation qui, selon les lois allemande et autrichienne, est justiciable d'une peine très élastique allant de quelques semaines de prison à la peine de mort. Karl Windisch fut aussitôt arrêté. L'affaire fit un bruit assez considérable. Pour en juger sainement, il faut savoir que le mouvement de Karl Windisch est un mouvement de jeunesse autrichien qui réunit quelques centaines d'adhérents et qui s'exprime au moyen d'une revue ronéotypée. On appréciera après cela les périls qu'il peut faire courir à la Constitution autrichienne !

Néanmoins, les poursuites intentées contre le « Trommler » en raison de la reproduction de l'article d'Hans Venatier eurent le résultat suivant : en Allemagne, le Conseil de discipline du Ministère de l'Instruction Publique fit aussitôt comparaître Hans Venatier et lui demanda des explications sur son article.

Cette procédure est en soi assez extraordinaire pour nous Français car, jusqu'à présent, nous n'avons pas eu connaissance qu'aucun Conseil de l'Université ait mandé devant lui un professeur communiste en raison des articles écrits par lui ou de ses interventions à la tribune. Néanmoins l'entretien entre Hans Venatier et ses supérieurs hiérarchiques eut un tel caractère que le malheureux écrivain en revint bouleversé.

D'après les rares renseignement qu'on a pu recueillir sur le caractère de cette entrevue, il semble qu'on ait exigé de Hans Venatier sa démission immédiate de son poste sous menace de révocation.

Hans Venatier est un homme qui a plus de 50 ans, et qui n'a pas d'autre moyen de subsistance que son poste universitaire ; cette mesure équivalait à le condamner, ainsi que sa famille, à une misère immédiate et à peu près sans remède. Voici ce que fit Hans Venatier :

Les règlements universitaires allemands ne privent pas de sa retraite la veuve d'un universitaire s'il n'a pas donné sa démission ou si la révocation n'a pas été prononcée contre lui de son vivant.

Hans Venatier connaissait cette disposition qui était propre à assurer l'avenir de ses enfants et de sa famille.

Il rentra chez lui, écrivit une lettre d'adieu à sa femme et avala un cachet de somnifère, seul moyen qui lui restât pour assurer à ses enfants et à sa femme un moyen d'existence.

On a présenté, voici une dizaine d'années, un film qui fit répandre beaucoup de larmes aux âmes sensibles et qui s'appelait : « Mort d'un commis-voyageur ». L'argument était à peu près le même. Il est vrai que ce film avait l'avantage de porter la signature si nous nous souvenons bien, d'un metteur en scène ou d'un producteur juif.

C'est évidemment là une chose beaucoup plus touchante que le destin d'un père de famille qui a servi honnêtement son pays et à qui il n'est même pas permis d'exprimer dans nos régimes démocratiques ses regrets ou ses espoirs.

L'optimisme de M. PINAY

Malgré toutes les affirmations du Gouvernement et ses cris de victoire, le problème de la récession reste à l'ordre du jour. On sait quelle en est l'origine.

Les Ordonnances de décembre ont aggravé dans les milieux ouvriers une situation qui avait commencé à se créer dans les derniers mois de 1958.

La plupart des salaires dans les branches les plus importantes de l'activité industrielle étaient complétés jusqu'au début de la phase de récession par d'importantes heures supplémentaires.

Les heures supplémentaires représentaient tout le pouvoir d'achat de l'ouvrier consacré aux dépenses d'équipement ou de distractions : frigidaire, Vespa, petite voiture d'occasion, vacances, télévision, enfin toutes les dépenses agréables, tout cela, c'était les heures supplémentaires.

La récession avait commencé à détourner une partie de ce Pactole, les lois de décembre la tarirent définitivement : dans la plupart des secteurs industriels, non seulement les ouvriers ne font plus d'heures supplémentaires, mais ils ne travaillent même pas toujours à plein temps.

Cette situation est très connue dans tous les milieux industriels et syndicaux, mais naturellement il est très facile de ne pas la faire paraître dans les statistiques. Un ouvrier ou un agent des cadres qui ne touche plus ses heures supplémentaires ne devient pas un chômeur. Le Gouvernement brandit ses graphiques d'emploi en montrant que le chômage augmente peu ou n'augmente pas. Mais il ne dit rien des heures supplémentaires qui sont peu mesurables et difficiles à mettre en statistique.

Néanmoins, l'absence du pouvoir d'achat considérable fourni par les heures supplémentaires (il y avait des périodes de pointe où elles représentaient plus que le salaire normal) se fait largement sentir sur la vie économique. C'est cette situation qui est responsable du marasme dans lequel se trouvent

aujourd'hui certains secteurs (appareils ménagers, Vespa, voitures d'occasion, etc...) enfin tout ce qui correspond à ce que l'ouvrier pouvait acheter avec le sur-salaire habituel.

L'optimisme du Gouvernement consiste donc d'abord à ne pas prendre en considération cette situation qui n'a pas varié et qui constitue pourtant un facteur qui pèse lourdement sur l'ensemble de la vie économique.

Il consiste également à négliger des symptômes graves qui semblent bien être les avant-coureurs d'une aggravation de la crise.

Le premier de ces symptômes est la mise en garde lancée par les représentants de l'industrie automobile. Ceux-ci, constatant le caractère saisonnier que la vente des automobiles a repris depuis la reconstitution de stocks par la plupart des firmes, préviennent le Gouvernement qu'il y a lieu de s'attendre pour le mois d'octobre et les mois suivants à une période de mévente qui obligera les plus grandes firmes à restreindre la production ou à accepter des stockages hors de proportion avec leur vente habituelle.

Le stockage des automobiles est un problème technique difficile, il exige l'acquisition de terrains considérables, des frais de construction importants, des frais de démontage et d'entretien, et il grève si lourdement le prix de revient des véhicules que les firmes automobiles estiment que sur la vente d'un véhicule stocké elles ne font plus aucun bénéfice réel. Le stockage ne peut pas, dans l'automobile, dépasser certaines proportions.

L'avertissement de l'industrie automobile ne peut donc avoir pour sens que de préparer l'opinion à une diminution de la production, c'est-à-dire en termes clairs, à des licenciements de personnel, et le Gouvernement n'a pas fait savoir quelles mesures il comptait prendre devant cette situation.

Il s'est borné à envisager avec réticence une diminution de 3 frs du litre d'essence. Il ne semble pas que cette solution soit de nature à résoudre un problème de cette ampleur.

Le second coup de cloche a été donné par M. Rueff lui-même, le promoteur du fameux plan de décembre.

M. Rueff constate ce que tout le monde peut constater avec lui, que, si des capitaux sont rentrés effectivement pour des raisons techniques ou psychologiques, ces capitaux cependant ne s'investissent pas activement, puisque le loyer de l'argent reste toujours aussi élevé, et en effet, malgré les efforts de M. Baumgartner, la Banque de France n'a réussi jusqu'à présent à promouvoir aucune baisse du taux de l'escompte, et cette situation se matérialise par la permanence de taux prohibitifs lorsque des industriels doivent se procurer de l'argent. M. Rueff citait, dans une interview récente l'exemple d'un industriel qui, s'étant adressé à des banques pour réaliser un programme d'investissement, avait dû emprunter au taux de 15 % pour 3 mois.

M. Rueff concluait son interview en mettant pour la première fois en cause les grandes banques d'affaires, qu'il accuse de refuser leur concours à la politique d'investissement

et de pratiquer volontairement une politique d'usure qui leur produit de gros bénéfices, mais qui annihile pratiquement tous les efforts du Gouvernement dans le secteur capital de l'investissement.

Cette accusation est très intéressante, car les grandes banques françaises, celles auxquelles s'adresse habituellement le public, sont nationalisées, on le sait, depuis 1945. Les grandes Banques d'affaires, qui sont visées par la mise en garde de M. Rueff, ne peuvent être par conséquent que celles qui ont échappé à la nationalisation de 1945, c'est-à-dire les cinq grandes banques juives : Lazard, Rotschild, Schweissguth, Paris - Pays-Bas, et les filiales de l'Union parisienne. Ce sont elles qui pratiquent des taux usuraires et qui freinent ainsi la réaction que le gouvernement veut provoquer contre la récession. Il est bien intéressant de voir cette constatation partir d'une bouche aussi officielle que celle de M. Rueff.

Ajoutons que nous ne croyons pas pour notre part que seule la mauvaise volonté ou la cupidité des grandes banques d'affaires juives explique un phénomène aussi général que le maintien du loyer de l'argent à un taux élevé.

Si les capitaux étaient abondants et désiraient réellement s'investir, la mauvaise volonté des banques serait rapidement submergée par les offres de la clientèle et les lois financières joueraient normalement au bout d'un certain temps.

Le fait essentiel de ce maintien à un taux prohibitif du loyer des capitaux, montre donc qu'il y a une falsification ou une grave omission de l'analyse optimiste que le Gouvernement fait de la situation présente.

Cette baisse du loyer des capitaux est un des points essentiels du succès de son opération monétaire. Du moment qu'elle n'est pas atteinte, du moment que les menaces de récession ne s'estompent pas, mais au contraire se confirment, c'est que la politique actuelle n'est pas un succès comme on nous l'explique avec complaisance, mais qu'il reste encore bien des nuages et des éléments inquiétants, bien des menaces dont il semble impossible de reculer indéfiniment l'échéance.

Elie DELOCHES

Les germes d'une autre révolution se développent-ils en France ?

Le 27 avril dernier, certains journaux, peu nombreux, insérèrent en mauvaise place « l'information » suivante :

« Les services de l'état-major de l'armée de terre auraient été alertés récemment des conditions très particulières dans lesquelles ont été passées des commandes de chenilles de half-track. En pourparlers avec les autorités françaises en Allemagne, la firme Gummi Muller s'offrait à vendre ces chenilles à 1.900 marks pièce (près de 200.000 francs). Mais elle se vit imposer l'intermédiaire d'une société française qui a revendu les chenilles à 2.900 marks pièce. Le dernier marché a porté sur 3.000 unités. Plus d'un millard aurait été ainsi perdu pour l'Etat au cours des deux dernières années. Malgré cela, deux autres marchés seraient en cours d'étude avec la même société française.

« Un député a déposé un rapport sur ce nouveau scandale des marchés de l'Etat, qui a été remis au général Zeller et à la présidence de la République. »

Ce genre de « petit » business illustra hautement la III[e] et la IV[e] Républiques. Mais la V[e] avait annoncé qu'une commission spéciale s'occupait de la réforme des marchés passés par l'Etat... Réforme dans quel sens ? ?

Il y a deux ans, malgré des pressions désespérées, l'affaire des appareils radio-gonio émergea dans quelques journaux confidentiels. Nous apprîmes les efforts — discrets et remplis de nuances — de quelques sénateurs pour stigmatiser ce scandale. Le résultat fut imprimé : les officiers qui signalèrent le trafic furent les seuls pénalisés de l'aventure.

A propos, avez-vous lu quelque part les noms des établissements et des « personnalités politiques » (sic) qui trempèrent dans les quinze milliards de bénéfices réalisés avec la dévaluation de décembre 1958 ? L'argent (de quoi payer le double des économies faites sur les anciens combattants) est-il récupéré ? Quelles sanctions contre les tripoteurs ?

Et cette affaire de graisse, encore pour l'armée, avec, pour principal animateur, un ancien président de l'Assemblée Nationale ? Que devient-elle

Quand M. Antoine Pinay se trouva, pour la première fois, président du conseil (il n'y a que six ans et demi) en examinant les comptes de la France, il dit : « Il y a 150 milliards d'économies à réaliser sur le budget de l'armée ! » (propos rapporté et imprimé par divers organes de l'époque).

M. Pinay ne sous-entendait pas que l'on pouvait supprimer des achats indispensables, il pensait aux prix exagérés payés par l'Etat à ses fournisseurs.

Cela nous oblige à penser à ce ministre de la IIIe qui touchait un franc (or) sur chaque obus livré à la Défense Nationale... (affaire Charles Humbert).

Nous savons que tout cela — et pas seulement dans ce domaine — explique en partie la raison pour laquelle il y a tant de candidats aux élections puisque, de notoriété publique et selon l'aveu même de certains intéressés, l'indemnité parlementaire est tout juste suffisante pour suivre un train de vie assez modeste.

Alors quoi de changé avec la Ve, car il faudrait peut-être évoquer les prix de certains avions payés par la D.N. et de celui offert, pour le même type de zinc, à l'Allemagne *où il y avait concurrence étrangère.*

Nous répétons ce que nous avons déjà écrit ici, à propos de la « routine » administrative française, *quand les gouvernants le désireront, les contribuables pourront être allégés de 500 milliards par an sur les dépenses budgétaires.* En tapant ailleurs que sur la dette due aux Anciens Combattants.

La politique ne serait-elle rentable autrement ?

Nous n'évoquons que des cas plus ou moins connus, mais publics. Ceux qui fréquentent les coulisses politiques en connaissent bien d'autres. *Dans tous les domaines.*

Y a-t-il quelque chose de pourri ailleurs que dans le royaume de Danemark (comme le rappela le député F. Quilici) ? Et, puisque la Ve ne semble guère plus empressée que ses devancières à édifier cette maison de verre souhaitée par 80 % de « oui », est-ce que la pourriture fait désormais partie intégrante de la démocratie ?

∴

Voici un an, des hommes ont cru que la déliquescence de la France était due aux principes et que le pays serait sauvé par de nouveaux principes.

Quelques journalistes lucides (très rares) protestèrent.

L'un d'eux rappella que le général de Gaulle, l'homme aux principes, ne s'abaissait pas aux petites questions, vérues parasitaires de la vie française ; des « histoires de harengs saurs » dit-il. Or, mon général comme mon Debré, qui ignorent à peu près tout de la masse par leur appartenance à la grande bourgeoisie multimillionnaire, ne conçoivent même pas que le malaise français persiste parce qu'll est la somme de dix mille « affaires de harengs saurs ».

Les principes vaudront toujours ce que valent les hommes. Les réglements ne seront efficaces que par la volonté qui présidera à leur application. Tout cela n'est que mots, décorum et poudre aux yeux. Surtout après le 13 mai qui a vu tous les piétineurs de principes et de réglements recevoir grades, promotions et postes (parlementaires et autres). Le 13 mai demeurera la démonstration éclatante que, seule, l'insubordination est payante. D'où l'inanité des principes (nous raisonnons bon sens et pas sentiment personnel).

Les « histoires de harengs saurs » sont beaucoup plus sérieuses que les principes. Elles tiennent à tous les régimes comme des sangsues, elles collent, elles adhèrent. C'est à cause d'elles que la masse répondit « oui » au référendum. Le gouvernement ne peut pas l'ignorer, ne peut pas l'oublier. Les contribuables sont las des surtaxes progressives et proportionnelles pour alimenter le sale business genre chenilles de half-tracks ou du coût du kilomètre de route. Ils sont exaspérés que la première mesure proposée par le gouvernement instaurant l'ère d'austérité soit la création d'une nouvelle tenue pour l'armée française, ce qui laisse supposer tout l'intérêt que des marchands de textile peuvent porter à cette somptuosité inopportune.

La Ve sera un échec si les « histoires de harengs saurs » ne prennent pas fin. L'homme de la rue se f... des principes si, dans leur ombre, la race des rongeurs de budget prolifère.

∴

Le non-conformiste Léon Dupont demanda, avec obstination pendant longtemps, le prix que l'Etat payait le kilogramme de tank, le kilogramme d'avion. Sans jamais obtenir de réponse. Il désirait comparer ces prix à ceux pratiqués dans les pays étrangers et aux prix — connus ceux-là — du kg de machines-outils du commerce privé. On comprend difficilement qu'un

gouvernement fasse Mystère de ses prix d'achat qu'il s'agisse de tanks, d'avions, de godillots ou de tissu... S'il se tait, c'est qu'il n'a pas bonne conscience... S'il n'a pas bonne conscience, le contribuable est volé. Dès lors, en toute logique démocratique, il faut revenir au célèbre Henri Rochefort : « *l'Etat nous vole, volons l'Etat !* » quoi qu'en pense M. Pinay.

Suggérons un moyen de tout arranger qui pourrait, par surcroit, rapporter de l'argent à l'Etat.

Chaque année, pour le budget écoulé — et non pas plusieurs années après comme la Cour des Comptes — sera publié le livre des dépenses françaises *avec les noms des firmes bénéficiaires et un résumé des travaux effectués.* Je garantis un succès best-seller à cet ouvrage annuel qui pourrait être doté d'un concours — c'est la mode — entre lecteurs :

Toute personne prouvant que l'Etat a été volé touchera dix pour cent des sommes récupérables. Tout fonctionnaire ayant passé un marché de dupes pour les contribuables sera révoqué, poursuivi et financièrement responsable. Qu'il s'agisse des habitations H.L.M. ou de tout autre compartiment intéressant les finances publiques.

Si cette révolution pour la disparition des « histoires de harengs saurs » ne se fait pas dans l'ordre la déception aidant la surimposition aboutira au coup dur dans le désordre. Relisez l'histoire de la décadence romaine de Ferrero !

∴

La grandeur est d'abord une maison bien tenue.

Dans une maison bien tentue, il n'y a pas d'immondices dans les coins et l'on tend des pièges aux rats dévastateurs. On s'abstient de prendre des valets douteux et tarés ou ceux qui prétendent servir deux maîtres à la fois.

Dans une maison bien tenue on fait assez souvent le ménage. On époussette les vieux tableaux. On évite de faire savoir que les repas sont servis dans des assiettes qui coûtent « au moins dix mille francs pièce » ; c'est un service de table beaucoup trop cher pour un pays dont la dette dépasse 12.000 milliards.

La résignation dans la gêne et la récession d'une partie de la population implique chez les princes qui nous gouvernent, une rigueur toute particulière de la gestion des denier publics et un pilori d'autant plus impitoyable que sont puissants ceux qui se goinfrent dans le dévaluations ou autres marchés destinés à ceux qui risquent leur peau en Algérie pour quelques centaines de francs par mois.

∴

Un Japonais de 19 ans, Kanvetan Nakayama, a lancé deux pierres sur le cortège nuptial du prince héritier Akihito. Ce jeune homme, arrêté, a déclaré : « J'aimerais tuer le prince héritier si j'avais une mitraillette. On ne devrait pas dépenser tant d'argent pour le mariage d'un prince. »

Grand scandale du traditionnalisme japonais ! Scandale des âmes romanesques, des nantis du Nippon et même des serfs respectueux et craintifs. Scandale du bien-pensant, de l'homme à œillères qui a opté, une fois pour toutes, en faveur de la politique de l'autruche.

Qui s'est donné la peine de se demander si, dans ce Japon surpeuplé, le jeune Kansetan Nakayama mangeait tous les jours à sa faim ? Si, dans cet archipel, où l'avortement est désormais légal, Kansetan Nakayama n'a pas vu beaucoup d'humbles dans une profonde misère ou ne pas être en mesure de se préserver du froid ? Nakayama n'était qu'un étudiant dépourvu d'argent pour achever ses études.

Non, lecteur, ne pensez ni à la sensiblerie, ni à la démagogie, ni même à l'anarchie. Si l'on admet l'ère nucléaire, le missile, l'avion supersonique, il faudrait aussi admettre que certaines personnes franchissent le mur des coutumes et s'irritent de tant d'argent qui, demain, ne sera plus qu'un souvenir, une fumée, alors que tant de deshérités eussent pu chasser l'angoisse avec une minime partie de ces sommes élevant un autel à l'orgueil et à la vanité.

Si j'étais le prince Akihito, je présenterais mes excuses à Kantesan Nakayama et je ferais enchasser les deux pierres qu'il a jetées contre sa calèche comme rappel permanent aux choses auxquelles on ne prend pas le temps de penser. Au XXe siècle missillaire, certains défis ne doivent pas être lancés ...à plus forte raison quand on rompt la tradition en épousant une « roturière ».

Nous bavardions de cet incident avec des journalistes et l'un d'eux, qui appartient à la rédaction d'un grand magazine — plus grand par la diffusion que par les idées — signala les nombreuses lettres de lecteurs parvenant à la direction lorsque son organe consacrait trop de place à des fastes ou au culte de personnalités plus ou moins discutables.

Nous évoquâmes cette mauvaise opérette qu'est Monaco, avec son prince et sa vedette de cinéma qui se prend au sérieux dans son rôle de souveraine, et tous ces mariages de princes et de ducs réunissant des cours royales en activité ou en exil. Nous remarquâmes que si, beaucoup de ces anciens monarques continuent à mener une existence assez dorée, bien que chassés de leur pays, un certains nombre de leurs

partisans, *qui n'avaient rien d'autre à défendre que leur loyalisme ou leur foi en une idéologie sont morts obscurément sans jamais qu'une pensée consolante du chef ne vint errer sur leurs tombes.*

Quand les photographies des mariages des enfants du Comte de Paris envahirent les gazettes, je pensai à Marius Plateau et à quelques autres jeunes camelots tombés dans des bagarres politiques. J'ai peut-être l'esprit mal tourné, mais si je me réfère à certains anciens royalistes devenus indifférents ou militants d'autres causes (beaucoup de doriotistes furent d'anciens royalistes), c'est peut-être parce qu'ils comprirent que certaines hiérarchies étaient périmées, périmées moins dans l'idéal que démonétisées par les désinvoltures de leurs représentants. Je connus un camelot grièvement blessé dans une bagarre d'un dimanche matin alors qu'il vendait l'A.F. (heurts avec un commando de l'*Huma).* Ce garçon, qui boîtera le restant de sa vie, est d'ailleurs revenu de ses illusions.

Il y eut aussi Margaret-Towsend, Ali Khan et sa ribambelle de femmes, fiancées, maîtresses (avec photos dans les journeaux), Soraya la « princesse triste » richissime et Lady Docker avec ses excentricités, la carosserie en or de sa voiture et la disparition de 150 millions de ses bijoux. Sans oublier les sordides discussions de milliards de l'Agha Khan dans cette famille hétéroclite, ni les multiples aventures maritales de Mme Barbara Hutten qui n'arrive pas à se désennuyer malgré des piles de dollars hautes comme un gratte-ciel. Nous passons beaucoup de ces « héros » de l'actualité. Nous ne leur reprochons pas leur vie privée, qui ne nous intéresse pas, nous ne leur reprochons que de la livrer à la publicité. Lorsque l'on a tant d'argent ou de notoriété, il y a des plaisirs plus délicats et plus intelligents que la boue du fait-divers.

J'ai dit que les directions recevaient des lettres à la suite du « sacrifice à l'actualité » concernant ces personnages somme toute moins captivants que la mère de famille élevant décemment cinq ou six gosses. S'il existe des manants qui ont besoin d'icônes pour rêver, d'autres se scandalisent ou s'irritent de tant de papier — cher — gaspillé pour flatter le goût populaire du scandale, du sexy, ou du faste des contes de fées. Notre jeune Japonais Kansetan Nakayama n'est pas un cas isolé.

Il existe tant de causes plus attachantes parce que davantage morales, de misères réelles, de problèmes humains urgents, d'injustices ignorées, d'événements graves visant la société, de chercheurs obscurs pour le bien de tous, que l'on se demande si la presse remplit son office et si, tout en

ayant la prétention de défendre « l'ordre et la paix », elle n'est pas, au contraire, le véhicule essentiel du désordre et de la guerre civile. Je demeure persuadé, que les *Paris-Match, France-Dimanche, Ici-Paris, Jours de France* et les grands quotidiens exploitant abusivement le « fait-divers » du genre de ceux évoqués plus haut, sont, beaucoup plus que l'*Humanité* ou *Le Libertaire,* les pourvoyeurs des clubs de chambardeurs. Cela n'est d'ailleurs pas spécial à la France. Toute échelle ou proportion gardée, c'est à peu près le même état d'esprit qui règne chez le « colonisé » lorgnant à travers les arbres du parc la réception fastueuse de l'administrateur du district ou du gouverneur. Je connais des socialistes qui ont renoncé à la S.F.I.O. le jour où le président Guy Mollet a dépensé 250 millions pour recevoir avec un luxe inouï, à Paris, les souverains britanniques, *alors que le Trésor public français était aux abois et quémandait des aumônes à l'étranger.* Je répète qu'il faut éviter certains défis, car ceux qui applaudissent à ces exhibitions, même s'ils sont majoritaires, sont des « mous » qui comptent peu dans la balance des décisions prises par les « durs » que ces atteintes au manque de mesure renforcent dans leur nihilisme. Si l'on veut éviter les excès coléreux, il convient de se hâter de revenir sur le chemin du bon sens et de la décence publique et, surtout, redevenir simple, logique.

Je trouve grotesque la robe des juges et des avocats et j'approuve la simple tenue de « pékin » de la magistrature américaine parce que la robe, en France comme en Grande-Bretagne, demeure, aux yeux des spectateurs, la cuirasse d'une caste non pétrie de même esprit et de même compréhension que lui. De même, je trouve désuets et navrants ces « valets à la française » que l'on sort dans les grandes occasions, ces gardes républicains en tenue d'apparat que l'on exhibe pour des galas officiels accueillant avec le même cérémonial des souverains étrangers et le prince des pitres M. Charly Chaplin. Un homme d'Etat américain eut raison de dire qu'il était paradoxal de voir la France entretenir un coûteux décor d'opérette tout en se plaignant de sa pauvreté.

Je suis de ceux qui prétendent qu'avec les milliards consacrés à l'entretien de « demeures historiques » il eut été préférable de construire d'autres demeures (qui deviendront peut-être historiques) pour la commodité des vivants.

En pleine austérité on apprend que les 80 millions par an de M. René Coty passent à 180 millions pour M. de Gaulle, on finit par admettre toutes les révoltes émanant de gauche ou de droite... car il n'est pas certain que les révolutionnaires pour le bien strictement public se situent plus à gauche qu'à

droite. Je parle de véritables révolutionnaires et non pas de Marie-Chantal de la révolution, c'est-à-dire le genre U.N.R.

Dans ce qui précède il n'y a ni envie, ni jalousie, ni désir de place lucrative. Il n'y a que le désir de davantage de bon sens pour éviter une ultérieure « explication » meurtrière autant que fratricide.

Les journaux ont oublié leur rôle de traducteurs de l'opinion publique à l'usage des gouvernants en tour d'ivoire. Il est stupide de parler d'atôme et de voyage dans la lune si les esprits continuent de stagner dans l'abètissement collectif organisé sciemment par la majorité de la grande presse (rempart du grand patronat) dans la crainte d'une nouvelle nuit du 4 août pour l'abolition des privilèges économiques.

Elie DELOCHES.

KROUCHTCHEW EN ALBANIE

Un de nos confrères suédois nous donne d'après une information en général très sûre — il s'agit d'un spécialiste des questions communistes qui reçoit ses renseignements directement de certains agents clandestins de Russie Soviétique — une explication assez curieuse du voyage de Kroucthchew en Albanie.

Ce n'est pas du tout pour le plaisir de visiter des rampes de lancement en Albanie que Kroutchtchew aurait fait ce voyage, mais pour mettre de l'ordre dans une situation d'ensemble qui inquiéterait, de plus en plus, paraît-il, certains milieux du Kremlin.

Il s'agit de l'influence de la Chine qui, depuis quelque temps, semble jouer un jeu de plus en plus personnel sur la carte européenne.

La Chine a installé à Tirana une Ambassade qui comprend une soixantaine de personnes.

Elle a installé également une Ambassade très importante en Bulgarie. Le travail politique de ces deux Ambassades a été tel qu'il aurait fait passer pratiquement en quelques mois la direction politique de l'Albanie et de la Bulgarie sous l'influence de Pékin. Or, Pékin avait dans cette zone un règlement de compte très particulier à effectuer.

Le voyage de Tito en Inde aurait eu pour résultat de reconstituer une sorte de front neutraliste décidé notamment à s'opposer à l'expansion sournoise de la Chine dans l'Océan Indien.

Entre autre manifestation gênante pour les Chinois, l'existence de ce front neutraliste expliquerait l'attitude de l'Inde au moment des opérations chinoises contre le Thibet et l'appui donné au Dalaï-Lama. On remarquera en effet. — nouvelle que les journaux ont signalé en quelques lignes, — que

le propre cousin du duc d'Edimbourg a été récemment expulsé de l'Inde pour avoir rappelé publiquement assez mal à propos, que le Gouvernement indien avait, il y a quelques années, permis le passage des troupes chinoises sur son territoire, pour faciliter la première intervention de la Chine au Thibet.

Les résultats encore assez mal connus de la politique de résistance neutraliste instaurée sous l'influence de Tito aurait suffisamment exaspéré les Chinois pour leur suggérer de se servir de leur influence politique pour régler cette affaire en Europe même.

L'Albanie et la Bulgarie sont d'excellentes bases de départ pour provoquer des troubles en Yougoslavie, et créer dans cette région une situation très confuse.

Le voyage de Kroutchtchew aurait eu, en somme, essentiellement pour objet de rappeler à Tirana que la situation d'Etat satellite implique le contrôle de Moscou et non celui de Pékin.

Krouchtchew aurait ainsi voulu reprendre en mains une situation qui lui échappait et rappeler que les manifestations d'hostilité ou de sympathie à l'égard de la Yougoslavie ne doivent être exécutées que sur ordre et en accord avec la politique générale du bloc soviétique.

Cette interprétation, si elle est exacte, attirerait une fois de plus l'attention sur le rôle de plus en plus important que la Chine désire jouer dans les affaires mondiales et en Europe en particulier.

La France est spécialement bien placée pour avoir une idée de cette ambition, puisque le Gouvernement chinois a fait savoir que la Chine envisagerait de mettre à la disposition du F.L.N. un certain nombre de Mig soviétiques avec les techniciens nécessaires. Ce beau projet se heurte à toutes sortes d'objections pratiques dont la plus importante est l'activité constante de notre observation par radar et de nos moyens de chasse en Afrique du Nord, lesquels sont capables de déceler très rapidement toute intervention anormale d'avions dans l'aire de surveillance couverte par nos postes.

Néanmoins, le geste de Pékin indique suffisamment son intention d'entrer de plus en plus dans le jeu des grandes puissances et vraisemblablement, pour commencer, de forcer par là une reconnaissance qu'il est d'ailleurs paradoxal de différer indéfiniment.

Il est certain toutefois que les développements d'une politique chinoise dans le monde ne manqueront pas de poser assez rapidement bien des problèmes nouveaux et dans les régions les plus inattendues.

J.M. AIMOT.

Pierre-Antoine COUSTEAU
et l'Homme Fasciste

Après avoir reposé, la dernière ligne avidement lue, « *EN CE TEMPS LA...* », le livre de souvenirs de Pierre-Antoine COUSTEAU, mon regret s'est avivé de ne pas l'avoir connu.

Il y a de ces parties de colin-maillard du destin qui prend autant de soin de vous éviter des rencontres bénéfiques que d'en multiplier certaines dont, tout compte fait, nous nous serions passés le plus aisément du monde.

Aussi bien qu'à Louis-Ferdinand CELINE, on pourrait appliquer à COUSTEAU le propos de PARAZ sur le bonheur de dévouvrir un homme derrière un auteur, propos merveilleusement dit par cette grande voix qui s'est tue, mais pieusement recueillie sur un disque, comme les textes de COUSTEAU dans un livre par les soins de son ami COSTON.

Pierre-Antoine COUSTEAU, dans un monde où l'espèce en se multipliant s'abâtardit dangereusement et vérifie le pronostic nietzscheen du sous-homme vautré dans les « sécurités sociales » comme le pourceau dans sa fange, nous a donné l'exemple de ce que pouvait être l'Homme.

En suivant ces pages écrites en prison avant la condamnation à mort, puis dans les chaînes, nous verrons se préciser une image, de plus en plus nettement mise au point, non certes de l'Homme fasciste, mais d'une variété authentique de l'homme fasciste. Aujoud'hui que le temps est venu des « psychologues à brevet » — il y a trois siècles c'étaient des ducs — il y aurait un travail bien passionnant, pour un psychologue, breveté ou non, mais intelligent

et honnête, qui consisterait à dénombrer les diverses familles spirituelles qui ont donné naissance, au XX° siècle, à l'homme fasciste. Car notre sièlce sera, qu'on le veuille ou non, le siècle du fascisme.

Ce ne serait évidemment pas le moindre étonnement du profane que de découvrir alors qu'au commencement de tout fasciste il y a eu, presque toujours, un anarchiste et constamment un insurgé. Oui un insurgé comme Jules VALLES.

Pierre-Antoine COUSTEAU n'a pas démenti cette règle. Mais c'était par son origine bourgeoise un anarchiste bien élevé, de ceux que je nommais jadis, à la grande joie de Roger de LAFOREST que les parties de colin-maillard du destin replacent si parcimonieusement sur mon chemin, « les anarchistes de Sainte-Croix-de-Neuilly ». Encore que COUSTEAU ait fait ses études à Louis-le-Grand :

> « Catholique et français. Mais pas toujours. Provi-
> « soirement. Dès mon entrée en classe de seconde, à
> « Louis-le-Grand tout changea. Je découvris le libre
> « examen et je m'installai avec une remarquable ai-
> « sance dans la négation.
>
> « C'était une attitude facile. Je n'aurai point la sot-
> « tise d'en tirer rétrospectivement quelque orgueil. Le
> « conformisme du non-conformisme est un des ridi-
> « cules permanents de l'adolescence et rien n'est plus
> « éloigné du scepticisme fécond que ces insurrections
> « saisonnières de jeunes chiens qui n'ont d'autres fon-
> « dements que l'ignorance et la présomption. »

« Scepticisme fécond » ? Eh bien le jeune COUSTEAU n'en était pas si éloigné dès cette date où il lisait Anatole FRANCE avec délectation. Non point, bien sûr, parce qu'il pensait que l'idéal était de mourir confortablement dans son lit, il eut très jeune un mépris tout Pascalien de la guerre, du moins de ce que l'industrie a fait de la guerre.

Et comme la seule guerre imaginable pour un jeune Français des années 20 était une nouvelle guerre franco-allemande, l'antigermanisme doctrinal de *L'Action Française* non seulement le retint de s'intéresser à ce mouvement, mais le rejeta vers l'extrême-gauche.

> « J'avais compris, solidement compris, avant même
> « d'avoir de la barbe au menton, qu'il n'y avait de vie
> « possible pour les Français que s'ils s'accordaient avec
> « les Allemands. Après tout, on pactisait bien avec les
> « Anglais, qui étaient des ennemis autrement hérédi-
> « taires ! Et l'Entente Cordiale valait tout de même
> « mieux que Trafalgar ou Waterloo... Parmi mes cer-

« titudes d'adolescent, c'est, je crois bien, la seule qui « se soit maintenue à peu près intacte jusqu'à ce « jour... »

Son bac philo décroché à la session d'octobre, au milieu du bouillonnement de cette première après-guerre du siècle si démoralisante, mais aussi si excitante pour les sens et l'esprit, notre jeune extrémistes ne délibère point trop longtemps sur l'orientation de sa vie. La voie toute tracée d'une Ecole parfaitement à sa portée, car COUSTEAU était un sujet bien doué et son premier échec n'avait été dû qu'au jugement sévère porté sur son carnet scolaire par un professeur de philo trop souvent nargué, cette voie trop facile ne le séduit pas et il s'en écarte sans discussion, avec la volonté naïvement balzacienne de faire fortune et naturellement rapidement, comme on voyait bien par de nombreux exemples, qu'il était possible de le faire. Mais les affirmations plus ou moins cyniques de la prime jeunesse n'ont pas grande portée, et Pierre-Antoine COUSTEAU n'allait pas tarder à constater qu'il n'était pas plus doué pour faire fortune dans « les affaires » que l'ex-collégien de Vendôme. Encore eut-il la chance, personne ne lui ayant prêté d'argent, d'éviter le boulet d'une dette à traîner sa vie durant.

Il est d'ailleurs possible qu'il ait alors obéi au besoin d'agir, et plus probablement encore à l'impulsion de cette poésie de l'action qui apparaît si fascinante chez les personnages balzaciens à commencer par César BIROTTEAU et GAUDISSART. Et Paul CLAUDEL, grand poète sans caractère, a bien avoué dans une interview donnée à *Paris-Soir*, en pleine occupation, mais oui le Paris-Soir de COUSTEAU, qu'il n'avait jamais ressenti plus parfaitement le sentiment de sa pleine efficience que lorsqu'il commandait sur les marchés de l'Amérique du Sud « tel un général de l'épicerie, des tonnes de viandes en conserve pour le ravitaillement de la France, au cours de la première guerre. »

Besoin d'agir qui se manifestait aussi, avec une amusante fantaisie, par l'activité sportive de COUSTEAU rugbyman. Suffisante toutefois pour lui permettre de devancer l'appel et de passer ses dix-huit mois au service météorologique de l'armée — alors colonisé par les rejetons de notables Israélites fort bien pourvus d'espèces fiduciaires et de relations parmi les Princes du régime.

Après quoi il put redire son « à nous deux Paris », mais pour commencer il allait s'asseoir dans un bureau d'une Société maritime, puis tâter du commerce.

« Il est possible, il est même certain que d'autres
« réussissent à gagner leur vie en vendant des choses
« à des gens qui n'en veulent pas. Pas moi. C'est dans
« mon cas une sorte d'impossibilité physique. D'abord,
« lorsque j'essaie de vendre quelque chose, je suis au
« départ frappé d'inhibition, j'ai mauvaise conscience,
« j'ai l'impression confuse d'accomplir une vilaine ac-
« tion, de me livrer à une activité inavouable. Pour
« peu que l'acheteur présumé soulève la moindre ob-
« jection, j'ai trop de savoir-vivre pour bousculer son
« libre arbitre, trop de respect de la personne humai-
« ne pour le violenter. »

Ses années d'apprentissage comporteront encore un séjour aux Etats-Unis où l'invitent de jeunes Yankees à qui il avait eu la gentillesse de faire connaître le « Gay Paris » et de retour, il doit s'avouer qu'il a, jusqu'à présent, « magnifiquement échoué ».

Toutefois, il pratiquait l'anglais et même le slang, ses jeunes amis américains n'ayant pas voulu être en reste et c'était justement ce qu'il fallait à une femme de lettres fort séduisante et à la mode, Mme TITAYNA, à qui l'on venait de commander une traduction d'auteurs anglais, Malheureusement Mme TITAYNA ignorait jusqu'au rudiment de la langue de Shakespeare, ce qui n'était pas une raison de refuser la commande bien entendu.

Et pour dédommager notre ami qu'elle avait oublié de rétribuer, elle le recommanda à MARSILLAC, alors rédacteur en chef du *Journal*, qui, ayant un poste vacant, « aux commissariats », engagea COUSTEAU séance tenante.

Ravi, mais non point ébloui, il rédige avec le recul des années, ce jugement qui n'est point si sévère qu'il y paraît à première vue :

« Le journalisme n'est pas une vocation. On ne s'y
« prépare pas. On ne s'y destine pas. On devient jour-
« naliste par nécessité lorsqu'on a échoué un peu par-
« tout dans diverses professions. Le recrutement des
« salles de rédaction est un recrutement de ratés. Et
« c'est d'ailleurs bien commode pour ceux qui ne se
« sont pas complètement dépourvus de qualités. »

Et il est vrai qu'un garçon qui n'était point idiot avait sa chance dans les journaux des gros marchands de papier d'avant-guerre et que, somme toute ce job — car exception faite pour les secrétaires de rédaction, j'accorde bien volontiers que le journalisme n'est pas un métier — a eu le mérite nullement négligeable de faire vivre de

nombreux écrivains et des artistes. COUSTEAU ne croupit donc pas aux faits divers.

Tout de même, nous sommes loin de l'homme fasciste que j'ai promis, c'est que l'homme fasciste chez COUSTEAU fut de lente gestation. Comme j'ai conté la mienne qui ne fut pas plus rapide, ici même, il y a quelques années, je serais bien mal venu de lui reprocher cette lenteur.

Les avatars de sa vie de journaliste laissent encore intactes ses convictions d'homme de gauche admirateur naïf du Parti, du Parti Communiste bien entendu.

Il ne commencera à se troubler que lors de la grande volte-face qui devait transformer, après la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes, les pacifistes professionnels en patriotes chatouilleux de style Déroulédien. Mais c'est sa rencontre avec Gaxotte et l'équipe seconde de « *Je suis Partout.* », dominée par la légendaire figure de Robert BRASILLACH qui précipite son évolution et littéralement lui fait tomber les écailles des yeux. Le refus de participer à la croisade des Démocraties, que CHAMPEAUX dénonçait avec tant de lucide intelligence, fut en fait l'élément catalysateur qui devait, d'une part, précipiter la prise de conscience fasciste d'un petit noyau de Français, jamais très nombreux bien sûr, mais qui aurait largement suffi à peser très fort sur les évènements si la rivalité des ligues entre elles ne les avait pas toutes lamentablement affaiblies et, d'autre part, expliquer le ralliement de tant d'éléments disparates enfin éclairés par la catastrophe, autour du Maréchal PETAIN.

Au reste, COUSTEAU avait aussi, innés, bien d'autres traits de caractère que l'on retrouve toujours chez l'homme fasciste. En premier lieu, le goût du risque, le sens de la vie dangereuse, le mépris du mensonge et cette double volonté restauratrice et révolutionnaire qui est à mon avis la composante majeure d'un type humain pleinement accompli au XXe siècle et que j'ai constamment retrouvée chez des hommes aussi différents que Messine, Bassompierre, Vaugelas, le Colonel Lelong, Constanzo, Charbonneau, Philippe Henriot, Paul Marion, Victor Arrighi, Detmar, Dumontel, Henri Lebre, Drieu la Rochelle, Jean Fontenoy, Maurice Bardèche et d'autes que j'oublie parmi les vivants et les morts.

Sans doute pourrait-on souligner chez les uns et les autres les particularités propres aux soldats, aux politiques, aux fonctionnaires, aux écrivains, mais chez tous on retrouverait les éléments constitutifs ci-dessus énumérés et qu'une requête de Franco complètement apolitique devait résumer d'un mot élégant et désinvolte « cuestion de estetica », ce qui est une autre façon de dire « Weltanschau ».

Après le cyclône, COUSTEAU connut lui aussi cette sérénité des cellules de Fresnes où nous vérifiions à chaque rumeur confirmée venue de l'extérieur combien nous avions eu raison.

L'héroïsme tranquille dont COUSTEAU fit preuve devant ses « juges » devait hélas avoir son prolongement treize ans plus tard lorsqu'il affronta lucidement la mort dans son lit.

Dans le monde incertain — le monde est toujours incertain bien sûr, mais il est aujourd'hhui incertain et absurde aux yeux de tous, et c'est son trait distinctif — où se poursuit et où s'achèvera peut-être hélas le cours de nos vies, les écrits posthumes de Pierre-Antoine COUSTEAU sont un tonique de choix qui nous aidera à conserver cette liberté inaliénable que notre ami, nous-mêmes et tant dautres avons su goûter dans les geôles. Car l'homme fasciste est aussi épris de liberté.

J.-M. AIMOT.

Abus Outre-Atlantique

Le cas de Stanley Yankus

La révolte d'un particulier contre l'Etat a souvent des prolongements bien plus importants que les intérêts qui étaient en jeu à l'origine.

Cet éleveur avait été condamné pour fraude fiscale par les U.S.A. : il avait semé plus de blé sur ses terres qu'il n'en avait légalement le droit. Il y a 4 ans, la Federal Agriculture Stabilization (Stabilisation fédérale de l'Agriculture) et le Conservation Board (bureau de conservation) avaient limité la superficie que l'on pouvait semer en blé. Ceci pour éviter la surproduction et consolider le prix du grain.

Yankus, pour deux bonnes raisons, ne se plia pas à ce règlement. D'abord, il pensait que ce qu'il plantait sur la terre qu'il avait dûment acquise ne regardait personne. Deuxièmement, il ne cultivait pas du blé pour le vendre, mais exclusivement pour son bétail. Qu'il se limite ou non aux 15 acres autorisés ne changeait rien aux prix sur le marché. Il ensemença 36 hectares. C'était peut-être une faute technique, mais non la violation d'une loi fédérale ; tout au plus une infraction à un règlement imposé par un bureau gouvernemental.

C'est là que l'on voit la « prolifération cancéreuse » de la bureaucratie, qui a les mêmes défauts que les patelles : il devient finalement impossible de s'en débarrasser.

Ces bureaux paralysent la liberté d'action du citoyen américain et même étouffent les bonnes intentions des bureaucrates. Certains donnaient raison à Yankus, mais ne purent l'aider. Quant au public, il est indifférent, ce qui, hélas, est sa caractéristique actuelle. Jadis, il y aurait eu

des meetings, le gouverneur du Michigan aurait protesté, le cas Yankus serait allé en Cour Suprême. En fait, deux sénateurs ont essayé de l'aider, et encore, furtivement. Ses voisins grognèrent avec sympathie. C'est tout. Pas un soupir des farouches gardiens de la liberté individuelle comme les « Américains pour l'action démocratique », « l'Union des Libertés civiles » et autres. Quant à la presse, pas un mot, jusqu'aux articles de E.-A. Batchelor dans cette revue en mai dernier.

Et Yankus exprime bien les craintes que lui inspire cette apathie : « J'ai vraiment peur pour mon pays. Ce qui m'est arrivé est l'action d'un état policier, le genre d'état que nous avons appris à détester. Les parents et amis ont peur du gouvernement fédéral ne se rendent-ils pas compte qu'ils sont le Gouvernement ? Qui a fait la loi qui me frappe ? Je ne l'ai pas voté, ni aucun de vous. Si j'avais commis un hold-up, j'aurais pu me défendre au tribunal. Mais il paraît que je n'ai même pas droit à un jugement pour mon « crime ». Et puis, un agent du F.B.I. a posé des questions sur moi à mon acheteur. Les gens ne tiennent pas à faire des affaires avec quelqu'un qui peut leur causer des ennuis avec le F.B.I. On commence à avoir peur du gouvernement ».

Il a peur pour son pays, mais non, Dieu merci, de son Gouvernement. L'action de M. Batchelor a attiré l'attention sur cette situation.

Le cas d'Elsie Monnea

Le 2 septembre 1955, un député des U.S.A., Marschall, infligea à Elsie Monnea une amende de 403,20 dollars pour avoir ensemencé plus de 6 acres (3 ha.) de blé sur sa terre ancestrale près de Hummelstown, en Pensylvanie. Le contrôleur du blé qui « constata » un excédent de blé n'avait de toute évidence jamais mesuré le blé, mais seulement observé. Sous le régime de lois de l'A.S.C., ceci est tout à fait légal et d'accord avec l'actuelle cour suprême constitutionnelle. Depuis que le 7 U.S.C.1366.7 a dit que le secré-

taire (ou ses agents) a le droit « exclusif » de « constater » les faits et que cette constatation est « concluante ». L'A.S.C. eût-il affirmé que 2 et 2 font 5, il n'y aurait pas eu de recours pour Mlle Monnea.

En réponse, Mlle Monnea déclara, « En temps de paix, aussi longtemps que je possède une terre, que je paie mes impôts, mes dettes, et ne demande pas d'aide au gouvernement (qui est aussi représenté par moi), la terre est à moi pour la posséder, la régir, la protéger, la planter, la moissonner et nul n'a le droit d'y pénétrer sans ma permission ou une autorisation légale, et je suis prête à mourir pour défendre mes droits constitutionnels et bibliques. »

Son cas vint en jugement devant le juge fédéral Frederick V. Follneer. L'attorney du gouvernement, M. H. Julius Levy parla pendant 45 minutes. L'avocat de Mlle Monnea fut interrompu au bout de 15 minutes par la proclamation que, puisque Mlle Monnea avait reçu les avis du gouvernement, il n'y avait plus rien à dire, et le juge Follneer la condamna à 403,20 d.

L'avocat de Mlle Monnea, M. Andrew W. Green, de Horrisburg, écrivit un dossier très intéressant. J'y choisis quelques points au hasard.

Dans le cas de Wickard U.S. Filburn traitant des lois sur le blé, M. Justice Jackson allègue, pour défendre ces lois limitant la production du blé, le fait qu'un fermier qui sème pour sa propre consommation, en retirant sa demande du marché, affecte le commerce et justifie la réglementation fédérale des producteurs de blé. (Justice Jackson était, si je m'en souviens bien, l'homme qui siégeait avec les Russes à Nuremberg pour juger les « crimes de guerre » allemands.) Remarquez que quelques semaines auparavant, pendant qu'une centaine de fermiers de l'Ohio passaient en justice et étaient condamnés, John Donaldson découvrait un chargement de blé canadien que l'on débarquait à Port Huson pour le distribuer aux grossistes locaux. Ces fermiers pouvaient acheter le blé canadien sans ennuis, mais devaient payer une amende sur leur propre blè, poussé sur leur propre terre.

M. Green mentionne que la terre de Mlle Monnea avait été exploitée par neuf générations de ses ancêtres directs, et qu'ils vinrent dans ce pays pour fuir l'oppression d'une société féodale. Le gouvernement a-t-il le droit d'essayer de corriger quelque chose qu'il considère comme défectueux ?

La théorie que le gouvernement peut imposer une pénalité à un individu pour le bien de la communauté est une poutre maîtresse du communisme marxiste. Les cours du peuple, en Tchécoslovaquie (cf « Vers le Progrès de la Barbarie ») en 1945, brûlèrent sur le bûcher des condamnés, en forçant leurs proches (enfants, époux, etc...) à être au premier rang, en punition d'actes commis contre la communauté. Si nous empêchons un fermier de manger cela même qu'il plante, en quoi différons-nous des collectivités russes qui doivent céder ce qu'elles plantent ?

DOCUMENTS

Les idées de "*Patrie et Progrès*"

Nous reproduisons ci-dessous un document anonyme qui nous a été remis et qui contient une analyse qui nous a paru intéressante des idées exprimées par le groupe « Patrie et Progrès » *dont la grande presse et en particulier* Le Monde *et* L'Express *ont parlé abondamment. Nous ne faisons pas nécessairement nôtres toutes les objections émises dans ce document, mais les analyses et les renseignements cités ont paru mériter d'être reproduits.*

Lorsque ces lignes paraîtront, le document à couverture rouge, intitulé *Patrie et Progrès*, aura disparu. Tiré à 180 exemplaires, il contient d'insignes maladresses, révélatrices des buts essentiellement poursuivis.

Emondée, la « doctrine » sera diffusée avec le concours probable de l'éditeur Plon.

La mise en garde est faite sur la base du Document original. Non par hâte excessive, mais volontairement. Ce sont les aspérités du sol qui révèlent les pièges. Mieux que les corrections imposées par une tardive prudence, le Document Rouge donne le sens d'une criminelle et dangereuse opération.

A tous ceux qui possèdent un exemplaire orginal de « *Patrie et Progrès* », nous conseillons instamment de le conserver, comme une indispensable pièce à conviction.

I. — CE QU'EST « PATRIE ET PROGRES ».

Actuellement, c'est un gros document à couverture rouge, manifestement destiné aux jeunes officiers, à ceux qu'on appelait dans le milieu intellectuel, en juin dernier, les « Capitaines », entité plus abhorrée que les « Colonels ». Un court avant propos place le problème sur le ton direct adapté au public à qui l'on veut plaire :

« Fidèles à l'idéal gaulliste de grandeur nationale, convertis au Socialisme par l'étude des statistiques et des mécanismes économiques, et par solidarité de salariés contre les privilèges et les injustices, ils (les auteurs) se proposent de dissiper les malentendus qui opposent l'Armée et les Syndicats, les militants « nationaux » et la classe ouvrière. »

Document d'étude, « *Patrie et Progrès* » annonce dès cet avant propos ses intentions : Propagande - Organisation. On se trouve donc en présence d'un « Mouvement ». Mais avant de savoir ce que pourrait être un tel Mouvement, qui le mène et où il va, il faut résumer ce que contient le document de base.

∴

Ses caractéristiques générales : un style brillant, incisif, parfois véhément, seulement un peu gâté par des « morceaux de bravoure ». Un plan logique en apparence, en tous cas bien construit sur quatre verbes-clés :

GOUVERNER - PRODUIRE - REPARTIR - CONVERTIR

Verbes rassemblés deux par deux, les deux premiers définissant les moyens, les deux derniers, le but.

Cet ordre apparent, les hardiesses de style, masquent deux désordres : celui du diagnostic, celui des conclusions.

La critique de la société française et de son économie est souvent juste. Mais elle fait appel à des statistiques forcées dont l'examen, même sommaire, révèle les contradictions. Ne prenons qu'un exemple. L'étude évalue les « plus-values » de l'Entreprise libre, qui pourraient être reversées au Salariat ou bénéficier au Bien Commun, à 20 % du produit du travail. Plus loin, dithyrambe sur les Sociétés Nationalisées. Comment expliquer alors ce que tout le monde sait : gestion déficitaire de ces Sociétés et niveau de leurs salaires aussi bas, sinon plus, que celui des Sociétés simi-

laires, mais non nationalisées. Cette contradiction juge la méthode suivie. Le procès des Sociétés disposant de monopoles n'est pas pour autant jugé. Mais il convient que le dossier soit correctement présenté.

Lorsque l'entreprise libre dispose d'un monopole, elle peut devenir un désordre social et ce désordre justifier une intervention du Pouvoir Politique au nom du Bien Public. On conçoit même que l'intervention de l'Etat puisse aller jusqu'à la gestion directe.

Mais ce n'est pas ainsi que les auteurs voient le problème. Ils sont bien trop préoccupés d'opposer la Statistique de l'Ordre Social. Et pour cela, ils n'hésitent pas à fausser la Statistique, selon la méthode enseignée par son grand maître en France, le marxiste Sauvy. La méthode consiste à formuler les conclusions avant de choisir les données du problème.

Il n'empêche que la plupart des maux dénoncés dans le Document rouge sont réels, que les critiques sont bien présentées, marquées de formules cruelles et habiles. Cet apport, purement négatif, de l'ouvrage, constitue son principal attrait.

Si vif est le contraste entre une analyse bien menée et l'incohérence de l'argumentation chiffrée qu'on peut s'étonner de ce recours à la Statistique. Pourquoi ce recours? Pour jeter de la poudre aux yeux, « bluffer » des esprits d'autant plus enclins à se laisser impressionner par les chiffres et les pourcentages qu'ils n'en ont pas le maniement ? Certes ! Mais beaucoup plus encore parce que les auteurs ont décidé d'opposer la Statistique à l'Ordre Social, que la référence à la Statistique est le lien direct entre la critique négative et ce qui veut être la part positive de l'Etude.

Cette « part positive » constitue le deuxième désordre Appel en faveur d'un Socialisme Français, appel dont le lyrisme, à défaut d'argumentation solide, rejaillit sur toutes les pages, telle une antienne publicitaire, ou cette propagande familière aux agents de l'Agit-Prop soviétique.

Voulez-vous	du pain ?	Soyez Socialiste.
	la fin des abus ?	Soyez Socialiste.
	de hauts salaires ?	Soyez Socialiste.
	un Etat honnête ?	Soyez Socialiste.
	la Paix en Algérie ?	Soyez Socialiste.
	l'Algérie française ?	Soyez Socialiste.

Mais pour faire admettre ce Socialisme, dont les auteurs ont décidé qu'il devrait s'inspirer plus encore du Communisme intégral que de la Technocratie américaine, il faut *rassurer* et *séduire*.

Rassurer, parce que l'on n'est pas très sûr de l'opinion française, que celle-ci pourrait bien distinguer dans la Socialisation actuelle l'origine même des maux qu'on lui décrit, deviner un mal plus grand dans les finalités qu'on lui propose : technocratie ou soviétisation, bref, se refuser à jouer Gribouille. Alors, d'une part, on rejette avec une feinte horreur la S.F.I.O., et aussi *Mendès-France*, pêle-mêle avec la « Théocratie » et le Capitalisme ; d'autre part, on dénonce violemment dans le Communisme un Socialisme faussé par l'esprit russe et dans la Technocratie... une technocratie faussée par l'esprit américain. Ce qui permet de conclure à l'excellence de ces formules pour la France. C'est la faute du malade, si le poison le tourmente.

Séduire. Les critiques ne pouvant justifier les conclusions, les auteurs, en bons techniciens psychologues font appel à la « magie des mots ». Vidant de leur contenu les mots chers aux défenseurs de l'Ordre National, ils comptent néanmoins sur leur résonance pour susciter des sympathies. « La France, la France seule » !, proclame-t-on sans citer *Maurras*. Et l'on invite cette France à reprendre à son compte la devise de la vieille Espagne : « Une, Grande, Libre » sans rappeler que ce fut surtout l'appel radiophonique du « Movimiento » de 1936, et l'on parle du rétablissement des « Valeurs Spirituelles » tout en démontrant qu'elles ne sauraient inspirer la vie publique.

Un tel procédé s'adresse aux sensibilités semi-conscientes, et non à la Raison. Mais, puisqu'il faut à la raison, en même temps qu'au sentiment, des jeunes officiers une concession massive, on la fera sur l'Algérie. Et de proclamer hautement la pérennité des liens entre l'Algérie et la France, ce lien devant être bien entendu le Socialisme. Qu'on lise de près cependant, l'affirmation fracassante n'est là que pour faire accepter des méthodes déjà essayées, les méthodes qui mènent irréversiblement à l'abandon avec ou sans fanfares.

Pour finir, on présente des notes éparses de correspondants, somptueux kaléïdoscope, où brillent d'un même éclat les justes critiques et les illusions généreuses que n'a pu mûrir encore l'expérience politique. Cette ultime présentation vise-t-elle seulement à laisser toute leur originalité aux

témoignages d'un état d'esprit ? Tel est le prétexte donné. Mais une lecture patiente impose un autre jugement. Si peu cohérentes sont ces volontés qu'elles ne témoignent d'aucun esprit commun. Il s'agit seulement de compromettre ceux qui cherchent leur voie, de parfaire l'illusion qu'un immense appel monte simultanément de l'Armée et des Syndicats, des militants nationaux et de la classe ouvrière, en faveur du Socialisme.

***

Où veulent donc en venir les Auteurs ? La réponse est simple. Elle est dans le texte : soviétiser la France sans le secours militaire de l'U.R.S.S. et la soviétiser à leur profit. L'aveu en est quelque peu naïf :

« Favoriser la Révolution économique et sociale, c'est « faciliter la venue au pouvoir du personnel politique qui « la souhaite...

« ...Il fallait abattre le régime précédent, en évitant pour « quelque temps encore son remplacement par le Franquis- « me ou par les Russes. »

Le « pour quelque temps encore » est évidemment une curieuse maladresse. Mais elle était nécessaire pour introduire l'appel à la violence, pour tenter de capter la force de l'Armée Française ou de justifier à échéance l'intervention soviétique.

En regard de tels aveux, il serait assez vain et trop long de relever toutes les phrases suggestives, qui supportent à chaque page une précision quant au style soviétique de l'opération.

Citons-en cependant quelques-unes :

a) « Une formule originale : celle d'un Socialisme auto- « ritaire, mais non pas sanguinaire, d'un Socialisme tolé- « rant envers toutes les écoles de la pensée humaine, mais « impitoyable dans l'exécution des décisions économiques et « sociales de l'Etat ».

Le « non sanguinaire » étant une clause de style à laquelle il est curieux que l'on se sente obligé, il convient de rappeler par ailleurs que c'est bien l'exécution du *Gosplan* qui a justifié en U.R.S.S. le monstrueux usage, fait par la Police du chef d'accusation « *sabotage* ».

b) « Une neutralité philosophique sans autre limite que « les exigences de la production et de l'indépendance. ».

Il faut rappeler la grande déclaration communiste : « Le « Parti admet toutes les croyances dans la mesure où elles « ne sont pas en contradiction avec les principes de la Dia- « lectique Matérialiste ».

c) Le peuple aspire plus à l'égalité qu'au confort. Il pré- « fère une commune médiocrité à une prospérité injustement « répartie ».

C'est à ce sentiment que, plus loin, les auteurs limiteront le sens de la dignité humaine...

d) « Il faut former plus de statisticiens et moins d'avo- « cats, plus d'ingénieurs et moins de médiocres rédacteurs ».

Expression polémique pour déclencher une réprobation à contre-temps. On dit « avocats » mais on vise aussi les juristes ; « médiocres rédacteurs », mais on vise en même temps les bons. Loi, piège complet. Dans l'ordre de la subversion, qui ne voit que le technicien sera esclave et qu'en flattant sa vanité, au dépens d'esprits plus universels, on le livre sans défense à d'autres esprits ?

e) « Quitte à dispenser chichement, faute de moyens fi- « nanciers, d'imagination et de prévoyance, un enseigne- « ment médiocre, mieux vaut que cet enseignement ne pro- fite pas au seul fils à papa ».

Encore un procédé polémique pour justifier une entreprise de nivellement au niveau le plus bas des intelligences françaises.

Tout ceci pourrait se résumer en une phrase placée au début du Document, comme s'il s'était agi non d'une conclusion, mais de la donnée première de l'étude entreprise.

« Il faut chasser les défenseurs, déclarés ou sournois, de « l'*Ordre social* ».

II. — CE QUE SONT LES ENNEMIS DE L'ORDRE SOCIAL

Quels sont donc ces hommes dont la haine de l'Ordre social s'exprime en termes tels que l'on ne peut douter du sort qu'ils réserveraient à ses défenseurs ?

De jeunes « grands bourgeois, dotés d'un brin de plume et trop contents de régler son compte à papa », comme dit « l'Express », dans un article dont le ton critique et intéressé fait penser à quelque adroite publicité ? L'affaire est plus sérieuse. Ces hommes ont un passé, et, certains, de grands pouvoirs.

Ont-ils du moins l'excuse, dans leur volonté de détruire l'Ordre Social, de l'avoir confondu avec une IVe République qui en fut pourtant l'exacte antithèse. Sans doute, cette confusion intentionnelle ressue de toutes les pages. Mais est-ce l'Ordre Social ou la IVe République qu'il s'agit de marquer d'infamie ? La réponse a déjà été donnée : Ces hommes ont un passé.

Et ce passé, c'est toute l'histoire de la Quatrième, du scandale des marks sarrois aux Prisunics, de la Socialisation des Structures aux prébendes gouvernementales, de la crise du Logement au scandale des spéculations sur les terrains du Pool Charbon-Acier, de la perte du Maroc à celle du Cameroun. Le tout agrémenté de chantages, hier à Péchiney, Michelin, Wendel, aujourd'hui Boussac et Bleustein. Une feinte opposition à *Mendès* peut donner le change. Qu'on lise plus attentivement. Elle ne va pas au delà d'un reproche de timidité au Patron.

Théoriquement, les auteurs du Document Rouge sont deux jeunes gens de vingt-cinq ans, issus de deux bonnes écoles de formation du régime précédent, les Sciences Po et l'Ecole Nationale d'Administration. Il est déjà bon de noter que leur expérience politique se limite à l'enseignement qu'ils ont reçu et reçu de maîtres soigneusement sélectionnés par les Gouvernements précédents. Mais sont-ils seuls ? Ont-ils seuls pu donner à leur affaire l'ampleur qu'elle revêt à Paris ? Qui facilite leurs multiples contacts ? leurs déplacements en Algérie ? leurs introductions dans tous les Ministères

Laissons à *MM. Rossillon et Gaillardy* — tels sont les noms de ces jeunes gens — le bénéfice de leur dynamisme et du style fringant dans lequel ils expriment avec quelque imprudence, des idées qui ne sont pas neuves.

L'affaire ne serait pas si importante s'ils n'étaient appuyés par des personnalités mieux assises. Et ce sont celles-ci qu'il faut connaître.

Ouvertement, l'inspirateur de l'affaire est Roland Pré. L'ancien gouverneur Roland Pré n'est pas une des pires figures de la Quatrième. Il est seulement regrettable qu'il se présente comme un homme nouveau. Plusieurs fois Gouverneur en Afrique Centrale, grand ami de Buron et de Mendès-France, il a bénéficié de toutes les faveurs du régime : avancements exceptionnels, immunités particulières. L'homme n'est pas antipathique. Catholique, quoique d'origine israélite « Résis-

tant » authentique, honnête. Mais c'est un idéaliste à l'affût de toutes les aventures intellectuelles. On ne conçoit guère qu'il ait pu avoir une influence exclusive dans la rédaction du Document Rouge. Tout au plus a-t-il pu inspirer quelques protestations généreuses contre l'athéisme sectaire et suggéré les mots qui flattent les nationalismes peu conséquents et mal informés. L'affaire lui échappe, et, s'il s'en prétend avec force le seul inspirateur, cette prétention est dans la logique d'une vanité qui prend facilement le tour du prophétisme.

Il est bien établi que l'affaire intéresse d'autres hommes et en particulier quatre ministres en exercice, un Général et un jeune haut fonctionnaire.

Le Général est Cogny. Il ne faut d'ailleurs pas lui attribuer un rôle dans la rédaction du Document et la direction du mouvement. L'aventurisme politique et les aventures romanesques du Général font partie de l'histoire de la « Quatrième ». Elles expliqueront dans l'avenir tout aussi bien sa dangereuse utilisation ou ses possibles revirements.

Les quatre ministres sont : — Boulloche,
— Cornut-Gentille,
— Guillaumat,
— Gilbert Grandval.

Aucun de ces quatre hommes n'est un nouveau venu. On peut ne pas accorder trop dimportance à Cornut-Gentille, inconsistant, hurluberlu, au reste opportuniste des plus méprisables, dont la « Quatrième » avait fait successivement un Gouverneur Général en A.O.F., puis un Ambassadeur en Amérique du Sud. S'il a, plus qu'aucun autre, semé à Dakar, les germes de grands désordres, ce fut en pleine conscience, certes, mais plus par lâcheté et arrivisme que par idéologie. Ce serait lui faire beaucoup d'honneur que de le prendre pour un doctrinaire. Son influence doit donc être considérée en la matière comme à peu près nulle.

Boulloche et Guillaumat ont des personnalités plus accusées et ont joué, l'un comme Directeur de Cabinet de Ramadier, puis Chef de l'Organisation des Régions Sahariennes, l'autre comme Directeur adjoint de nos Services de Renseignements (D. G. S. S. aujourd'hui S. D. E. C. E.), puis Directeur des Carburants à la Production Industrielle, puis Haut Commissaire à l'Energie Atomique, un rôle beaucoup plus important dans l'histoire de la Quatrième. Ils n'ont pas directement participé à l'élaboration du Document

et se contentent à l'heure actuelle de donner au Mouvement une très large caution.

On ne saurait en dire autant de Hirsch-Ollendorf, dit Gilbert Grandval, bien connu pour son rôle en Sarre et au Maroc. L'influence de cet homme est directe et complète celle du jeune haut fonctionnaire, Simon Nora .

Celui-ci est moin connu et mériterait pourtant de l'être davantage. Il a été plus directement associé à de plus grands pouvoirs.

Non seulement parce qu'il fut, au Cabinet de Mendès-France, le collaborateur le plus intime du patron et, après Boris et Pelabon, le plus élevé dans la hiérarchie, mais parce qu'il figurait à la fameuse « Commission des Comptes de la Nation » dont Mendès était l'inamovible Président, et qui contrôla pendant plusieurs années l'activité gouvernementale si étroitement que les milieux politiques l'appelaient :

le Gouvernement BIS.

Quitte à faire une digression, la liste des membres de ce gouvernement semi-occulte de la « Quatrième » vaut d'être connue. Y figuraient avec Mendès et Nora :

BLOCH LAINE : ancien Directeur du Trésor. Actuellement, Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations et Directeur du Fonds de Développement Economique et Social (et comme tel, grand maître d'une politique d'investissement si judicieusement critiquée dans le Document Rouge).

DUHAMEL : ancien Directeur de Cabinet d'Edgar Faure, actuellement chargé de mission au Ministère des Finances. Marxiste convaincu, Duhamel a été démasqué comme agent soviétique. Pinay, seul à en douter, lui a confié la direction psychologique de la politique fiscale.

GISCARD, dit d'ESTAING : fils du grand capitaliste. La famille Giscard s'est attribuée au siècle dernier, sans aucun titre, le nom d'une illustre famille militaire où figure notamment l'Amiral d'Estaing, l'un des libérateurs des Etats-Unis d'Amérique. Actuellement, Secrétaire d'Etat Adjoint aux Finances et Affaires Economiques — Chargé du Budget.

DELOUVRIER : ancien Directeur du Cabinet de René Pleven, puis de René Mayer au Ministère des Finances. Affidé

de la Banque Rotschild, Delouvrier était à la C.E.C.A. (Pool Charbon-Acier) auprès du même René Mayer, lorsqu'il fut nommé Délégué du Gouvernement en Algérie.

HIRSCH : Alors Directeur Général du Plan. Actuellement Président de la Commission Exécutive de l'EURATOM.

ARDANT : Alors Commissaire Général à la Productivité. Il serait le seul pour lequel l'avènement de la « Cinquième » n'ait correspondu à aucune promotion. Il serait même relevé de ses fonctions, mais les exerce toujours.

GRUZON : qui complétait cette liste et *NORA* ont assuré la continuité. Ils dirigent le Service d'Etudes Economiques et Financières dont la sous-rubrique est toujours : Commission des Comptes de la Nation.

Il faut noter pour mémoire la présence dans le « Mouvement » de quelques comparses jusqu'ici peu connus : ***Thomazini, Rousseau, Battesti.***

Plus important est *Closon,* collaborateur à l'Institut National de la Statistique du fameux Sauvy, directeur inamovible passé de la Synarchie, où il militait ouvertement avant guerre, au Communisme à peine camouflé. Closon a sans doute fourni des chiffres mais son influence ne paraît pas s'étendre au-delà.

L'affaire semble donc bien porter l'empreinte de trois hommes : Simon Nora, Gilbert Grandval et Roland Pré. Nous ne signalerons que pour mémoire que tous les trois sont Israélites. L'antisémitisme n'est pas un mythe à proposer aux Officiers français. Mais ceux-ci ne sauraient abdiquer, renier le génie original de la Nation au point de chercher une doctrine aux confins d'un Prophétisme qui lui demeure étranger. En tout état de cause, c'est la pensée elle-même qu'il faut étudier et non son origine raciale.

S'il convient d'accorder, malgré les apparences officielles, moins d'importance à Roland Pré qu'aux deux autres hommes, c'est que sa pensée a moins de force, que sa volonté est moins tendue, que son influence a moins d'assise.

Mais, à ne considérer que le document actuel, la pensée des trois inspirateurs transparaît à parts égales sous le verbiage juvénile des « porte plumes ». Qui les connait peut se divertir à saluer au passage : l'orthodoxie marxiste de Nora, la manière « fasciste » de Granval et le messianisme humanitaire de Roland Pré.

∴

On comprendrait que les inspirateurs du Mouvement, comme ses cautionnaires, que de tels hommes ayant disposé de si grands pouvoirs, portant une si lourde responsabilité, bénéficiant de telles immunités, puissent battre leur coulpe, plaider l'impuissance des pouvoirs, dénoncer les méfaits et les malfaçons qu'ils n'auraient pu empêcher, donner les raisons de ce désordre.

Mais que, par la plume de leurs deux bons élèves, ils se présentent en hommes nouveaux, victimes d'un régime adhorré, passe les bornes de l'**IMPOSTURE**.

III. — LES RAISONS D'UNE SOLLICITUDE.

Les raisons de la soudaine sollicitude pour l'Armée d'une bande, qui s'était jusqu'à ce jour acharnée à en présenter une image odieuse et grotesque, ne se peuvent comprendre qu'à la lumière des événements de Mai 1958.

Certains officiers, bien intentionnés, mais intoxiqués par une lecture un peu trop sommaire de Mao Tsé Toung, ont expliqué les événements d'Alger de la manière suivante :

« Lorsque le pouvoir établi s'avère impuissant devant la « Subversion, il convient de se substituer à lui, ce qui « implique l'utilisation des techniques subversives. »

En technique pure, ce n'était déjà pas tout à fait exact. Il y avait dans cette optique quelque peu de naïve vanité. Mais, en droit, c'était radicalement faux. Si faux qu'il est à peine besoin d'ajouter qu'en matière de propagande, il était suprêmement maladroit de fournir un tel argument à des adversaires forts habiles dans l'art d'imposer au public les « versions » qui peuvent le séduire ou l'inquiéter.

Heureusement, le public avait de lui-même rétabli la vérité.

Lorsque le pouvoir public s'effondre, l'Armée, moins par sa force brutale, que parce qu'elle est un Ordre, et que l'idée de cet Ordre est associée au plus grand besoin d'un peuple, celui d'être défendu, l'Armée est le premier et, momentanément, le seul dépositaire de la légitimité.

Pour comprendre la force de la légitimité, il faut en retrouver l'expression, sous d'autres mots sans doute, dans les techniciens de la Révolution. C'est la crainte de cette force qui a inspiré à Lénine sa fameuse théorie de la Vacance du

Pouvoir, théorie auprès de laquelle font petite figure les trucs de la guerre subversive.

Sans doute, il peut se trouver une légitimité morale à intervenir contre un pouvoir établi, dès lors que sa trahison est prouvée. Mais il peut rester difficile de faire valoir cette légitimité, de la faire accepter, d'obtenir de ce fait la discipline des cadres et le consentement du peuple. Aussi longtemps que la légitimité n'est pas acceptée, l'entreprise la plus noble reste vouée à l'échec. Et l'imposer ne se peut qu'au prix de lourds sacrifices.

Les événements de Mai dispensaient les officiers de résoudre un problème aussi délicat. La révolte algéroise était à l'origine une révolte civile, d'ailleurs moralement légitime. L'Armée n'avait fait qu'en prendre acte, maintenir l'Ordre et assurer la vie mouvante en Algérie. Pfimlin, malgré ses faiblesses, dont il ne faut pourtant pas séparer d'honorables scrupules, avait précipitemment reconnu la légitimité de l'action militaire. C'était un excellent prélude pour une interv ntion que l'évolution rapide de la situation à Paris allait ıendre nécessaire.

Vers le 20 Mai, en effet, la France appelait de tous ses vœux une rapide intervention militaire. Elle était dégoûtée du régime ; mais, à travers la hargne et l'ironie, commençait à percer la peur. Sous le couvert du faible Pflimlin, une conspiration, mûrement et de longue date préparée, s'emparait des pouvoirs exceptionnels. L'insolence des trois principaux conjurés, André Le Troquer, Jules Moch, Gazier, ne connaissant plus de bornes. Elle allait d'ailleurs retirer au Gouvernement constitué le dernier atout qui lui restait : la légalité.

Devant un Parlement isolé, méprisé et de surcroît affolé, un député avait lancé au pauvre Pfimlin : « Vous avez encore la légalité, mais vous n'avez plus le consentement du peuple », opposant ainsi en un remarquable raccourci deux éléments essentiels de la légitimité, légalité, consentement du peuple.

Mais les mesures prises par Jules Moch, la procédure suivie pour les faire approuver par le Parlement n'étaient plus légales. La Police ne les appliquait plus. Les organismes d'Etat bloquaient le coup de force, les autorités se renvoyaient d'échelon en échelon, des confirmations que personne ne se pressait de donner. En province, le mécanisme même des mesures d'exception menait à l'état de siège. Les préfets

étaient débordés. Les hauts fonctionnaires, dans le désarroi général, demandaient des ordres à un Président de la République qui ne songeait qu'à démissionner.

Le 25 Mai au soir, la vacance du pouvoir était totale et seul, un fond de goguenardise parisienne empêchait la capitale de sombrer dans l'anarchie. De son propre aveu, Jules Moch mobilisait et armait les sections de choc du Parti communiste, pour la plupart internationaux descendus du Nord et concentrés dans les secteur de Creil.

Ce n'était pas tant de Gaulle même qu'attendait l'opinion, mais bien l'intervention tutélaire de l'Armée pour remédier au gâchis, apaiser l'angoisse naissante. Il n'y aurait pas eu de combat. Le peuple français n'aurait pas suivi les sections de choc du Parti. Le Parti le savait si bien qu'en dernière heure, il se dérobait aux appels de Jules Moch, fou de rage et qui rêvait massacres. La Police faisait connaître qu'elle se rallierait à l'Armée.

∴

Si les sentiments ont pu évoluer depuis, il faut se souvenir qu'à ce moment-là de Gaulle a été acclamé, non parce qu'il pouvait être un rempart contre l'Armée, mais parce que précisément, il représentait aux yeux des Français la protection de l'Armée.

Dans cet appel à l'Armée, l'angoisse naissante n'avait d'ailleurs joué qu'un rôle de stimulant. Depuis de longs mois, le sentiment populaire, à l'insu même des Officiers, avait évolué en leur faveur. Plus clairvoyant, le communiste Servin avait, dès le début de l'année 1958, nettement marqué dans son rapport au Bureau Central, la cote croissante des militaires et l'impopularité de la propagande pour l'abandon de l'Algérie, même masquée de l'euphémisme : « Paix en Algérie ». Les journaux avaient eu beau faire, et non seulement les journaux communistes, mais tous les autres qui, sous couvert de défendre l'Algérie, soutenaient des intrigues qui la perdaient. Le truquage de l'Information avait été mis en échec par la lettre du soldat.

Cette communion de la nation et de l'Armée se serait renforcée si un scrupule, pas très bien informé, n'avait amené le Général de Gaulle, plus par ses silences que par ses propos, à cautionner la version selon laquelle il aurait servi d'arbitre entre l'une et l'autre.

La France, pourtant, ne voulut pas renier cet appel. Malgré la campagne du « Monde » contre les « Colonels », de « L'Express » et de «L'Observateur » contre les « Capitaines » et bien entendu de « L'Humanité », du « Canard Enchaîné » et de « Témoignage Chrétien» contre les « Généraux factieux », malgré les versions répandues, placées souvent et sans aucun démenti officiel, sous la caution du Général de Gaulle, l'opinion s'est montrée rétive. Mieux, le contre courant qui s'est établi à l'occasion des élections municipales prend son origine dans les mesures financières, non pas, comme on essaye de le faire dire par des Gallup truqués, dans le mécontentement suscité par la guerre qui continue en Algérie. Déception ? Oui. Volonté d'abandon ? Non. Le °Public sait d'ailleurs que l'incertitude nouvelle de la masse musulmane est une conséquence directe des obscurités des déclarations du Général de Gaulle et des rumeurs qu'elles autorisent sur le thème de l'abandon. Mais c'est bien contre le gouvernement, non contre l'Armée, que l'opinion s'est montrée à nouveau indisposée. Une politique financière qui fait peser sur les « mal payés » le fardeau d'une Socialisation croissante, et se place pour cette action sous le signe de l'Ordre Social, serait fort habile, si elle était animée par une volonté révolutionnaire consciente. Intact, le double dispositif communiste, P.C.F. d'une part, Intellectuels de gauche d'autre part, attend son heure et, pour cette échéance, prépare méthodiquement la « mise hors jeu » de l'Armée.

Mal à l'aise pour attaquer l'Armée, le P.C.F. se borne à multiplier par l'intermédiaire des municipalités et comités d'entreprise qu'il contrôle les « gentillesses aux soldats ». Il essaye aussi d'opposer le « contingent » aux « paras », les « Généraux factieux » aux « officiers républicains ». Essai moins efficace que la « gentillesse » au soldat qui peut provoquer au cours des permissions des conversations fructueuses. Tout cela ne va pas très loin.

Les Intellectuels de gauche ont la mission principale. Ils ont dans un premier temps cherché à créer une méfiance à l'égard de l'Armée. Mais cette insidieuse campagne eut moins de succès auprès des « masses » qu'auprès des milieux bourgeois, moins de succès en province qu'à Paris, à l'usine que dans les bureaux d'affaires, dans les campagnes qu'au Palais. L'échec attestait une résonnance assez profonde en toute la France, des sentiments du soldat, des préoccupations de l'officier. Il fallait donc changer de tactique. Et l'on se prit

tout à coup d'intérêt pour la pensée militaire, et bien entendu avec l'espoir d'en solliciter les conclusions.

Au lendemain même de l'affaire de Mai, Mitterand, renégat du patriotisme, agent des Soviets, principal héros de « l'affaire des fuites » s'élevait contre l'antimilitarisme de ses amis et déclarait en plusieurs réunions publiques : « Les Capitaines n'ont eu qu'un tort : n'avoir pas compris que ce qu'ils cherchent, nous seuls pouvons le leur offrir, et ce tort, nous le partageons avec eux ». L'idée a mûri. « PATRIE et PROGRES » en est issu. Mitterand, *trop* marqué se réserve. Ses amis, sceptiques hier, suivent aujourd'hui la ligne qu'il a tracée.

IV. — MISE AU POINT NECESSAIRE SUR LE « FRANQUISME ».

Il est assez dans la manière de Gilbert Grandval, tout en réprouvant les buts du « Movimiento » espagnol de 1936, d'en chercher les résonnances au cœur des officiers français pour un éventuel recours à la violence.

Bien entendu, il ne saurait s'agir d'un « franquisme ». Le jeu des allusions et des réserves est assez clair dans le Document Rouge.

L'intervention de l'Armée espagnole était légitime en Espagne en 1936. L'équipe « PATRIE et PROGRES » ne se soucie pas de légitimité.

Le but de FRANCO était la restauration de l'Ordre Social. L'équipe veut la destruction de l'Ordre Social.

Telles sont les divergences entre un Franco et un Grandval.

∴

Dangereuses sont néanmoins ces cogitations, soit qu'elles attirent les officiers dans une aventure insensée, soit qu'elles leur brouillent les idées en cas d'intervention nécessaire. Il faut donc procéder à une mise au point sur le déclenchement du « Movimiento ».

Le peuple espagnol est certes très différent du nôtre. Plus passionné, moins juriste, il se soucie peu des formes, davantage de vérité. Cette vérité dont nous ne prétendons que laisser les portes ouvertes, il éprouve le besoin de la forcer,

dans les arènes ou dans la rue, à la limite du désespoir et de la mort.

Un tel peuple semblerait devoir échapper dans ses affaires publiques aux règles de la légitimité. Pourtant, il dût les subir, et d'implacable manière, au cours du « Movimiento ».
En droit, en morale, la légitimité du « Movimiento » était indiscutable. Nous savons très bien quelles objections ont été faites. Nous n'en avons pas entendu de plus cruelle ni de plus juste que celle de Bernanos, évoquant les bourgeoisies cupides et imprévoyantes qui, après avoir provoqué les révoltes, « s'en vont tirer les généraux par la manche ».

Quelqu'en fut l'origine, le désordre régnait, un désordre vil, sanglant où menaçait de sombrer l'Espagne. Cela suffisait à justifier un soulèvement.

Cependant, la légitimité du « Movimiento », fondée en Droit Moral, ne l'était pas juridiquement, n'apparaissait pas dans les faits et d'ailleurs les Espagnols s'en souciaient peu. Elle doit probablement au seul Général Franco de s'être peu à peu imposée aux esprits. Mais, si les premières actions n'eurent pas le succès attendu, si les résultats incertains des premiers jours ne pouvaient plus empêcher une guerre longue et meurtrière, prolongée d'ailleurs par les intrigues étrangères, il faut en voir la cause dans les hésitations, les dérobades, les manques de liaison, les conflits de personnes, qui sont la rançon d'une légitimité mal établie. Le « Movimiento » n'a pu bénéficier de la vacance du pouvoir établi qu'en Navarre et à Tétouan, grâce, ici, à la prédominance de l'Etat-Major sur les pouvoirs civils, là, à la permanence de cadres traditionnels disposant de pouvoirs plus réels que ceux de l'administration. Tout le monde fut « Reconquista ».

Quant au but, il fut, du début à la fin, la défense de l'Ordre Social. Le Bolchevisme, depuis 1917, n'a connu qu'une défaite, et ce fut en Espagne. Que l'Espagne ait été préservée est pour le monde une double chance ; la forte personnalité espagnole est en définitive aussi rebelle à la technocratie qu'à la soviétisation.

∴

Ainsi, le rêve de pronunciamento de Gilbert Grandval repose sur une falsification des enseignements de la Guerre d'Espagne, comme du sens exact du « Movimiento ».

Il ne faut pas souhaiter un « Movimiento » en France. Mais pour l'éviter, il faut lutter contre le désordre qui peut le rendre impératif.

Mais il est des heures où les regrets sont vains. Si une telle heure sonnait pour la France, en conclusion de tant d'égoïsme, de lâchetés et de trahisons, il ne resterait plus qu'à faire face, courageusement, pour l'Ordre, et dans la légitimité.

V. — ORDRE SOCIAL ET SOCIALISMES.

Entre l'équipe « PATRIE et PROGRES » et les défenseurs de l'ORDRE SOCIAL s'ouvre une lutte sans merci. L'équipe le signifie sans ambage. Il faut relever le défi.

Mais à chacun, il faut restituer ses responsabilités. Nous avons vu par quelle imposture l'équipe se disculpe des actes du précédent régime.

Depuis l'avènement de la « Quatrième République », les derniers défenseurs de l'Ordre ont été méthodiquement éliminés des fonctions publiques au bénéfice d'aventuriers, affairistes ou révolutionnaires, chassés de l'Université au bénéfice des « Intellectuels de Gauche ». Une presse centralisée entre les mains de Bleustein, Lazareff et Bloch-Dassault leur a retiré tous moyens d'expression.

Le seul tort de ces hommes fut de ne pas se défendre les uns les autres avec cette même énergie qu'ils mirent au service du Bien Commun. Ils ne sont pour rien dans les maux qui ont suivi. Les combattre encore, c'est leur refuser l'Etre. Il y a longtemps qu'ils ne peuvent plus Agir. Seul témoignage de ce qu'est un Ordre Social, demeurait au milieu des désordres de la Quatrième République, l'Armée.

Le régime qui fut, et se prolonge d'équivoque manière, fut t ut autre chose qu'un ORDRE SOCIAL. Un euphémisme courant lui reconnaissait le seul titre d' « Ordre établi » Dans sa structure, il fut un Socialisme.

L'ORDRE SOCIAL est juste harmonie des rapports humains, et ne conçoit l'Autorité qu'en raison de la protection qu'elle assure, et ne voit dans la Production qu'un moyen de développer les biens matériels. L'ORDRE SOCIAL exige de l'Autorité qu'elle respecte la dignité fondamentale des hommes, égaux en essence ; et que, dans la juste constatation des diversités de leurs talents et des inégalités de leurs conditions, elle apporte la volonté de les grandir, de recher-

cher au niveau le plus élevé l'égalité des biens moraux et matériels ; et qu'elle conserve avec prudence en vue d'une élévation générale, le témoignage et les bienfaits des valeurs acquises. Telle est la seule voie du Progrès Social, celle à laquelle reviennent, lorsque se dissipent les illusions, les Sociétés qui veulent progresser, ou simplement ne pas mourir.

La « Quatrième » n'a pas été qu'une incohérente constitution. Celle-ci ne fut que le paravent commode pour des institutions parallèles, des « gouvernements bis », dont les membres disposaient de pouvoirs discrétionnaires. Un tel régime a été très bien défini « Totalitarisme mou ».

Pour les dictateurs occultes, la substitution de la « Cinquième » à la « Quatrième » doit être aussi la substitution d'un « totalitarisme dur » au « totalitarisme mou ».

Un tel Totalitarisme n'est pas ce que les défenseurs ni déclarés, ni sournois, mais inconscients de l'Ordre Social appellent l'Autorité. Là où défaille l'Autorité s'installe la Police. Mieux que personne le sait le Policier français.

La Police a été, en France, un Corps remarquable. Consciente des défaillances possibles de l'Autorité, elle ne l'en a pas moins servie dans son principe, maintenue ou restaurée à travers les vicissitudes des régimes. Cette grandeur vraie du Policier français vaut que l'on considère avec ménagement les abus auxquels ont déjà donné lieu l'intervention policière aux ordres de l'Economique, qui marqua la Quatrième République. Beaucoup plus inquiétante est la volonté de faire de la Police l'organe d'exécution des impératifs de la PRODUCTION.

La mystification est d'autant plus grande qu'il n'est nul besoin pour développer la Production d'en faire l'origine de tous les pouvoirs. La mythe de la PRODUCTION n'est ni une idée de technicien, ni un impératif technique, encore moins un instrument de pouvoir pour d'honnêtes techniciens. Le technicien n'est qu'un ouvrier supérieur. L'impératif productionnel tend à le ravaler, avec tous les autres ouvriers, au rang d'outil. La Technocratie, comme la Dictature du Prolétariat, est un leurre, et cache tout autre chose.

Les idées mènent le monde, et non la matière. Et le matérialisme n'est, après tout lui-même, qu'une idée. En définissant la Production comme un impératif absolu, les Socialismes ne tendent qu'à établir une barrière infranchissable entre ceux qui subiront ses lois et ceux qui la dirigeront.

Les « initiés » ne se font pas faute de définir entre eux cette société à deux classes :

« Une société où l'extrême abaissement des masses permet l'extrême élévation des élites ».

Le Socialisme que professe « PATRIE et PROGRES » n'est pas une nouveauté. Il procède des mêmes ambitions que tous les Socialismes, toutes les prétendues Technocraties, dont les luttes se ramènent toujours à des chantages et des règlements de comptes entre équipes où la cooptation est la règle de recrutement. Il repose, comme tous les Socialismes, sur un mépris profond de l'homme, ce mépris indispensable pour faire un piège de chaque illusion humaine.

Les Socialismes ne peuvent évidemment tolérer l'ORDRE SOCIAL, humaniste dans son principe même, et, en Occident, tout imprégné de ce Christianisme qui reconnaît en tout homme, quelle que soit sa condition, la trace du Souffle divin. « PATRIE et PROGRES » entend bannir cet esprit et, s'il fait cette concession à Roland PRE et à la masse des Chrétiens de les autoriser, pour un temps, à assister à la messe, c'est à la condition expresse que n'en soit plus ni commentée par l'Eglise, ni comprise par les Fidèles, la haute signification.

CONCLUSION : LES CHANCES DE SUCCES DE « PATRIE ET PROGRES ».

L'intervention de l'Armée Française ne saurait être pour le Socialisme un moyen de rechange à l'Armée Rouge.

Il est peu probable que les officiers soient dupes de « PATRIE et PROGRES ». Habitué à respecter l'Homme réel, à le rudoyer parfois, mais avec le souci de mériter son estime et son affection, l'Officier français ne peut qu'être choqué par l'image cynique et méchante que se fait l'intellectuel de gauche du Commandement, et en général du Pouvoir.

Mais, avant que la réalité les rappelle au sens de leur mission, maints jeunes officiers ne détestent pas goûter aux spéculations intellectuelles. Certaines sont inoffensives. Tout autre serait l'aventure « PATRIE et PROGRES ». D'abord parce que le milieu sait compromettre les hommes, inventer de fausses gloires aussi, et dans tous les cas utiliser les cautions imprudemment données. En suite et surtout, parce que l'affaire arrive à point nommé, pour arrêter, au moment où s'élaboraient d'heureuses conclusions, le travail fécond

de nombreux groupes de jeunes officiers. C'était avec surprise et espoir que l'on découvrait ce travail. L'intelligence des réalités est la base de toute connaissance authentique. Nos officiers étaient en bonne voie. Ils n'ont pas à garder l'injuste sentiment de n'être que la Force en face d'Intelligences.

Mais il y a plus grave encore. Sur un succès momentané, on se hâtera de bâtir la publicité de chefs indignes ,de les présenter comme plébiscités par la jeune Armée.

Après, il sera trop tard. De quels remords seront alors saisis ceux dont la bonne foi aurait été surprise, lorsqu'ils verront leur pays livré à l'aventure sanglante préparée par les nouveaux Socialistes et l'Armée paralysée par ses divisions internes, les spéculations des Capitaines et la défaillance du Commandement.

Il faut réagir, et très énergiquement contre cette imprudente provocation, à tous les échelons, auprès de tous les camarades.

L'Armée ne fait aucune place aux « défenseurs sournois » de l'Ordre Social.

Qu'il fasse simplement son service,

Qu'il s'instruise pour vaincre,

Qu'il combatte les entreprises subversives sur le sol national, et par exemple, en Algérie.

Qu'il défende les frontières,

Que demain, peut-être, devant le désordre des Socialismes, il se sente mû par la même révolte que l'officier espagnol de 1936,

L'Officier français ne saurait agir que selon sa mission, mission que « PATRIE et PROGRES » l'engage à renier :

la défense déclarée de l'ORDRE SOCIAL.

Après « *Patrie et Progrès* » voici

l'Union démocratique du travail

LE 12 janvier 1955, on lisait dans la presse l'information suivante : « M. Vallon et Mme de Lipkovski ainsi que MM. André Denis et Léo Hamon, songent à créer un groupe de l'Union Démocratique du Travail. Sur le plan extra-parlementaire, l'U.D.T. réunira un Comité national où figurerait M. René Capitant ». Le 21 avril 59, à la conférence de presse de l'U.D.T., L. Vallon déclarait : « Ce mouvement a été créé par R. Capitant, Mme de Lipkowski, Jean Cassou et moi-même... il na pas débouché sur une activité politique perceptible par le public, mais il a cheminé de façon souterraine puisqu'il apparait au grand jour ».

En juiller 58, première tentative de sortir du « souterrain ». Ce fut le « Centre de Réforme républicaine ». Mêmes animateurs avec en plus Geneviève de Gaulle. « Reclasser la gauche française - Définir une politique étrangère saine et réaliste - « démystifier » le problème algérien »... Malgré des encouragements venus de haut, l'échec fut total et le mouvement balayé aux élections.

Aujourd'hui, débouchent, coup sur coup « Patrie et Progrès », et à nouveau l' « Union Démocratique du Travail »... Les mêmes hommes sortent une fois encore de l'ombre, mêmes positions de base, « Le Monde », « L'Observateur » et « L'Express assurent à tous deux une publicité de lancement.

Le premier, mouvement idéologique (?), « Société de pensée » nationale-communiste où l'on appuie plus fort que sur le mot national, avec les cadres de l'Armée comme premier objectif... « Nous sommes les hommes du 13 Mai, non pas

du 13 Mai réussi, celui qui ressemblait au 6 février 1936, mais du 13 Mai raté qui ressemblait un peu au 4 août 1789 ». On s'affirme marxiste et socialiste... mais on se tient loin du P.C.

Le second — la formule partisane et politique du mouvement. La composition de son comité directeur évite d'avoir à citer le pathos de leurs déclarations. Elle permet aussi le sourire quand L. Vallon déclare (après une longue hésitation) : « L'U.D.T. n'a rien à voir avec « Patrie et Progrès ! »

COMITE DIRECTEUR et DELEGATION EXECUTIVE

Georges Altmann : ex-rédacteur en chef de « Franc-Tireur », membre du Cabinet Malraux - Liaisons avec milieux trotzkystes.

Roger Barberot : « Colonel » des « commandos noirs » - Orateur des « forums » de « L'Express » - Chef de cabinet de Malraux.

G. Beaujolin : ex-président des Distilleries d'Indo-Chine - Banque de l'Indo-Chine.

J.-Cl. Broustra : du comité directeur de l'UDSR - Agent de Fr. Mitterand dans la presse (Inform. - Presse - Relations Ext.).

J.. Debu-Uridel : de « France-URSS » - Pétitionnaire habituel de l'HUMA.

Ph. Dechartre : ex-membre de Consultative - Candidat de Mendès à Paris.

Taddé Diffre : collaborateur de Pleven, puis de Mitterand - Conseiller technique au cabinet Houphouet-Boigny.

Jean Dutourd : Président du syndicat des écrivains - Liaison sur Bleustein et Lazareff.

André Gillois : Diamant-Berger, Radio-Londres et R.T.F.

Gaston Gosselin : Conseiller technique au cabinet Michelet.

Gilbert Granval : Hirsch-Ollendorf - Secrétaire général à la Marine Marchande.

Léo Hamon : Elie Goldenberg - de « France-URSS » - Pétionnaire de l'HUMA et du P.C. - Ex-député MRP.

Azziz Kessous : Ancien rédacteur en chef de « La République Algérienne », organe de Ferhat Abbas.

J.-P. Levy : Un des fondateurs du réseau « Franc-Tireur » - Inspecteur Général à lIndustrie et Commerce, aux Affaires Economiques - Trotzkyste.

Irène de Lipkowsky et son fils Jean. — Ex-député UDSR.

Jean Mairey : Secrétaire Général à l'Intérieur - Ex directeur de la Sûreté.

Yvon Morandat : Fonde avec E. d'Astier de la Vigerie « Libération » - Ex-attaché de cabinet de J. Moch - Président des Houillères du bassin de Provence.

J. Mercier : Avocat progressiste - L.I.C.A. - Collabore à « Observateur ».

Simone Pelabon : Femme d'André P., collaborateur et ami de Mendès, agent ancien et connu des Soviets.

Roland Pré : ex-collaborateur de Buron et Defferre - Président du bureau minier de F.O.M. - Technocrate titiste.

Victor Rochenoir : ? ·

Romans-Petit : ex-colonel du maquis de l'Ain - Liaison avec Bloch-Dassault.

Pierre Sandahl : Directeur de la Semaine internationale - Observateur de Triboulet.

J.-Cl. Servan-Schreiber : Directeur des « Echos » - Cousin de J.J. S.S. de l' « Express » - Ex-secrétaire du C.R.R. (Mendès).

Cl. Serreulles : Du cabinet de Gaulle à Londres. Directeur du cabinet Texier à l'Intérieur - Directeur des Etablissements Lavalette - Beau-frère d'Alphand.

Henry Torrès : Président du Conseil supérieur de la Radio - Pétitionnaire HUMA.

..*Louis Vallon :* ex-député RPF - Pétitionnaire HUMA.

Roger Sauphar : Journaliste mendésiste... et R.P.F.

G. Guillemin : Chef service des relations extérieures Aéroport Paris.

Général Billotte : ex-député de la Côte-d'Or - Auteur d'un plan pour une solution en Algérie par négociations.

Parmi les premiers adhéıents, on cite : Pierre Naudet, Maurice Clavel, Jacques Chevallier, Albert Ollivier...

PIERRE DE VILLEMAREST.

La collusion du plan secret FLN et de la paix des pétroles

DURANT les quatre premiers mois de 1958, les journaux anglo-américains jusqu'alors hostiles à la politique équivoque des gouvernements français en Algérie, avaient cessé toute critique. — Durant la même époque, les pages des grands journaux métropolitains regorgeaient de panneaux publicitaires pétroliers. — Ces mêmes journaux admettaient que la rébellion « ne pouvait gagner la guerre », et soutenaient divers « plans de paix négociée » qui, disaient-ils, « protégeraient les intérêts bien compris » des populations d'Algérie. En même temps que l'idée des « bons offices » tuniso-marocains, germait celle d'un « pacte méditerranéen » qui engloberait tous les pays du Maghreb, la France, l'Espagne, l'Italie, et outre « les trois pays nord-africains » (sic), la Libye. Enfin, le 10 mai 1958, l'on « *s'étonnait* » selon les dépêches officielles de Washington, « *des informations en provenance d'Algérie selon lesquelles le gouvernement américain ferait pression sur l'orientation de la politique française en Algérie* ». Et le même jour, M. Christian Herter, conseiller du Président Eisenhower, rappelait qu'il avait, le 15 avril précédent, « *affirmé avec force que les liens historiques, économiques et culturels qui unissent la France à l'Afrique du Nord, constituent la meilleure base d'une coopération fructueuse entre l'Europe occidentale et l'Afrique du Nord...* ».

Pas question des liens politiques de la France, c'est-à-dire *de sa souveraineté en Algérie*. Par contre, on parlait à Washington, non pas des liens entre la France et l'Algérie, mais entre la France « et l'Afrique du Nord », et d'une coopération fructueuse (un triste jeu de mots disait, dans certains milieux : « frictueuse »...), non pas entre la France et l'Afrique du Nord, mais entre « l'Europe occidentale » et celle-ci...

Depuis janvier 1959, date de l'entrée au Sahara du plus grand trust pétrolier du monde, la « Standard Oil of New Jersey », comme l'année dernière, les journaux anglo-américains alors

hostiles à la personne et à la politique du général de Gaulle couvrent l'une et l'autre d'éloges sans nuances.

Depuis quelques mois, tous les grands journaux métropolitains accueillent sur plusieurs colonnes, voire sur des pages entières, des panneaux de publicité pétroliers.

Depuis quelques semaines, la rumeur s'est amplifiée des « divisions » au sein du F.L.N. et de la « volonté de négociation » qui anime une fraction importante de l'état-major de la rébellion.

Depuis quelques semaines aussi, les journaux où sont vantées les qualités des grandes marques de pétrole, publient divers « plans de solution négociée ». Et le « New York Herald Tribune » du 18 mai, se félicitant tant de l'attitude du F.L.N. que de la politique du gouvernement, vante « *le plan de Gaulle, celui d'une marche patiente vers une forme d'autonomie algérienne dans le cadre français...* », cependant que M. Christian Herter a remplacé M. John Foster Dulles au Secrétariat d'Etat américain.

***

Nous voulons bien croire que les trusts pétroliers anglo-saxons, ne sachant trop quoi faire de leurs bénéfices, poussent leur générosité habituelle jusqu'à aider à vivre, par une publicité faussement rivale, les grands journaux métropolitains.

Nous voulons bien croire que la rigueur de la diplomatie française a empêché certains gouvernements de l'Est de « reconnaître » officiellement le pseudo-gouvernement algérien, qu'ils alimentent officieusement aujourd'hui encore, en armements et matériels... payés en dollars et livres sterlings que se procurent auprès des pétroliers anglo-saxons l'Irak, la Jordanie... ou la Libye...

Nous sommes certains que le « plan Challe » lorsqu'on veut bien l'appliquer, et si on l'appliquait à l'échelle voulue, peut anéantir les unités rebelles — et que si l'on voulait aussi, les bases FLN du Maroc et de Tunisie cesseraient de servir d'appoint opportun aux échecs de la rébellion...

Il n'en reste pas moins que d'autres similitudes d'une année à l'autre, ne cessent d'inquiéter.

En 1958 — comme par hasard lorsque les pétroliers américains « découvraient » officiellement ce qu'ils savaient depuis des années, à savoir l'authenticité des richesses sahariennes — le *sénateur Mansfield* avait lancé l'idée « *d'une fédération nord-africaine qui devrait englober Maroc, Algérie, Tunisie et Libye* » et qui « *devrait être placée sous la protection de la France, de l'Italie et de l'Espagne...* ». Cette suggestion, lancée en janvier 1958, complétait parfaitement l'allusion de M. Herter, trois mois après, et l'idée de « pacte méditerranéen »...

Or, en 1959, le 22 janvier, *Ferhat Abbas* relançait cette « idée », dans les termes identiques dans une interview accordée à un grand quotidien de Hambourg. Dans le même moment, le prince Moulay Hassan se rendait au Caire, puis à Tunis, puis en Espagne, tandis que M. Enrico Mattei (des pétroles

italiens) en permanence en contact avec le FLN, « travaillait » le Soudan, voisin de la Libye.

Le 1er mai 1959, M. Chanderli, porte-parole du FLN, disait à la radio-télévision des Etats-Unis ce que Ferhat Abbas répétait le même jour à Tunis : « *Une association librement consentie avec la France paraît une formule acceptable, surtout si elle pouvait s'inscrire dans un contexte nord-africain*... ».

Et le spécialiste en pétroles du FLN, M. Mazhoudi, d'ajouter :

« *Demain, l'Algérie indépendante sera sans doute dans la nécessité de faire appel au concours financier et technique* de l'étranger *pour l'exploitation des richesses du Sahara*... ».

La synchronisation est parfaite. Le « préalable », c'est qu'il n'y ait pas « un étranger » : la France, mais plusieurs étrangers... qui ne demandent pas mieux, tandis que risquent de brûler les pétroles du Moyen-Orient en remous.

Le 3 mai 1959, *Mohamed V* enchaîne à son tour. Il dit aux ministres Buron et Chatenet, venus à la foire de Casablanca que « *la solution d'un certain problème, l'Algérie, conditionne non seulement les relations entre le Maroc et la France, mais entre la France et l'Afrique du Nord*... ».

Et quelques instants plus tard, à deux ministres de Bourguiba, venus le visiter : « *Les trois pays d'Afrique du Nord forment un tout. Ils n'ont été séparés que par les vicissitudes de la politique. Ils doivent retrouver leur unité dans la liberté et l'indépendance. Cette unité ne doit pas s'inscrire dans la lutte contre un bloc ou une nation, mais elle doit être axée vers la coopération avec tous les pays*... ».

Sages paroles, fort goûtées par exemple par la « Newmont Mining Corporation » qui après avoir pris pied dans la direction des « Mines de Zellidja » (voir « l'affaire Walter-Lacaze ») est alliée à la SAFREP (que connaissent bien MM. Pompidou, Berthoin, Jacquinot) dans l'exploitation des pétroles du Sahara.

Et puisque nous avons parlé de M. Chatenet (nouveau ministre de l'Intérieur à la place de M. Berthoin), rappelons que, recevant à la foire de Paris, le ministre de l'Economie marocaine, le 16 mai 1959, il évoquait publiquement en réponse à l'allocution de l'envoyé de Mohamed V « *ce monde nouveau qui nous oblige à concevoir dans de nouveaux cadres, et dans de nouveaux ensembles plus larges, sur le plan économique, une nouvelle politique qui nous permettra d'arriver à des solutions définitives*... ».

QUELLES SONT CES SOLUTIONS ?
QUEL EST LE PLAN SECRET DU F.L.N. ?

Leur adaptation « définitive », c'est-à-dire les moyens d'en camoufler la portée à l'opinion, ne sont pas encore trouvés. Mais leurs grandes lignes transparaissent depuis les mystérieuses allées et venues de nombreux émissaires français en Suisse, et d'émissaires fellagha entre Tunis, Le Caire, Rome, Montreux, Ouchy, Genève...

M. Pompidou, fondé de pouvoir de la banque Rotschild (Francarep, Cofirep, Safrep, SFIP, associées à des sociétés anglo-saxonnes au Sahara) est peut-être allé en Suisse pour les seuls intérêts de ses clients. Mais M. Baudet, adjoint du général Ely ?... Et pourquoi leurs allées et venues dans ce pays, et entre ce pays et Paris, coïncident-elles avec les déclarations diverses des fellagha, qui, même si elles se contredisent, même lorsqu'elles sont tantôt « dures », tantôt « molles », indiquent bien que des pourparlers ont lieu ?

Ces pourparlers n'ont certes pas revêtu encore *la forme* que désirerait le F.L N., mais de ce que l'on peut retenir côté « français » et côté F.L.N., il ressort ceci :

1) *Une fraction du F.L.N. est prête à admettre un cessez-le-feu.*

2) *Une autre fraction est prête à laisser traiter la première,* et à se retirer : a) soit en profitant de la « paix des braves », c'est-à-dire en réintégrant ses djebels ; b) soit en demeurant en Tunisie, au Maroc, ou dans d'autres pays musulmans...

3) *Mais l'une et l'autre ont mis au point un plan à longue échéance* qui fait qu'au moment opportun la rébellion reprendra :

a) en bénéficiant de l'*infrastructure politique* qu'elle aura su ou pu créer à travers l'Algérie, dans les communes, dans les djebels, où la « paix des braves » lui aura permis une activité officielle, bien entendu « libérale ».

b) en bénéficiant de la pression des unités militaires qu'elle aura constituées hors d'Algérie, et qui reviendront sur ce territoire avec de nouveaux moyens, avec rapidité, avec un plan de sabotages et d'attaques dont les détails sont déjà étudiés.

Car les chefs F.L.N. avancent ceci dans l'intimité :

Le gouvernement français est prêt à admettre avec nous « *une trêve de cinq ans* » durant laquelle celui-ci accélèrera la mise en œuvre du « Plan de Constantine ». Au bout de ce temps, le gouvernement français fera un *référendum* permettant aux Algériens de décider de leur sort...

La question qu'il nous paraît essentiel de poser est la suivante : « *La trêve de cinq ans, et, à sa conclusion, un référendum fait-elle vraiment partie du plan de l'actuel gouvernement ?...*

Quant au reste, deux faits récents indiquent bien que Britanniques et Américains, tout en souriant à la France, gardent le contact avec le F.L.N.

1) *L'attitude constante de la CISL et les multiples missions des banques qui sont les organismes de financement des trusts pétroliers auprès des chefs F.L.N.*

2) *L'arrivée le* 30 *mai, en France, d'une mission britannique venue voir Messali Hadj.* Cette mission est composée de MM. Charles R. Hobson, ex-secrétaire aux P.T.T. britanniques, John Clark, secrétaire adjoint du « Labour Party », et John Cronin, tous trois travaillistes...

ARNOLD W. DULLES.

L'affaire du Journal d'Anne Frank

Dans la reprise tout à fait singulière de la campagne dont nous mentionnons certains exemples dans nos récents numéros, l'affaire du *Journal d'Anne Franck* semble occuper de plus en plus une place prépondérante.

L'affaire Anne Franck — car il y a aujourd'hui une affaire Anne Franck — a soulevé dans presque tous les pays du monde, à l'exception de la France, où l'affaire est presque inconnue, des commentaires abondants et passionnés.

Nous en rappellerons rapidement l'historique pour l'édification des lecteurs français qu'on a privés jusqu'ici de ces singuliers renseignements.

L'affaire Anne Franck repose sur deux procès qui ont lieu, l'un aux Etats-Unis, l'autre en Suède, et qui sont actuellement en cours de déroulement.

Aux Etats-Unis, il s'agit du procès qui oppose les deux créateurs de la pièce jouée sous le titre « Le Journal d'Anne Franck » d'après le document du même nom : M. Meyer-Levin, qui fut l'auteur de la première version théâtrale, et le ménage Hacket-Goodrich, qui fut l'auteur d'une seconde version, écrite d'après la première.

Il résulte des éléments de ce procès, que la pièce jouée sous le titre « Le Journal d'Anne Franck » ainsi que le film qui va être prochainement tiré de cette pièce, est une œuvre d'affabulation qui n'a que peu de rapport avec la réalité, qui ne constitue qu'une utilisation commerciale d'un document lui-même dénaturé, et qui en outre a été l'objet de plusieurs tripotages successifs, ce qui naturellement n'a pas augmenté son authenticité. La pièce que nous avons vue sous ce titre est donc en somme un moyen d'émouvoir la sensibilité du

public en lui faisant croire qu'il a devant les yeux le déroulement d'une aventure authentique et pitoyable, alors qu'en réalité, il s'agit de versions successivement élaborées dans des conditions au moins singulières par des équipes spécialisées dans la littérature larmoyante et, semble-t-il, assez peu sensibles au respect de la vérité historique.

Cette conclusion, bien entendu, ne surprendra personne, car il est peu de spectateurs réfléchis qui n'aient déjà admis, à la représentation de la pièce, que ce qui leur était présenté ne pouvait être qu'un arrangement plus ou moins factice, *d'après* l'aventure dont ils avaient entendu parler.

Le second procès est beaucoup plus curieux encore. Il oppose un commentateur de la radio allemande, M. Eric SCHWABEL, et un professeur suédois, M. STIELANS.

Dans ce second procès, il est reproché à M. STIELANS d'avoir émis des doutes sur l'authenticité du livre publié en librairie sous le titre « Le Journal d'Anne Franck ». C'est ce deuxième procès qui exige le plus de commentaires, et qui a causé le plus de stupéfaction, car le professeur STIELANS, pour soutenir son point de vue, a été amené à traiter par des méthodes historiques la question de l'authenticité du livre publié sous le titre « Le Journal d'Anne Franck » et il est arrivé à des résultats tellement étonnants que ceux-ci ont amené une partie de l'opinion mondiale à se poser la question : Le *Journal d'Anne Franck,* tel qu'il a été publié en librairie, n'est-il pas lui-même un « arrangement » ?

Voici les faits jusqu'ici portés à la connaissance du public par les pièces produites au procès STIELANS.

Nous rappelons que tous ces faits concernent non pas la transformation du *Journal* en pièce et en film, mais la publication elle-même du *Journal d'Anne Franck* sous ce dernier titre.

Ce que le père d'Anne Franck trouva dans les papiers qui lui parvinrent et qui constitue par conséquent le manuscrit du *Journal d'Anne Franck* se compose de 5 cahiers et d'un certain nombre de feuilles volantes, formant par conséquent un ensemble beaucoup plus important et beaucoup plus décousu que le texte publié en librairie.

Voici les arrangeuents qu'on fit subir successivement à l'ensemble des papiers trouvés au domicile du père Franck :

1° En 1945, le père d'Anne Franck et une de ses amies, Isa GAUVERN découvrent les cahiers laissés par la petite Anne Franck : ils en font un premier triage et une première version, laissant de côté certains aspects intimes ou familiaux du *Journal* (nous verrons plus loin ce qu'on entend par là).

2° De 1945 à 1946, les deux mêmes auteurs reprennent leur travail après s'être entourés, semble-t-il, de certains conseils, font une deuxième refonte, et aboutissent à une deuxième version.

3° Cette deuxième version est reprise, non par un historien, mais par le speaker à la radio Albert GAUVERN, qui la fait connaître au public sur les ondes, et ne conteste pas qu'il y a changé énormément de choses, qu'il n'a jamais recouru personnellement au texte authentique du *Journal* et que d'ailleurs, l'histoire du texte authentique sera toujours très difficile à faire étant donné que le principal témoin, Isa GAUVERN, s'est suicidée en 1946 pour une cause inconnue.

Albert GAUVERN précise qu'il n'a jamais eu entre les mains qu'un seul des cahiers d'Anne Franck, celui qu'on appelle « le cahier vert » ; c'est lui qui indique aussi que, d'après la déclaration du père d'Anne Franck, il existait 5 cahiers qu'il n'a jamais vus et quelques feuilles volantes, et selon lui, le total des cahiers d'Anne Franck représenterait environ le double de ce qui a été publié.

4° Le père d'Anne Franck lui-même reprend à nouveau cette troisième version, déjà considérablement éloignée du texte originel. Il la récrit, la remanie et c'est cette quatrième version établie par lui qui va servir de base à la publication du *Journal*.

5° Néanmoins, ces transformations successives ne semblant pas encore suffisantes, le manuscrit, sous cette quatrième forme, est communiqué à des ecclésiastiques hollandais qui sont chargés d'indiquer les passages à transformer pour ne pas choquer les lecteurs hollandais. La censure exercée par ces écclésiastiques aboutit à une cinquième version qui est enfin celle qui est donnée au public.

∴

A cette singulière histoire, ajoutons les précisions suivantes qui ne sont pas moins inquiétantes que ce qui vient d'être raconté :

1° Pour la période très importante qui va du 5 décembre 1942 au 22 décembre 1943, c'est-à-dire pour la partie la plus dramatique du récit et historiquement la plus importante, il n'existe que des feuilles volantes mélangées, très difficiles à classer et à lire, et Albert GAUVERN refuse d'accepter la responsabilité de la rédaction pour cette période, qui lui paraît à peu près inextricable.

La question qui se pose est donc la suivante :

Pour cette phase capitale du *Journal d'Anne Franck*, qui est l'auteur du *Journal* et jusqu'à quel point cet auteur a-t-il

utilisé les documents originaux ou fait œuvre d'imagination ?

2° D'après ce qu'on peut savoir d'Anne Franck, il existe de très profondes différences entre ce qu'elle était réellement et ce qui apparaît d'elle dans son *Journal*.

Tout le monde est à peu près d'accord pour la désigner comme une jeune fille désavantagée physiquement (c'est l'expression employée dans le texte que nous suivons) ayant un grave défaut de structure du cœur, précoce, mais toutefois assez enfantine, ne semblant pas du tout avoir eu, ni pour la forme, ni pour la maturité de la pensée, un talent particulier.

3° En ce qui concerne les suppressions et changements introduits dans le *Journal* lui-même, ils semblent porter essentiellement sur les points suivants :

La petite Anne Franck, enfant précoce et physiquement assez mal portante, paraît anormalement préoccupée dès le début de son *Journal*, rédigé à ce moment-là à l'âge de 13 ans, par les questions sexuelles. Elle a, dès ce moment-là, trois aventures avec des garçons de son âge que les journaux américains appellent des *boys-friends*. La plus grande partie de son *Journal* semble avoir été consacrée à ces préoccupations sexuelles et en particulier à des relations extrêmement curieuses de ses conversations avec quelques-uns de ces partenaires et de leur comportement mutuel. Au dire des rares experts qui ont pu avoir communication de cette partie du document, le *Journal d'Anne Franck* aurait un intérêt de premier ordre, non pas comme on l'a dit, au point de vue politique ou humain, mais au point de vue médical et particulièrement en ce qui concerne la sexologie enfantine.

Le second problème est celui des rapports avec sa mère, qui semblent avoir été caractérisés par une haine furieuse également anormale, peut-être explicable par les mêmes penchants. Une partie importante du *Journal* était également consacrée à l'expression de cette haine morbide, probablement très curieuse du point de vue humain et pathologique.

C'est ce qui a amené beaucoup de journaux américains, suédois et allemands à se demander ce qui reste d'authentique dans le texte présenté au public, puisque la phase la plus importante repose sur des documents disparates et difficilement lisibles et que l'héroïne elle-même n'a rien de commun avec la jeune fille qui a réellement existé ?

Ajoutons enfin que les commentaires de la presse elle-même autour de l'affaire Anne Franck ont constitué une autre sorte de falsification dont la responsabilité, du reste, n'est imputable ni aux auteurs, ni à la famille de la jeune fille.

On a transformé en particulier les circonstances de la mort d'Anne Franck et on peut lire dans la plupart des commentaires qu'elle a été avec toute sa famille exterminée dans une chambre à gaz de Bergen-Belsen.

Ceci est, d'après nos sources, une erreur complète.

En dehors de la question problématique de savoir s'il existait des chambres à gaz à Bergen-Belsen, ce qui est certain, c'est qu'Anne Franck et les siens ont péri d'une de ces épidémies de typhus, malheureusement trop fréquentes dans les camps de concentration.

Quelles sont les conclusions à tirer de cette étude ?

L'affaire du *Journal d'Anne Franck* semble bien fournir, bien que la vérité essentielle du fond ne soit pas contestable, une de ces *images* dont se nourrit volontiers la presse et qui ont pour résultat de créer des mouvements de sensibilité dans l'opinion.

La construction de ces images est toujours la même. Elle part d'un fait vrai ou d'un document authentique, mais la déformation, la transformation, l'habillage et la présentation du document sont d'une nature telle qu'ils arrivent à détruire, à fausser même la vérité et à remplacer l'image réelle et authentique par une image partiellement construite et destinée à exciter la sensibilité.

Dans le cas d'Anne Franck, il s'agit d'un exemple singulier où l'opération semble s'être faite en 2 temps.

— D'abord par une transformation en 5 étapes des cahiers laissés par la jeune fille en un « Journal d'Anne Franck » qui n'a plus que des rapports assez éloignés avec ce qu'a voulu exprimer Anne Franck et qui ne laisse presque plus rien de la personnalité de la jeune fille.

— Ensuite, après cette première altération, une falsification d'un caractère beaucoup plus drastique, celle que subissent les faits et l'atmosphère elle-même en passant du *Journal* déjà déformé, à la Scène et au Cinéma qui, pour des raisons diverses, produisent une seconde transformation qui se superpose à la première.

Dans le cas présent, si nous comprenons bien, il y a trois étapes dans cette seconde opération :

— Une transformation du *Journal* publié en librairie par la mise en scène Meyer-Levin,

— Une seconde transformation, celle de la mise en scène Meyer-Levin en mise en scène Hacket-Goodrich,

— Une troisième transformation, celle de la mise en scène Hacket-Goodrich en film.

On peut se demander à la suite de ces 7 étapes de transformation, ce qu'il peut bien rester d'***authentique*** dans le film, qui frappe le plus violemment le souvenir et la sensibilité.

Il en reste, certes, la vie d'une enfant terrifiée, arrêtée, déportée, et finalement mourant dans des conditions horribles. Mais ce qu'on a dit au public et ce qui l'a frappé n'est-il pas cet argument : tout est vrai, tout est témoignage, ***rien ici n'est inventé ?***

C'est la version la plus éloignée du point de départ que verront et retiendront fatalement la plupart des spectateurs, ceux du film, et notamment les moins avertis. C'est par elle que l'histoire de la jeune fille juive — au lieu d'être une aventure humaine chargée de leçons et de sujets de méditation — risque de n'être plus qu'un thème de propagande servant à alimenter une politique et une haine persistante dont les résultats ne peuvent être que nocifs pour tout le monde.

C'est bien ce que semble en avoir retenu dans ses commentaires la presse des Etats-Unis. La *Washington-Post* du 11 février 1959 écrit : « Cette manière de construire d'abord un journal, puis une version pour le théâtre, un film et une version pour la radio, est hautement condamnable ; cela équivaut à déployer un esprit affairiste pour tirer d'un mythe et d'une souffrance beaucoup de profits ».

Un écclésiastique américain, le Dr. David WRIGHT, dans un Journal du Milwaukee, tire assez durement la morale de cette histoire :

« Le chapitre Anne Franck n'est pour aucun des participants une page honorable dans l'histoire de l'Humanité. »

Il y a peut-être quelque exagération dans ces jugements passionnés. Mais n'y a-t-il pas aussi un excès de complaisance à présenter comme un ***document*** incontestable, un récit qui contient finalement une part aussi forte de reconstitution.

ARNOLD W DULLES.

CHRONIQUES

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Au Congrès Agricole de Vichy, il a été déclaré que l'agriculteur français reçoit environ 3.000 frs (net) par quintal de blé, alors que le paysan allemand est payé 5.200 frs et l'italien 5.600.

L'Office du Blé est une nationalisation du blé. L'Etat impose ses prix de famine à la production. Telle est une des causes essentielles du malaise paysan français.

∴

Quand il s'agit de vendre une production nationalisée, alors l'Etat impose des prix à la hausse. Exemple : le tabac. Le tabac français (mieux présenté, enveloppe célophane à tirette pour les Gitanes) est vendu 50 % moins cher à Tanger qu'en France.

∴

Du Petit Crapouillot, **de Jean Galtier-Boissière :**

« Dans son pamphlet « Histoire d'un faux », *Paul Faure publie la très importante lettre qu'écrivit en juin* 1950, *le colonel Passy, chef de la D.G.E.R. à Jean Montigny, ancien député de la Sarthe, au sujet des exécutions sommaires de l'après-libération* :

« Monsieur, j'ai bien reçu votre lettre du 16 *juin. Je ne vois aucune difficulté à vous confirmer le propos que j'ai tenu lors de ma conférence devant le Comité radical du VII*e *arrondisement, à savoir qu'Adrien Tixier,* ALORS MINISTRE DE L'INTERIEUR, *m'a, dans son cabinet, en février* 1945, *déclaré que,* D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS QU'IL AVAIT EN SA POSSESSION, *il y aurait eu* 105.000 *exécutions sommaires entre le débarquement des Alliés en juin* 44 *et le mois de février* 45. »

« Dans le Journal Officiel *du* 5 *août* 1946, *M. Pierre Henri Teitgen, Garde des Sceaux, déclarait à la tribune de l'Assemblée Nationale :*

« Vous pensez sans doute que, par rapport à Robespierre et à Danton, le Garde des Sceaux qui est devant vous est un enfant. Eh ! bien, ce sont eux qui sont des enfants si l'on en juge par les chiffres. »

Or, M. R. Aron a tenté de démontrer dernièrement que le nombre des victimes de l'épuration devait se situer entre 30 et 40.000... Rectification de l'Histoire... à retardement ?

∴

Dans les lois-programmes du gouvernement, le total des crédits d'investissements prévus pour trois ans, s'élève à 1.728 milliards. Dont 75 seulement pour l'Agriculture qui représente environ un tiers du revenu national.

Par contre, la S.N.C.F., aux déficits béants, recevra 204 milliards, les télécommunications 180 milliards, et la production électrique 885 milliards.
Comme l'électricité et le mazout sont en train de tuer le charbon, il faudra sans doute prévoir un certain nombre de milliards pour atténuer les effets de la crise charbonnière...

∴

M. Edmond Paris avait écrit un livre assez juste : Le Vatican contre la France. Son Vatican contre la Démocratie détruit l'harmonie que l'on avait retirée du premier, car s'il comporte des vérités de base, il y a des vérités historiques à ne pas ignorer même pour illustrer une cause. Ou alors on tombe dans l'argumentation unilatérale genre communiste.
Il paraîtrait donc que le Vatican a favorisé la naissance et la vie du nazisme et du fascisme. M. Paris ignorerait-il que von Papen, chevalier du Saint-Sépulcre et agent secret britannique, était tenu en surveillance étroite par les dirigeants hitlériens ? N'est-il pas au courant de certaines difficultés Mussolini-Vatican . M. Paris connaît-il les appuis fervents que le démocrate Churchill apporta au Duce au point qu'il avait l'intention de lui donner la Tunisie ? Sait-il que c'est le grand capitalisme italien, réduit à la portion raisonnable par le fascisme, qui, par ses ramifications internationales, subventionna les partis de gauche étrangers, français notamment, pour mener la lutte contre le fascisme. Enfin, la naissance du hitlérisme n'est pas le fait du Vatican. Une remarquable étude publiée par Le Crapouillot, sur Henri Déterding, a apporté la preuve que, sans l'Intelligence Service, son argent et celui des grandes compagnies britanniques de pétrole. Hitler ne serait jamais parvenu à la vedette. La rupture de Hitler avec Londres se situe en 1934 ; le « massacre » de Munich élimina la presque totalité des agents anglais dans l'état-major hitlérien.

∴

M. Ed. Paris reproche au Vatican d'avoir aidé Marcel Déat en exil. Encore une lacune documentaire ! Quand Déat, en ère florissante du fascisme et du nazisme, créa le « Comité International pour le Droit d'Asile », le socialiste ne pensait qu'aux victimes de Hitler et de Mussolini. Ce Comité profita à Nenni et à Nitti entr'autres ; n'est-ce pas sur une intervention de Déat que Sforza fut casé dans un « Job » à la Dépêche de Toulouse ? Sous prétexte que le public est mal informé, il ne faut pas abuser de sa crédulité.

∴

L'anti-communisme de Nasser (s'il dure) ferait-il tache d'huile ? On signale que les prochains fonctionnaires français du Maroc qui vont rentrer en France définitivement, se trouvent surtout choisis parmi les agents réputés communistes ou cryptos. (A ce propos, les spécialistes chérifiens ont beaucoup reparlé, à Tanger, de l'action réputée pro communiste de l'ancien instituteur Louis Artous devenu lieutenant-colonel de gendarmerie (à titre définitif) et essaient de débusquer son ancien réseau tangérois). Des arabisants (optimistes ?) pensent que la guerre sainte musulmane contre le communisme, pourrait provoquer la seule levée religieuse militante contre l'idéologie d'extrême-gauche. Militante, soit, mais efficace ? A titre de curiosité, signalons une détente des rapports entre Moscou et Tel Aviv. Le Kremlin a le flair plus fin que celui de Washington .

∴

On murmure que les preuves données au Caire des ingérences communistes chez les rebelles algériens, ne seraient pas étrangères à quelque relâchement des attentions égyptiennes envers le F.L.N. et que ces arguments rendraient « mous » quelques rebelles croyants. Mais on sait que les révoltés — quels qu'ils fussent, voire Fidel Castro — ne sont pas pointilleux sur l'opinion politique de leurs fournisseurs d'armes. L'idéologie anticommuniste réussira-t-elle où le corps expéditionnaire Mollet-Eden a échoué en 1956 ? Ce serait peut-être réconfortant, mais il faut attendre de voir pour y croire.

∴

Journalisme moderne. Le 10 mai, la direction du Festival de Cannes a diffusé le communiqué suivant :

« Le Conseil d'administration de l'Association française du Festival International du Film et la ville de Cannes s'élèvent contre les agissements inqualifiables auxquels se sont livrés certains individus envers une comédienne (Nathalie Nattier) au cours d'un déjeuner de la presse qui se déroula samedi dernier aux Iles de Lérins, en vue d'obtenir des clichés à se sation. Ils procèdent d'urgence à une enquête en vue de déterminer les suites, au besoin judiciaires, qu'il convient de donner à cette affaire. »

De quoi s'agit-il ? demande l'Echo de la Presse. **Les reporters ont complètement déshabillé Nathalie Nattier et l'ont photographiée en gros plan dans le plus simple appareil. Après cet « incident », des confrères ont prétendu que Nathalie Nattier était « consentante », ce que l'actrice a formellement démenti. Notre confrère ajoute : « Nous avons toujours défendus les reporters victimes des brimades de services d'ordre trop sévères, nous n'en sommes que plus à l'aise pour leur dire que la « nécessité » d'informer a des limites.**

Mais le public n'a-t-il pas les « informateurs » qu'il souhaite ?

∴

Le général (de réserve) A. Aumeran, assène au général-président De Gaulle, dans son journal **L'Africain** (d'Alger), quelques vérités élémentaires à propos de sa désormais fameuse expression « l'Algérie de papa ».

1°) « *...L'Algérie de Papa », sans laquelle le Général de Gaulle serait demeuré exilé et isolé à Londres, cette Algérie, sans laquelle il n'y aurait pas de Sahara français, donc pas de possibilités, les caisses de l'Etat étant vides et les contribuables excédés, de faire la politique de Gaulle basée sur des dépenses sans freins, le chef de l'Etat la condamne parce qu'elle le gêne...* »

2°) « *...Sous « l'Algérie de Papa », il y avait des relations amicales SPONTANEES entre les habitants de notre province, désormais il n'y aura que de la contrainte...* »

3°) « *...La nouvelle forme de paternalisme qui distribue du pain et convie à des jeux — ceux de la politique — n'a pas à se moquer de l'Algérie d'hier, qualifiée d'une manière qui n'atteint que celui qui en a bouffonné...* »

La côte du général-président va bientôt dépasser celle de M. Mendès-France chez les Français d'Algérie.

∴

Pourquoi certains Français — surtout du côté agricole — rechignent-ils à la « confiance » ?

Parce qu'à part les discours, le « jeu politique » ne change pas. En septembre 1957, les députés Indépendants et Paysans, avec l'appui des présidents Pinay, Reynaud et Laniel, demandèrent, et obtinrent, la convocation anticipée de l'Assemblée Nationale, « en vue de faire prendre les décrets sur l'indexation agricole ». En 1959, c'est M. Antoine Pinay qui assumera la responsabilité de la suppression de toutes les indexations agricoles. Et voilà !

Si M. Pinay n'a pas de mémoire, certains Français se souviennent... que rien ne change.

∴

Le 12 mai 1959, le premier ministre, M. Michel Debré, a prononcé à la R.T.F. un discours sur l'Algérie et sur le sens de la révolution du 13 mai 1958. Jamais on n'a entendu un discours plus faux et plus erroné à la fois sur l'Algérie et sur ses conséquences. A tel point que l'on a pu dire, en toute objectivité, que « ces paroles n'étaient même pas honnêtes ». Conservez précieusement ce discours officiel. Nous aurons l'occasion, peut-être un jour plus prochain qu'on ne le pense, de confronter le discours avec l'actualité des faits. Il est généralement maladroit d'interpréter les faits historiques dans un sens partisan et... intéressé.

∴

Le bruit d'une saisie du livre de Pierre Fontaine, L'étrange mort de Conrad Kilian, a couru à Paris lors de sa sortie. Cause : soixante lignes concernaient M. Pierre Guillaumat pour des actions antérieures à sa nomination de ministre des Armées. Il est évident que ce livre, paraissant au moment où le ministre se trouve en difficulté avec les principaux chefs de l'armée, pourrait être un peu gênant. D'après l'éditeur, cette coïncidence est tout à fait fortuite car l'auteur travaillait à cet ouvrage depuis plus d'un an. La menace de la saisie ne s'est pas réalisée (à ce jour) ; à quoi peut tenir la libre expression de la pensée... même historique quand les « princes » sont maîtres ?

∴

Quand le chien court après sa queue ou les petites histoires de la suppression des subventions. Le budget de l'Armée se trouvera en face de six milliards de dépenses supplémentaires : 2 milliards pour le vin, 2 milliards pour les P.T.T. (télécommunications) et 2 milliards pour les transports.

∴

Le 13 février, le prix du pétrole baissait de 10 % à la production dans le Moyen-Orient. Le 1er avril, l'Etat français augmentait le prix des fuels... On sait que les pétroliers sont particulièrement bien placés dans la Ve.

∴

Jusqu'à la Ve, les curés n'étaient pas imposés, leurs revenus mensuels étant des plus modestes. Avec les signes extérieurs ,tout doit changer. La cure a une valeur locative (premier signe extérieur) et une servante (deuxième signe extérieur) équivalant à un revenu de 600.000 francs; beaucoup ont une petite voiture due à la générosité des paroissiens (troisième

signe : 180.000 ou 360.000 francs de revenus présumés). La politique Pinay frappe surtout les électeurs des modérés : les agriculteurs, les « bourgeois » et les curés .. La justice immanente commencerait-elle sur terre ?

⁂

Les Etats-Unis s'émeuvent de l'amenuisement de leur stock d'or garantissant le dollar; encore une diminution de plus d'un milliard de dollars. A Londres, nette hausse de l'or (en mai). A Paris, baisse de l'or ! Les orthodoxes de la finance ne comprennent pas très bien. A moins que « l'operation confiance » se joue sur tous les fronts. Les banques d'affaires gauchistes misent à fond.

⁂

M. Guy Mollet ne perd aucune occasion d'approuver la politique De Gaulle. Encore avant son départ pour Israël — Tel Aviv lui devait bien cette invitation en souvenir de 1956 — il a tenu à confirmer sa foi dans le général. Rappelons un de nos anciens échos. Le général rappelait sur le mode émouvant sa présence sur le balcon de l'Hôtel de Ville d'Arras, à la libération, à côté de M. Mollet. L'inconvénient est que M. Mollet, mobilisé, était loin de là ! Le « truc politique » fait-il partie de la grandeur ? Il est vrai que sans l'appui de l'U.N.R., M. Mollet ne serait sans doute plus parlementaire !

⁂

Un dessinateur humoriste a comparé le Sénat 1959 au radeau de la Méduse. Très juste. Des députés, boutés comme MM. Duclos, Mitterand (grâce aux voix communistes), Defferre, Barrachin et d'autres sont revenus à la surface sénatoriale. Le... virus ou la bonne place ? Le Séant sera-t-il moins caporalisé que l'Assemblée Nationale ? Après tout, quelle importance ?

⁂

Le Charivari fait remarquer que les grands historiens enseignent que la révolution de 1789 ne s'est r'ellement terminée qu'en 1875. Celle commencée en 1944 (que M. Pierre Gaxotte appelle : la révolution 1944/46) nous promet donc encore pas mal de remous pour arriver à... environ 75 ans de stabilité.

⁂

Selon « L'Argus de l'Automobile », en France, on comptait en 1954 : 332.310 voitures neuves immatriculées et 604.321 voitures d'occasion. On 1959, ces chiffrfes sont respectivement de 389.584 et 1.114.464.

En 4 années, 747.41» Français sont depenus propriétaires d'une voiture. Il y aurait beaucoup à dire sur cet indice de prospérité, qu'on le veuille ou non. L'auto est peut-être « entr'e dans les mœurs » encore faut-il avoir les moyens de l'acquérir.

⁂

L'Echo de la Presse, de Noël Jacquemart, ayant eu l'outre cuidance de ne pas trouver à son goût certaines mesures du ministre de l'Information concernant la liberté de la presse, les « nouveaux princes » ont réagi. Comment ? **L'Echo de la Presse** précise :

« ...A la suite de notre article, **des coups de téléphone sont partis** (nombreux) **du Ministère de l'Information.** On a téléphoné à certains présidents de syndicats, à différentes personnalités **et à d'importants annonceurs** de notre journal. Thème général de la conversation : l'article paru dans l'E.P.P. est proprement inadmissible et il faut couper la langue à ce Jacquemart et ne plus lui donner de publicité.

« Nous garantissons formellement notre accusation.

« En ajoutant que **c'est la première fois** depuis que notre journal existe que l'Information se permet une **pareille ingérence** dans la vie de notre journal... »

Un régime (s'il dure) qui promet !

∴

Si cette liberté de la presse s'amenuise, la faute en incombe principalement aux intéressés.

Quand L'Express **ou** France-Observateur **ou etc... est saisi, seule la presse de gauche (renforcée par la Ligue des Droits de l'Homme) proteste.**

Quand Rivarol **ou** Jeune Nation **ou etc... est saisi, seule la presse de droite proteste.**

Chacun prêche pour son saint. Ce manque de solidarité, voire d'élégance, sert les desseins gouvernementaux, puisqu'il n'y a aucune unanimité protestataire. Spéculation sur les divisions (même corporatives) pour régner.

∴

M. Alain de Sérigny, directeur de **L'Echo d'Alger**, a perdu, coup sur coup, les procès en diffamation qu'il avait intentés contre **L'Express** et le **Canard Enchaîné.** Il a été battu aux élections sénatoriales d'Algérie. M. de Sérigny s'était cru le **deus ex machina** du 13 mai 1958

La roue tourne aussi vite que les « révisions » d'opinions !

∴

Les inquiétudes officielles sont réelles sur la création d'une aviation rebelle F.L.N. Outre les Dakotas (achetés aux surplus britanniques), un certain nombre de Migs à réaction grossirait l'armada aérienne des fellagha. Effet psychologique et spectaculaire plus qu'efficacité réelle, certes, mais qui peut remettre en question toute la question algérienne. Un des collaborateurs de D. O. a souvent écrit que le temps ne pouvait plus travailler pour la cause fra çaise en Algérie. Il serait peut-être bon d'attendre que la paix soit définitivement rétablie en Algérie avant d'engloutir 230 milliards d'argent de contribuables en de mirifiques combinats industriels.

∴

L'aide de 18 millions accordée par la Grande-Bretagne aux réfugiés algériens (du Maroc et de Tunisie) est la suite normale des envois d'armes anglaises à M. Bourguiba. Cette aide est surtout, note avec bon sens **Le Charivari**, une assurance sur l'avenir... de l'indépendance algérienne, au cas où il faudrait traiter avec les futurs maîtres de l'Algérie pour les pétroles du Sahara. Et vive l'Entente Cordiale !

* * *

M. Houdet, ministre de l'Agriculture, las de voir avec quelle désinvolture et quel mépris le gouvernement traitait des questions agricoles intéressant 32 % de la population française, a préféré opter pour son mandat de sénateur. En ce régime de compétences, on n'a pas trouvé un seul agriculteur pour le remplacer. C'est M. Rochereau, docteur en droit et exportateur, **qui préside ministériellement aux destinées agricoles du pays !**

* * *

Selon des chifffres récemment publiés à Tunis, le budget du gouvernement tunisien est axé sur un équilibre tenant uniquement compte des largesses américaines. On sait peu qu'une grande partie du sud-tunisien a été accordé en permis exclusifs de recherches aux sociétés américaines **Conoroda** et **Som Rimrok**. C.Q.F.D. Opération tentante dans une Algérie « indépendante » !

* * *

La famille du Maréchal Leclerc s'est émue à la suite du livre de Pierre Fontaine, La mort étrange de Conrad Kilian, **relatant le processus qui aboutit à « l'accident » mortel du général Leclerc. On apprit ainsi qu'à deux reprises différentes, le famille Leclerc de Hauteclocque avait demandé, à la** présidence du **Conseil, communication du rapport sur « l'accident »** d'aviation **qui coûta la vie au conquérant du Fezzan. Réponses : il n'y a pas eu de rapports !**

A qui fera-t-on croire, étant donné la personnalité de Leclerc, que le gouvernement n'a pas été saisi d'un rapport ? Cette maladresse semble confirmer la thèse, révélée par Pierre Fontaine dans son ouvrage, sur la vérité concernant la mort de Leclerc.

Il se pourrait que cette affaire connût d'autres rebondissements avec la disparition, en avion, du général Testard et du commandant Aber, chargés du projet de frontière saharienne, au cours d'un « orage » qui ne laissa aucune trace météorologique...

* * *

A propos du débat sur l'Algérie à l'Assemblée Nationale (de l'**Africain**, d'Alger) :

« ...Au Palais-Bourbon on écouta peu M. Chelha (qui fit un exposé admirable) et on lui fit peu de fêtes alors que lorsque Mme Khebtani insulta à la même Algérie dite de Papa et justifia la rébellion, ce fut l'unanimité et l'enthousiasme de la droite à la gauche de l'Assemblée...

« ...Mme Khebtani avait déjà attiré notre attention lors des élections municipales illustrant le cri de guerre de triste mémoire : « A nous toutes les places et toute de suite ! » Déjà député, voulant aussi être maire, elle exigea — au nom de l'égalité (!) — que la Conseillère municipale de statut civil français retirât sa candidature à son profit. Si l'heure de la fraternité qui l'avait faite député avait réellement sonné, cette fraternité n'exigeait-elle pas que la Musulmane demande à la Française d'être maire d'une ville dont elle-même était député ? »

Préparation des lendemains qui déchanteront (pour les Français).

* * *

Lectures Françaises **font remarquer que l'adjoint au maire communiste de Saint - Denis (Seine), M. Gillet, est M. Benhamou. C'est en leur**

présence que M. J.-J. Schreiber, de L'Express, **a pris la parole au cours d'une réunion en faveur de la négociation en Algérie. Notons en passant, que** L'Express **est un des hebdomadaires politiques qui a un des plus fortes ventes à Alger.**

⁂

Selon M. Bourguiba, s'il n'y avait pas de « presse réactionnaire » en France, « il y a longtemps que la question algérienne serait résolue ». On devine dans quel sens. L'opposition — mal soutenue par les Français d'Algérie — a quand même du bon.

⁂

Dix-sept motifs d'inculpation contre Rivarol **pour atteinte à la dignité de la personne du Président De Gaulle. Or,** Rivarol **est de la « petite bière » à côté de l'irrespect écrit et dessiné du** Canard Enchaîné ! **Le célèbre dessinateur Ben, auteur du fameux pamphhlet** Voyage en Absurdie, **se manifeste à nouveau avec le retour du gaullisme avec un** Retour en Absurdie. **A lire. Très peu apprécié dans les shères élyséennes.**

⁂

« La tactique communiste consiste à envoyer, en Guinée le maximum de cadres. Un es secteurs essentiels est l'enseignement. Au lycée de Conakry, sur 7 professeurs recrutés depuis l'indépendance, 5 sont communistes, les deux autres sont des catholiques progressistes. Le professeur Bettelheim, spécialiste des questions économiques, s'est rendu à Conakry afin d'étudier avec M. Sékou Touré les possibilités de la planification.

« Au sein du gouvernement, l'homme de confiance des communistes, est le ministre de l'Intérieur Fobeda, qui entretient un régime de suspiçion généralisée. Les diplomates des pays satellites afffluent à Conakry. »

C'est un résultat de la Constitution française 1958 ! Le coin rouge s'enfonce en Afrique noire.

Willy-Paul ROMAIN.

PARACELSE

Alchimiste et médecin

Depuis que le monde existe, la crainte et la curiosité des faits et choses supra-terrestres ont hanté l'esprit des hommes. Quelles connaissances — souvent demeurées à l'état de prémisses — n'a-t-on pas groupées au hasard sous le nom de sciences hermétiques ! Sorciers, cabalistes, mages et alchimistes ont défrayé la chronique et la défraieront longtemps encore. Pourtant, de ce fatras reste une double évidence contre laquelle il paraît difficile de s'élever. En effet, d'une part, les conditions intellectuelles et les preuves de vertu que les alchimistes imposaient à ceux qui voulaient s'adonner à la poursuite du Grand Œuvre, fin dernière de leur étude, supposaient une sélection très rigoureuse et limitaient sévèrement le nombre des élus. Ce n'était donc pas vainement qu'ils se disaient les Sages, les Philosophes par excellence, leur « Pierre philosophale » n'étant, si l'on veut, que 'lexplication et le secret de l'édification du monde et de ses humeurs.

D'autre part, il est non moins certain que l'alchimie, à son corps défendant, a tracé la voie de certaines découvertes à la chimie, encore que ce fut là le fait d'alchimistes fourvoyés et qui ne sauraient donc être considérés comme de véritables philosophes.

Certes, les ouvrages des grands alchimistes sont abstrus et souvent peuvent paraître très artificiels. Des auteurs comme Zozime dans l'antiquité, Nicolas Valois au XVe siècle, d'Espagnet, Nicolas Flamel en France, l'Anglais Elie Ashmode, l'illustre comte de Saint-Germain, au XVIIIe siè-

cle, ont pourtant apporté sur les « choses naturelles » des précisions non dénuées d'intérêt: L'expression symbolique sous laquelle se dissimulaient les résultats de leurs recherches procède d'un besoin d'imagerie, de représentation figurée, qui est commun à la plupart des croyances et il y aurait autant à dire sur la symbolique des Papous ou des Incas, le sens du totémisme, la sacralisation du profane admise par le dogme catholique, que sur le fait du symbole dans l'univers propre aux alchimistes. Et lorsqu'un Galilée cachait la découverte de Saturne sous un singulier et obscur logogriphe, poursuivait-il un autre dessein que de réserver les conséquences qu'on ne pouvait manquer de tirer de son invention ?

La notion d'initié n'est pas neuve. Toutes les religions, toutes les communautés d'esprit l'ont admise, mais ce n'est pas toujours dans le but avouable de réserver les connaissances du groupe à ceux-là seuls qui présentaient les garanties morales et intellectuelles suffisantes pour être jugés dignes d'y puiser un savoir particulier.

Or, si un docte au monde pouvait, malgré les apparences, ne jamais mériter d'être éclairé sur l'alchimie, c'est bien ce singulier médecin que le XVIe siècle connut sous le nom de Paracelse.

∴

Celui qui répondait au nom prestigieux de Philippe-Aurélien-Théophraste Bombast de Hohenheim et que ses contemporains, comme la postérité, appelèrent plus simplement Paracelse, naquit le 17 décembre 1493, à Einsiedeln, petite localité du canton de Schwitz, près de Zurich. Son père, fils naturel d'un prince Bombast de Hohenheim, exerçait la médecine. Il fit instruire son fils dans son art et tout permet de croire qu'il lui en fit apprendre plus que lui-même n'en savait, ce qui ne fait pourtant pas beaucoup. Cependant, le jeune Hohenheim, studieux et disposé à s'informer, sut spontanément retrouver, à côté des livres, les sources profondes de la médecine : la terre, les plantes, les eaux, les minéraux, Après un séjour de quelques années à Villach, en Carinthie, où il apprit dans les mines de cuivre, les pratiques de l'analyse, la synthèse, les mélanges des métaux, son père le lâcha en liberté sur les grands chemins et, comme tant d'écoliers de son temps, Paracelse promena ses seize ans et sa formation scientifique déjà valable, d'Espagne en Italie et d'Allemagne en France, attrapant quelques leçons au hasard

de ses passages dans les universités de Salamanque ou de Montpellier, sans cesser de cultiver deux arts bien déterminés : la chimie et la nécromancie. Et ce curieux vagabond ne renonçait pas pour autant à sa piété originelle, qui se confirmait plutôt à la découverte de l'origine authentique de la science : la nature.

Il est possible — mais ses biographes ne l'affirment pas — que son capricieux voyage l'ait conduit en Suède, en Orient, en Egypte et dans cette Tartarie à demi-mystérieuse, pays par excellence de la magie et des enchantements. C'est enfin à Innsbrück, où il se trouvait vers 1520, qu'il perfectionna ses connaissances en chimie auprès d'un certain Fueger, propriétaire de mines de métaux. C'est aussi vers cette époque que s'affirme sa conviction de la prééminence du travail de laboratoire sur l'application routinière des enseignements livresques. Le passage bref qu'il fit, un peu auparavant, dans l'armée hollandaise en qualité de chirurgien militaire, lui avait permis nombre d'expériences instructives.

Quoiqu'il en soit, lorsqu'il revint en Basse-Allemagne en 1526 pour s'installer à Strasbourg, — il avait alors trente-trois ans — il portait le titre de docteur en médecine, exerçait son art avec un paisible détachement, invoquait, par nécromancie, l'âme de Gallien et celle d'Hippocrate, composait empiriquement de singuliers remèdes et ne manquait pas de faire à tout propos et hors de propos des déclarations définitives et édifiantes sur son propre talent. Mais, et ceci est le plus remarquable, il parvenait à réussir comme en se jouant, quelques cures remarquables, notamment sur la personne d'un prince de Bade (qui ne le paya point) et, surtout, sur Erasme, qui séjournait alors à Bâle.

Les magistrats du Conseil de cette ville eurent leur attention attirée par de tels états de service et, sans attendre l'avis des maîtres de leur célèbre université, appelèrent Paracelse à une chaire de médecine et physique. Il y monta, en 1527, avec son aplomb coutumier, commença par faire brûler les ouvrages d'Avicenne, Gallien et autres, puis déclara qu'il abandonnerait le traditionnel usage du latin pour faire ses cours en allemand, comme Luther l'avait fait pour l'enseignement de la Bible, quelques années plus tôt. Il entreprit ensuite de démontrer ou, mieux, d'exposer avec une véhémence sans cesse moins contrôlée, comment il avait été désigné par Dieu pour rénover la médecine et devenir le monarque d'une bonne partie du monde grâce au pouvoir qu'il avait de prolonger la vie et de guérir les incurables au moyen

de remèdes secrets de sa composition. Il avait mis au point, entre autres, à partir du mercure, du soufre et du sel, qui sont les trois éléments de base de la chimie (pris d'ailleurs plus pour leurs vertus symboliques que pour leurs propriétés particulières), un certain Elixir de propriété de Paracelse, auquel il attribuait la puissance d'une panacée.

Cependant, il conduisait ses élèves au chevet des malades et leur faisait réaliser maintes expériences de laboratoire : ce qui était, évidemment, d'extraordinaires nouveautés.

Ce singulier professeur eût sans doute acquis une gloire certaine si la pureté de ses mœurs n'avait été sujette à caution. Outre l'habitude qu'il avait de professer ou d'exercer son art à demi-ivre de vin, il couchait dans les cabarets, et, avec un goût immodéré pour la grosse farce, se livrait parmi le bas peuple, à des plaisanteries douteuses. Ses divertissements peu avouables et sa mysoginie bien connue accréditaient le bruit, lancé par ses ennemis, qu'il avait été castré dans sa prime jeunesse.

Son emphase, le vague de ses propos parfois teintés de mysticisme, dans lesquels il noyait l'exposé de connaissances proprement scientifiques et d'ailleurs multiples et solides, firent croire à la vanité de son enseignement. Chacun fut bien vite convaincu, tant dans les conseils de l'université que parmi les scoliastes et écoliers, que Paracelse était d'abord un charlatan et que les hardiesses de ses innovations étaient surtout un masque pour son ignorance. Il faut sans doute croire que la témérité avec laquelle il avait porté la hache dans l'enseignement traditionnel de la médecine lui créa de solides inimitiés dans le rang des maîtres qui, philosophes ou médecins, ne savaient jurer, depuis des siècles, que par Gallien et Aristote. Toujours est-il que Paracelse dut s'enfuir honteusement de Bâle après une seule année d'exercice du professorat. Il n'avait alors que trente-cinq ans à peine.

Dans les années qui suivirent, on le vit, escorté d'abord de son secrétaire, puis de quelques rares adeptes de sa théosophie, nanti de ses appareils d'alchimiste, mener une vie d'astrologue ambulant, magicien, chirurgien, théologien et écrivain malheureux, ses livres étant interdits avant même d'être écrits. A Colmar, Ensisheim, Nuremberg, Saint-Gall, Augsbourg, Vienne, il promena son enthousiasme, sa fantaisie, ses convictions de la valeur de ce qu'il apportait à la médecine : une rénovation et une libération.

Il revint enfin à Villach, en Hongrie, où il avait vécu dans sa jeunesse, et écrit alors son « Labyrinthus medicorum », éreintement définitif de la médecine officielle et des médecins. Puis, après avoir vécu en plein dénûment à Klagenfurt, Munich et Breslau, il mourut misérablement, mais en chrétien, à Salzbourg, le 24 septembre 1541, à quarante-huit ans à peine. Il s'éteignit à l'hôpital où l'avaient conduit sa vie errante, ses excès et peut-être son ivrognerie, sans avoir pu tenter de « prolonger sa vie », ni même de se guérir.

∴

L'enseignement de Paracelse paraît aujourd'hui à qui le veut examiner objectivement (1) et en dehors de toute considération de valeur purement scientifique dans le domaine médical, influencé nettement par la doctrine des alchimistes. Lorsqu'il voit dans l'homme une réplique du monde, l'intellect étant Dieu, le corps figurant le monde sublunaire, le fluide unissant l'esprit à la matière représentant les astres, Paracelse reprend à son compte les bases mêmes du Grand OEuvre. De même, lorsqu'il compose des médicaments à partir de l'opium, de l'antimoine et de l'arsenic, ainsi qu'à l'aide du soufre et du mercure, il s'inspire des opérations initiales de l'alchimie.

Certes, lorsqu'on constate qu'il n'a tenu sa chaire à l'université de Bâle que pendant un an et que, promoteur d'une science dont il parvenait mal à exprimer les données profondes — il n'est, à cet égard que de déchiffrer le copieux « Liber paragranum » où il tente d'expliquer son attitude en tant qu'enseignant — il paraît évident que l'intérêt de son histoire réside moins dans son activité de médecin que dans celle de mage. Encore ne doit-on pas prendre ce mot dans son sens étroit. Inspiré par les fonctions secrètes de la nature et, on le sait, initié très tôt aux pratiques de l'astrologie et de la nécromancie, il se préoccupa trop peu, parfois, de contrôler la valeur des résultats que lui donnaient les expériences entreprises. La vivacité de sa pensée toujours en mouvement, toujours orientée vers la recherche de l'inconnu y est probablement pour beaucoup dans ce comportement et s'il faut lui reconnaître le mérite d'un certain courage, son intégrité ne peut être admise sans réserve.

(1) Son œuvre a été éditée en Allemagne par les soins du Pr. Karl Sudhoff.

Au cours de ses vagabondages, plutôt que les grands médecins, il eut surtout le souci de rencontrer des guérisseurs, des magiciens, de vieilles femmes instruites dans la science des simples et se fiant aux coutumes ancestrales pour soigner. Il fréquenta même des charlatans avérés. Tous ces personnages exploitaient, sciemment ou non, mais avec succès, la crédulité et la superstition qui régnaient en maîtres parmi le peuple au début de ce seizième siècle. Sans doute ne retenait-il de leur contact que ce qui pouvait étayer ses propres convictions : les rudiments d'un empirisme malgré tout instructif.

La religion étant la base d'un monde où s'affrontaient la Réforme et l'esprit renaissant, Paracelse était assuré de se donner une large audience en fondant le renouveau de la médecine sur une sorte de théologie élémentaire. Il prêchait d'exemple, d'ailleurs et ne s'était jamais départi d'une attitude de bon catholique, ennemi de Luther, au surplus. De la sorte, il attribuait à ses pratiques une essence divine. Se prétendant éclairé par Dieu, il entendait convaincre chacun du pouvoir proprement spirituel de sa thérapeutique. De là à voir en lui un génie, ainsi que l'a fait un de ses complaisants biographes (1), il y a une marge certaine.

Jusque-là, ses expériences médicales et chimiques pouvaient paraître logiques, constructives et, dans la mesure où l'époque les tolérait, saines. Mais il ne s'en tint pas là, si l'on en croit Erasme qui, l'ayant consulté à l'époque de sa gloire, alors que lui-même vivait à Bâle lors de sa querelle avec Luther, et ayant entretenu une longue correspondance avec lui, a pu écrire sa vie. Paracelse, donc, ne faisait pas mystère de son commerce avec le Diable, allant même jusqu'à déclarer qu'il importait peu qu'une guérison fut obtenue avec l'aide des démons. Dans l'un des rares « Traités » qui puissent lui être attribués en propre — car ses élèves et adeptes semblent avoir rédigé de longs fragments de ce qui fut publié au XVI° siècle en latin et surtout en allemand sous son nom — et où il étudie l'épilepsie, il parle de la démonomanie comme d'une science plutôt que comme d'une affection. Il explique également sa méthode empirique par l'évidente nécessité de s'en remettre aux forces occultes dissimulées dans la nature et dans les êtres du soin de mener à bien les opérations entreprises par voie de magie ou à l'aide de procédés de laboratoires proches du sortilège.

(1) Cf. Frédéric Gundolf, « Paracelse » (Je sers, Paris, 1935).

Ce Mesmer moins savant, ce Cagliostro moins convaincant, avait ainsi résolu à sa manière les problèmes physiologiques les plus ardus. Le moins qu'on en puisse dire, c'est que la confiance qu'il avait autant en lui-même qu'en son art, pour ce qu'il le tenait de la volonté de Dieu, pouvait avoir sur ses patients et ses auditeurs un effet stimulant considérable. Quoi de mal à ceci ?

∴

Malgré ses défauts, cette vanité incommensurable, cette témérité dans l'affirmation de faits insuffisamment observés et à peine établis, de charlatanisme évident que l'imprécision de son langage et l'enflure de son écriture accentuent encore, Paracelse garde le mérite d'une certaine sincérité, si l'on entend par là que, contre toute évidence, il avait foi en ce qu'il énonçait. Ne fallait-il pas, d'ailleurs, qu'il eut une singulière sérénité d'âme pour concilier, sans craindre l'hérésie, les influences divines et les interventions démoniaques dans la pratique de la médecine ?

Un ouvrage curieusement documenté (1) rapporte que : « On crut également que Paracelse avait enfermé dans le pommeau de sa fameuse épée un démon auquel certains ont donné le nom d'Azoth (...). Cependant, à la lecture de ses œuvres, entre autres de son « Liber Azoth », il ést aisé de se convaincre qu'Azoth n'était point un démon, et que Paracelse désignait sous ce nom le Mercure de vie des Alchimistes ».

Or, le mercure est la matière première des alchimistes ; c'est à partir du mercure que s'échafaudent les hypothèses et opérations qui doivent conduire à la découverte de la pierre philosophale, laquelle, outre qu'elle permet la transmutation des métaux ordinaires en or, donne les suprêmes connaissances, notamment le secret de la Teinture de Trismégiste, qui permet de prolonger la vie de plusieurs siècles ainsi qu'il advint à Mathusalem et autres patriarches. Mais ce mercure d'où procède le labeur alchimique n'est pas celui qui emplit variablement les baromètres, c'est un métal placé sous le signe du Dieu du même nom (1) et soumis à

---

(1) Grillot de Givry, « Le musée des Sorciers, Mages et Alchimistes » (Librairie de France, 1929).

(1) Cf. Apukée : « dans leurs cérémonies mystérieuses, les magiciens invoquaient Mercure comme intermédiaire des enchantements » (Apologie).

une série d'opérations rituelles. Leur nombre n'a jamais pu être exactement retrouvé, mais on sait qu'elles consistaient, grosso modo, en : cuisson, ébulition, évaporation, décantation, etc..., suivies de mélanges. Cette chimie transmutatoire ne présenterait d'ailleurs qu'un bien mince intérêt si, sans doute afin de corser la difficulté, ceux qui la pratiquaient n'avaient jugé nécessaire d'en soumettre l'exercice à telles conditions astrologiques rigoureusement déterminées. La place du symbole, dans tout ceci, est énorme et le symbole justifie tout, réussites spectaculaies ou échecs.

Aussi Paracelse pouvait-il à bon droit se prétendre maître es arts alchimiques dès l'instant que lui, qui avait une certaine science de la chimie des métaux, rappelait en outre que les phases essentielles de toute expérience ne pouvaient être accomplies avec le maximum de chances de réussites que très exceptionnellement. Une fois dites les prières à Dieu, une fois consultées les tables des astres, une fois invoquées les mânes des maîtres disparus, alors seulement commençait la partie incantatoire du travail, laquelle précédait la phase opératoire qui, contrairement à ce que l'on peut penser, n'exigeait qu'un matériel assez rudimentaire. Et surtout, à l'exclusion de tout autre, le vif-argent était le matériau indispensable. Tout ceci, on en retrouve le développement dans le « Traité des trois essences premières » (1), parmi bien d'autres discours.

Donner une analyse, même succinte, des œuvres de Paracelse serait, on le conçoit, fastidieux. Le médiocre trop souvent l'emporte sur le bon et il n'est que de parcourir les trois in-folio publiés, en latin, à Genève en 1658 — édition qui passe pour la meilleure — pour s'en assurer. Un fait demeure, qui est à retenir : l'étrangeté du personnage a vivement excité en tous temps la curiosité des commentateurs et des amateurs d'histoire littéraire au moins autant que celle des écrivains scientifiques. On peut citer une bonne vingtaine d'ouvrages ou d'importants chapitres de dictionnaires qui, depuis deux siècles, parmi les plus remarquables, lui ont été consacrés.

---

(1) Traduit du latin par Grillot de Givry (Chacornac, 1925). Le même traducteur a donné chez le même éditeur les « Œuvres complètes, traduites de l'allemand et collationnées sur le texte latin ». On peut signaler aussi les deux traductions de « La grande chirurgie de Paracelse » (par Cl. Dariot, Lyon, 1593 et 1603) et la « Petite chirurgie » (Paris, 1623).

C'est que Paracelse a été avant tout un précurseur. Contemporain de Luther, avec lequel il a, par son comportement, plus d'un trait commun, il fut un enthousiaste, un déboulonneur d'idoles, une force de la nature. Mage et alchimiste, il a apporté à la médecine le fruit de ses recherches et il a largement contribué à l'orienter vers de nouvelles voies. Quel que fût l'esprit qui présidait à ses travaux, cela reste et il faudrait, objectivement, tenter de lui restituer ce mérite ne faisant abstraction de son verbiage, de son emphase, de tout ce charlatanisme de surface qui, indubitablement, a caché une sûre intuition du mystère de l'homme.

WILLY-PAUL ROMAIN.

Un ami a été couronné

Thierry MAULNIER

Grand Prix de Littérature de l'Académie Française

Peut-être garde-t-on toujours un lien d'imagination plus sensible avec les modes de vie, avec les modes tout court, qui étaient en faveur l'année de sa naissance. Il existe en tout cas, je crois, une complicité particulière entre un certain nombre de garçons qui naquirent autour de 1925 — la génération des vingt ans en 1945 dont parlait un jour Nimier — et d'autres qui, adolescents en cette même année 25, découvraient alors Paris, l'indépendance, l'amitié et les jeux, la vie.

Les années ont passé, des colères se sont éteintes, des enthousiasmes se sont assagis, des intérêts se sont estompés, d'autres réflexions sont venues et se sont approfondies : jamais on entendra le nom de Thierry Maulnier sans qu'en nous la petite sonnette du cœur se fasse entendre. Thierry Maulnier, ce sont les parties de bridge dans la cour de l'école, dont nous entretenait Robert Brasillach, ce sont les pièces de Pitoëff, les robes-chemises, les grands films de 1925, c'est son intelligence impavide et coupante. C'est sa jeunesse même, avec laquelle nous sommes mystérieusement liés, puis cette réflexion froide et pourtant entêtée sur les plus graves problèmes politiques et sociaux dont nous avons été obsédés. Et c'est aussi son courage en 1945 pour tenter de sauver ceux dont la guerre l'avait éloigné.

Sa sagesse, pourtant, nous avait parfois irrités. Nous repensions avec une colère dépitée à cet autre normalien dont parle Jules Romains, qui était capable de séparer tout du long la morale de Descartes de celle de Kant à la façon parfaite dont un employé des P.T.T. découpe son pointillé sans se sentir concerté le moins du monde. Nous souhaitions que les lames intellectuelles qui traversaient ce fakir le fassent parfois saigner. Et il semblait ne pas même les sentir !

Nous n'avons compris que plus tard que cet élève très détaché — on dirait plutôt ce jeune collaborateur — de Maurras était en réalité le dernier penseur à profiter raisonnablement de la grande leçon maurrassienne que nous avions admirée. En face de tous les romantismes de notre jeunesse, il était le représentant de cette méfiance maurras-

sienne à l'égard de ces emportements dont, par complicité secrète, on ne connaît que trop les dangers. « Ce romantisme, a-t-il écrit un jour de 1944, nous cerne maintenant de toutes parts, et une grande partie de notre jeunesse s'y est jetée : c'est même là le problème actuel de la jeunesse. » Et il ajoutait : « Il n'est pas vrai que les grands changements révolutionnaires façonnent aussitôt des hommes à leur mesure, c'est-à-dire des hommes aptes à les conduire et à les dominer ; ils créent en réalité des hommes à leur image, c'est-à-dire prompts à s'y abandonner. »

Tout est là de la revendication essentielle qui est au centre de l'œuvre de Thierry Maulnier, de son combat pour la clarté, contre les nuées. Deux essais, très tôt, dominent son œuvre littéraire, constituent comme les pôles par rapport auxquels elle se détermina : un « Nietzsche » paru en 1933 et un « Racine » paru en 1935. Nietzsche, c'est la tentation du nihilisme qu'il dut bien connaître pour en parler si longuement et si fortement, nihilisme dont il a dit qu'il constituait le point de ralliement de ceux qui ont choisi, à notre époque, « le comportement de l'aventurier sans espoir dans un monde imperfectible ». Racine, c'est le contraire du romantisme, ce n'est pas la clarté, c'est l'effort vers la clarté, c'est la préférence donnée à la lumière sur les ténèbres.

L'effort permanent de Thierry Maulnier est de donner à la politique le *sérieux* dont elle a presque toujours manqué à droite. Il est vrai que souvent la « révolution » n'a été que ce monde de mythes et d'images dont on s'enchante et que l'on envisage même pas de faire passer dans les faits. Pour Thierry Maulnier, la politique n'a jamais été destinée à créer un *état intérieur*, mais bel et bien à transformer le monde extérieur.

Mais la transformation de ce monde est inséparable de l'homme par lequel et pour lequel elle se fait. Le titre du premier livre de Thierry Maulnier, « La crise est dans l'homme » est significatif de ce qui sera toujours la préoccupation de cette manière de *fasciste libéral :* sentiment de la décadence menaçante, vue claire de la « réforme intellectuelle et morale » à opérer, mais refus obstiné de parler en l'air et de se payer de mots.

Lorsque l'on songe à tous les morts, et — ce qui est peut-être pire — à tous les morts vivants pour déception qu'a faits cette fatalité politique d'une grande partie de la bourgeoisie française, on se doit d'être reconnaissants à Thierry Maulnier d'avoir toujours pesé, avant de parler, si ce qu'il disait était *possible*.

C'est un droit de plus qu'il a à notre amitié.

Bernard VORGE.

LES LIVRES DU MOIS

ALGERIE FRANÇAISE, par André Figueras (*Editions A.F.*, 20, rue N.-D. de Recouvrance - Paris).

Après *Nous sommes Frey,* il était permis de se demander si André Figueras, le gaulliste désenchanté, avait une suite de la même veine dans sa plume. L'écrivain est un véritable pamphlétaire car *Algérie Française* (le titre n'est pas bon), n'est pas un plaidoyer ou un réquisitoire comme tant d'autres livres sur le même sujet. C'est une tornade, un jeu de massacre des politiciens qui décident de l'outre-mer sans connaître la question. Même si l'on ne partage pas les vues intégrationnistes de l'auteur, il faut lire ce petit livre plein de verve, de truculence, d'humour. André Figueras est sincère et sa sincérité est véhémente. Opinions mises à part, le journaliste-écrivain rappelle l'intransigeance caustique de P.-A. Cousteau.

André Figueras est un politique renseigné qui connaît beaucoup de monde. Il n'est tendre pour personne, de Mendès-France à Pinay, dont il ne vante pas la subtilité ; pour lui, nos hauts fonctionnaires sont des « paillassons distingués ». Sa fresque des bradeurs de la IVe est haute en couleur lorsqu'il évoque les *Ten Per Cent* qui faisaient « débourser un milliard à la France pour empocher, eux, mille balles ». Bref, André Figueras brosse assez heureusement la psychologie de l'abandon et de la servitude à l'étranger qui durent depuis quatorze ans. Le Président de Gaulle n'est pas épargné dans la corrida. Cela pour en arriver à l'Algérie qui, d'après l'auteur, finira par succomber à ce virus de la débilité dévorant presque tous les gouvernants français.

L'écrivain a des vues qui ne concordent pas avec les miennes. Les jardins au Sahara grâce à l'eau sont possibles, mais il a oublié le soleil et n'a jamais vécu à longueur d'année dans une oasis du Sud. Il situe assez justement l'importance exacte de Bourguiba dont l'insolence ne s'explique que par la pusillanimité des dirigeants français. La solution de Figueras est intégrationniste. Nos lecteurs connaissent notre opinion à ce sujet ; nous comprenons le pamphlétaire lorsqu'il lance cette idée — vraiment nouvelle — « France, capitale Alger ». La capitale de la France se trouvant sur la rive africaine, l'Algérie serait bien obligée de demeurer française. Après tout, pourquoi pas ? Mais l'auteur est-il certain que l'équivoque ne règne qu'à Paris ?

Un petit passage généreux, vif, peut-être un peu trop rapide, mais que l'on prend plaisir à relire pour retrouver les « chutes » séduisantes et mordantes qui ne rehaussent pas le prestige des hommes politiques français !

P. F.

Gabriel MARCEL, *« Théâtre et Religion »* (*Editions Emmanuel VITTE, collection « Parvis »*, dirigée par Jean HUGUET, 112 pages, 750 francs).

Une vérité sans cesse approfondie...

Philosophe, critique et auteur dramatique, M. Gabriel Marcel est connu à ce triple titre comme un écrivain chrétien. Qui, pourtant, lisant sa prose aérée, mobile et comme frémissante dans sa poursuite inlassable de la vérité, se souviendrait que cet homme de notre siècle eut pour parrain, lors de son baptême d'adulte, François Mauriac ? Il y a une telle distance entre eux ! Donc, M. Gabriel Marcel, penseur modeste, livre dans un petit volume sa méditation sur un sujet qui lui tient à cœur : le théâtre chrétien contemporain. « Théâtre et Religion » (Em. Vitte, Ed.) se présente comme une étude en forme de discret commentaire sur la place de la religion sur nos scènes modernes, place conquise depuis un siècle à peine mais qui s'élargit depuis vingt ans. La raison en est dans ce que la religion a apporté au théâtre et cet apport, c'est l'élément profondément dramatique et authentiquement humain que le fait religieux y introduit, en présentant des personnages totalement habités par ce drame. « Le drame est au cœur de la religion chrétienne » et « Toute vie humaine, dans cette perspective, est participation à la vie — donc au drame — du Christ », écrit M. Gabriel Marcel, mettant ainsi en évidence la richesse de cet apport qui n'est pas un aspect du sujet, mais Le Sujet par excellence. Car ce drame que vivent les personnages leur confère une réalité à laquelle le théâtre ne nous a pas toujours habitués.

Il y a là de précieux jugements : sur Claudel, à propos de qui l'auteur rappelle le mot de Gide : « achevé « le Soulier de satin » : consternant ! »..., sur Gide même, sur le « Dialogue des Carmélites », sur « Port Royal », etc... Quant à Sartre, s'il voit en lui un blasphémateur de talent, on ne saurait s'en étonner, puisqu'il le désigne plus comme un anti-théiste que comme un athée et qu'il regrette que le polémiste ait, en lui, nui au dramaturge.

« L'idée du drame chrétien dans son rapport au théâtre actuel », étude qui fait suite à « Religion et blasphème dans le théâtre contemporain », précise l'orientation de cet essai et convie à réfléchir sur cette vérité : que l'art, en sacralisant, aide à la découverte de la condition humaine. Et l'on aimera que l'étude s'achève sur une sorte de recommandation à la réserve et à la modestie que M. Gabriel Marcel adresse aux jeunes auteurs — comme aux critiques, cela est sous-entendu — s'ils veulent œuvrer efficacement pour l'art et pour les êtres.

W.-P. ROMAIN.

⁂

JEAN GALTIER-BOISSIERE : *Histoire de la Grande Guerre* 1914-1918 (*Productions de Paris*, 9, rue de Lincoln, Paris-8ᵉ).

Les Productions de Paris viennent d'avoir l'excellente idée de faire reparaître dans la présentation Club le livre de GALTIER-BOISSIERE, « L'Histoire de la Guerre 1914-1918 ».

Admirablement illustré par des documents appartenant à la riche collection du CRAPOUILLOT, cette histoire de la Guerre porte la marque de l'esprit libre et lucide qui a toujours animé GALTIER-BOISSIERE. Elle est aujourd'hui un sujet d'amères réflexions et les arguments très personnels de l'auteur ont toujours quelque chose d'excitant et de vigoureux qui amène à réfléchir.

La mise au point tout à fait remarquable faite en particulier sur le rôle de Joffre dans la conduite des opérations, ses rapports avec Galliéni, la réhabilitation très justifiée du Général de LANREZAC, et surtout l'effroyable stupidité des conceptions de l'Etat-Major en 1914, sont mis en relief d'une façon vigoureuse.

Il en est de même pour les jugements qui tendent à reviser des réputations assises sur la propagande comme celle de DELCASSE, de POINCARE ou de CLEMENCEAU.

Les documents abondants et variés font apparaître également d'une manière inattendue les arrière-plans diplomatiques de cette guerre.

Il est impossible de lire ce livre sans faire d'amères comparaisons avec notre temps et se poser bien des questions.

Si l'entrevue de Guillaume II et du Tsar NICOLAS, au cours de laquelle les deux souverains s'étaient mis d'accord pour constituer un axe Berlin-St-Pétersbourg auquel devait être associée la France, avait pu se réaliser, si cet accord n'avait pas dressé contre lui l'unanimité des diplomates et affolé ceux qu'on appelait alors les hommes d'Etat, n'aurait-on pas fait l'économie d'un demi-siècle de catastrophes ?

On ne peut s'empêcher de se dire, en lisant ce livre, que rien n'était plus facile à éviter que cette guerre et que rien aussi n'était plus mal préparé. Mais il y avait la fameuse petite tâche violette de l'Alsace-Lorraine. Nous avons assez reproché aux Serbes d'avoir voulu faire luire leur œuf. Il est permis de se demander si l'on ne peut pas faire le même reproche au Gouvernement Français : pour récupérer deux provinces, dont l'une au moins parle allemand, nous avons mis le feu à l'Europe entière et nous avons déclenché une catastrophe générale dans laquelle la civilisation toute entière risque de s'engloutir.

Quant aux conceptions de l'Etat-Major en 1914, quant aux erreurs tragiques commises sur la puissance du feu et sur la vertu de l'offensive, elle mérite les brocards dont nous accablons un peu trop facilement l'Etat-Major de Napoléon III.

A la lecture du livre de GALTIER-BOISSIERE, on retire, il faut le dire, une grande sympathie et une immense admiration pour JAURES. Aurions-nous été jauressiste en 1914 ? Je n'en sais rien, mais il est incontestable que nous nous sentons jauressiste en 1960.

Une fois de plus, la lecture de cet excellent petit livre nous montre combien l'histoire est falsifiée et fragile.

GALLIENI prit, contre les ordres formels de son Commandant en Chef, des décisions qui, si elles n'avaient pas été consacrées par la victoire, devaient le mener directement au Conseil de Guerre. LANREZAC fut limogé, ou plutôt offrit sa démission, sous la même menace de Conseil de Guerre, parce qu'il se refusait à un certain nombre de sottises un peu trop évidentes. DELCASSE était un imbécile, hargneux, auquel je regrette fort qu'on m'ait fait vouer pendant toute mon enfance un culte respectueux. Quant à CLEMENCEAU, je n'ai pas attendu le livre de GALTIER-BOISSIERE, heureusement, pour le considérer comme un imbécile sanguinaire.

Quoi qu'en dise une tradition qu'il est un peu trop facile de soutenir après un bon repas, je ne crois pas que les imbéciles sanguinaires soient indispensables à la grandeur d'une nation. On peut mener un peuple à la victoire sans patauger dans les exécutions spectaculaires, ou tout au moins en limitant les dégâts. Ce n'est pas toujours très facile. PETAIN lui-même dût accepter un certain nombre d'exécutions collectives pour rétablir la discipline. Mais il sut le faire de telle sorte qu'il réduisit au minimum ces hideuses boucheries.

Une paix blanche — et nous avons eu maintes fois l'occasion d'en faire une — aurait sauvé des milliers de vies françaises et allemandes et une solution de compromis sur l'Alsace-Lorraine aurait mieux valu sans doute que l'effroyable chaos que nous avons créé.

L'histoire de la guerre, de GALTIER- BOISSIERE, me rappelait justement le petit livre qu'on vient de réimprimer et dont la presse a fort peu parlé, car il choque évidemment les bons mouvements de notre conscience.

C'est un petit volume qui s'appelle « Le Fusillé » et qui a pour auteur une institutrice, Madame Maupas, dont le mari fut un des

quatre caporaux fusillés à Louain, en 1915, après un simulacre de jugement par un Conseil de Guerre pour n'avoir pas su faire sortir de leur tranchée une section engagée dans des conditions abberrantes et à laquelle on demandait une attaque à peu près impossible.

Il fallut des années de combat à cette malheureuse femme pour obtenir la réhabilitation de son mari. Pendant des années, elle dût errer de poste en poste, considérée comme une pestiférée, en butte à l'hostilité de la population, rebutée de tous côtés par ses propres chefs et par l'hostilité des pouvoirs publics.

Ce qui nous frappe aujourd'hui dans cette histoire tragique, c'est qu'il existait toutefois sous la IIIe République des mouvements d'opinion assez puissants et assez unis pour soutenir de telles victimes et pour faire aboutir leurs revendications.

Finalement, le nom du malheureux caporal fusillé par erreur fut réhabilité et inscrit sur la liste des morts pour la France de son village. Mais pendant des années, toutes les organisations de gauche avaient appuyé les démarches qui leur paraissaient dictées par le souci de la justice. (1)

Il n'existe plus de gauche analogue en France, et nous n'avons pas vu encore dans l'état d'esprit nouveau installé dans notre pays par le système des partis, des groupes de gauche s'associer aux campagnes qui ont été faites pour les hommes qui, dans les mêmes conditions, ont été victimes en 1945 de jugements aussi sommaires que personne aujourd'hui ne propose de reviser.

On se demande où est la faiblesse de la gauche. Elle est peut-être dans cette disparition de la générosité et de la conscience. Les hommes qui cessent d'obéir à leur cœur pour n'obéir qu'à leurs intérêts peuvent jouer un rôle dans le pouvoir, mais ils perdent leur prestige et leur autorité lorsqu'ils s'adressent au peuple.

La gauche d'aujourd'hui meurt des injustices qu'elle a acceptées sans un mot. Elle meurt d'avoir abdiqué un rôle qui était sa justification, sa grandeur et pour ainsi dire sa raison d'être.

---

(1) Blanche MAUPAS : *Le Fusillé, l'Affaire des Caporaux de Louain*, reproduit dans *La Volonté Populaire*, n° spécial du 4e trimestre 1958, Echarion par Mennecy (S.-et-O.).

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
Numéro d'impression : 593. Dépôt légal : 3e trimestre 1959.

de
ortir
ber-
ible.
pour
dût
e à
pres

'est
ents
lles

fut
son
che
le

pas
par
m-
nes
res

tre
Les
urs
eur

ées
ti-

le
i-

—
o.